

G  
12-03

HV  
6046  
B58  
2003

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE ET DE SCIENCES POLITIQUES

Faculté des lettres et sciences humaines

Université de Sherbrooke

*La criminalité féminine dans le district judiciaire de Saint-François (1874-1928)*

Par

CAROLYNE BLANCHARD,

1977-

Bachelière ès lettres (histoire)

de l'Université de Sherbrooke

I - 2012

MÉMOIRE PRÉSENTÉ

pour obtenir

LA MAÎTRISE ÈS ARTS (HISTOIRE)

Sherbrooke

MAI 2003

## **Composition du jury**

***La criminalité féminine dans le district judiciaire de Saint-François (1874-1928)***

**CAROLYNE BLANCHARD**

**Ce mémoire a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :**

**Christine Hudon, directrice de recherche**

**(Département d'histoire et de sciences politiques, Faculté des lettres et sciences humaines)**

**Peter Gossage, membre du jury**

**(Département d'histoire et de sciences politiques, Faculté des lettres et sciences humaines)**

**Louise Bienvenue, membre du jury**

**(Département d'histoire et de sciences politiques, Faculté des lettres et sciences humaines)**



### *Résumé*

La déviance, la marginalité et la criminalité sont l'objet de curiosités et de questionnements. Depuis quelques décennies, ces thèmes alimentent de plus en plus les études historiques. Dans notre société, les criminels forment une minorité de citoyens et étudier des femmes criminelles, c'est étudier une minorité, dans une minorité. La criminalité féminine intrigue. Nous avons voulu l'étudier dans une période où les législations du Québec, concernant les femmes mariées, considèrent celles-ci comme des mineures.

Cette recherche a deux buts précis. Nous voulons tout d'abord, dresser un portrait de la criminalité féminine dans le district judiciaire de Saint-François, de 1874 à 1928. Ensuite, nous souhaitons comprendre la perception qu'ont les juges, les membres du jury, les journalistes et le public, des femmes qui sont accusées de meurtre et d'infanticide et constater si la justice est clémentine avec elles ou si elle les condamne.

La criminalité féminine, dans le district judiciaire de Saint-François, a peu évolué durant le demi siècle que nous avons étudié. Le type de crime et le nombre d'arrestations est demeuré relativement stable. Une légère augmentation des arrestations est toutefois perceptible pour les dernières années de l'étude.

Bien qu'elles soient considérées criminelles, les femmes qui subissent des procès pour meurtre ou infanticide semblent attirer la sympathie, celle du public dans certains cas et celle du jury pour d'autres cas. Dans la région, les magistrats ne sont pas allés à l'encontre de la tendance de tolérance qui prévaut ailleurs au pays au même moment. Ils ont de la compassion pour ces femmes et ils ont fait preuve de clémence à leur égard.

## **Table des matières**

<b><u>Composition du jury</u></b>	<b><u>ii</u></b>
<b><u>Résumé</u></b>	<b><u>iii</u></b>
<b><u>Table des matières</u></b>	<b><u>iv</u></b>
<b><u>Liste des tableaux</u></b>	<b><u>vi</u></b>
<b><u>Liste des figures</u></b>	<b><u>vii</u></b>
<b><u>Remerciements</u></b>	<b><u>viii</u></b>
<b><u>Introduction</u></b>	<b><u>1</u></b>
L’historiographie	4
La problématique	14
Les sources et la méthodologie	15
<b><u>Chapitre 1 La loi, les femmes et leurs crimes</u></b>	<b><u>20</u></b>
<b><u>1.1 Les femmes devant la justice</u></b>	<b><u>20</u></b>
1.1.1 Le statut juridique des femmes	21
1.1.2 Les différents regards portés sur la criminalité selon le sexe	24
<b><u>1.2 La déviance des femmes</u></b>	<b><u>28</u></b>
1.2.1 La délinquance juvénile	31
1.2.2 Les institutions de réforme (asiles, hôpitaux, prisons)	34
<b><u>1.3 Les femmes criminelles dans le district judiciaire de Saint-François</u></b>	<b><u>37</u></b>
1.3.1 Les actes considérés criminels	38
1.3.2 Le nombre de crimes commis par les femmes	42
1.3.3 Les récidivistes	45
<b><u>Chapitre 2 Un portrait statistique de la criminalité féminine</u></b>	<b><u>47</u></b>
<b><u>2.1 Les caractéristiques des femmes incarcérées</u></b>	<b><u>47</u></b>
2.1.1 L’âge	48
2.1.2 Le lieu de naissance	52
2.1.3 Le lieu de résidence	54
2.1.4 La religion	55
2.1.5 L’état civil	57
2.1.6 L’occupation	59
2.1.7 Le niveau d’alphabétisation	60
2.1.8 Les habitudes morales	62

<b>2.2 L'analyse des crimes fréquents et marquants chez les femmes</b>	<b>64</b>
2.2.1 Les crimes les plus fréquents	64
2.2.2 Le commerce du sexe	72
2.2.3 Les crimes graves	78
<b><i>Chapitre 3 La clémence ou la condamnation? Les meurtres et les infanticides dans la presse régionale</i></b>	<b>80</b>
<b>3.1 La présentation des causes</b>	<b>80</b>
3.1.1 Le verdict et la sentence	88
3.1.2 L'assistance aux procès	90
<b>3.2 Le traitement de l'information dans les journaux</b>	<b>91</b>
3.2.1 Le ton des articles	91
3.2.2 Les titres	93
3.2.3 La description des crimes	95
<b>3.3 La présentation des femmes accusées de meurtre, d'infanticide et de mauvais traitements</b>	<b>99</b>
3.3.1 L'état psychologique et physique des femmes	99
3.3.2 Les motifs qui poussent à commettre de tels actes	104
<b>3.4 Les réactions au verdict et à la sentence</b>	<b>107</b>
3.4.1 Le public	108
3.4.2 L'appareil judiciaire et les journalistes	109
<b>Conclusion</b>	<b>117</b>
<b>Annexe 1</b>	<b>121</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>122</b>

**Liste des tableaux**

Tableau 1.1 Crimes pour lesquels les femmes du district judiciaire de Saint-François sont arrêtées, de 1874 à 1928	41
Tableau 2.1 Nombre de crimes (les plus fréquents, liés au commerce du sexe, graves) et âge moyen des criminelles, dans le district judiciaire de Saint-François, 1874-1928	51
Tableau 3.1 Renseignements généraux sur les femmes accusées de meurtre dans le district judiciaire de Saint-François, 1874-1928	82
Tableau 3.2 Lois visant à contrer l'infanticide, selon les époques et les lieux	85
Tableau 3.3 Renseignements généraux sur les femmes accusées d'infanticide dans le district judiciaire de Saint-François, 1874-1928	86
Tableau 3.4 Les accusations et les verdicts des femmes accusées de meurtre dans le district judiciaire de Saint-François, 1874-1928	88
Tableau 3.5 Les accusations et les verdicts des femmes accusées d'infanticide dans le district judiciaire de Saint-François, 1874-1928	89



**Liste des figures**

- Figure 1.1 Crimes pour lesquels les femmes du district judiciaire de Saint-François sont arrêtées, de 1874 à 1928 39
- Figure 1.2 Nombre de crimes commis par les femmes du district judiciaire de Saint-François, pour les années 1874 à 1928 43
- Figure 2.1 Age et nombre des femmes criminelles du district judiciaire de Saint-François, 1874-1928 49
- Figure 2.2 Lieu de naissance des femmes criminelles dans le district judiciaire de Saint-François, 1874-1928 53
- Figure 2.3 Lieu de résidence des femmes criminelles dans le district judiciaire de Saint-François, 1874-1928 55
- Figure 2.4 Religion des accusées dans le district judiciaire de Saint-François, 1874-1928 56
- Figure 2.5 État civil des accusées du district judiciaire de Saint-François, 1874-1928 59
- Figure 2.6 Taux d'alphabétisation des accusées dans le district judiciaire de Saint-François, 1874-1928 61
- Figure 2.7 Habitudes de consommation d'alcool chez les accusées du district judiciaire de Saint-François, 1874-1928 63
- Figure 2.8 Nombre d'arrestations pour vagabondage chaque mois, dans le district judiciaire de Saint-François, pour les années 1874 à 1928 67

### ***Remerciements***

L'élaboration et la rédaction d'un mémoire est tributaire de plusieurs facteurs et surtout de gens qui déterminent de près ou de loin l'achèvement d'un tel processus. En premier lieu, je voudrais remercier Christine Hudon, ma directrice, qui a accepté de me prendre sous son aile, sans me connaître et qui m'a fait pleinement confiance. Ces mêmes remerciements peuvent s'appliquer à Peter Gossage, mon évaluateur, qui a augmenté mon corpus bibliographique et donné des commentaires pertinents pour l'amélioration globale de cette étude.

Merci à Gilles Durand et Hélène Martin du centre d'Archives nationales du Québec à Sherbrooke, qui m'ont accueillie pendant plus d'un an pour l'étape du dépouillement des sources. Merci à l'Université de Sherbrooke pour l'obtention d'une bourse de diplômation qui m'a permis de terminer la rédaction de ce mémoire dans les délais fixés.

Bien entendu, je n'exprimerai jamais assez toute la reconnaissance que je dois à mes parents, Claire et Raynald, qui m'ont toujours encouragée à aller de l'avant, à ne pas me poser de limites et qui m'ont donné les moyens d'aller au bout de mes rêves. À mon conjoint, Christian, pour son amour, sa présence, son soutien et ses encouragements. Aussi, à toute ma famille et amis qui ne comprenaient pas toujours ce que je faisais, mais qui « avaient hâte de lire ça! »

### **Liste des abréviations**

ANQS	Archives Nationales du Québec à Sherbrooke
CHR	<i>Canadian Historical Review</i>
CUP	Cambridge University Press
INRS	Institut National de la recherche scientifique
IQRC	Institut québécois de recherche sur la culture
RECE	<i>Revue d'études des Cantons de l'Est</i>
RHAF	<i>Revue d'histoire de l'Amérique française</i>
UQAM	Université du Québec à Montréal

## *Introduction*

Le XIX<sup>e</sup> siècle est une période particulière, bercée par l'idéal victorien qui définit des rôles précis pour les hommes et les femmes. Selon cet idéal, les femmes sont par leur « nature », des êtres exclus de la société publique. Leur rôle, elles doivent le tenir uniquement dans la sphère privée, à l'ombre d'un mari ou d'un père. Celles qui dérogent à ces normes, par choix ou par nécessité, basculent parfois du côté de la criminalité.

De 1874 à 1928, plus de 1 200 femmes se sont retrouvées derrière les barreaux de la prison Winter à Sherbrooke. Ces femmes ont été emprisonnées pour des délits de toutes natures et de toutes les gravités. Les gestes criminels qu'elles posent peuvent dans certains cas avoir des conséquences dramatiques sur leur entourage, alors que d'autres gestes n'ont aucun impact.

Notre intérêt pour les femmes criminelles nous a poussée à vouloir les étudier dans la région des Cantons de l'Est, à une époque (fin XIX<sup>e</sup>, début XX<sup>e</sup> siècle) de grands bouleversements socio-culturels. Les lois de cette période sont empreintes de paternalisme à l'endroit des femmes<sup>1</sup>. Le code civil de 1866 maintient les femmes mariées dans une dépendance et une soumission presque totale à leur époux<sup>2</sup>.

La région des Cantons de l'Est est fascinante à étudier pour plusieurs raisons. D'abord, son peuplement au départ anglophone et ensuite francophone (la moitié de la

---

<sup>1</sup> M.-A. Cliche, «L'infanticide dans la région de Québec (1660-1969)», *RHAF*, vol. 44, no 1, été 1990, p. 31.

<sup>2</sup> Le Collectif Clio, *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, éd. Le Jour, 1992 (1982), p.163 à 169.



communauté est francophone dès 1871)<sup>3</sup>, la distingue de la majorité des régions du Québec. Puis, la diversité ethnique, religieuse et linguistique qui la compose introduit une pluralité culturelle lui donnant une dimension particulière.

La période, soit les années 1874 à 1928, a été retenue principalement en raison de la richesse des sources. L'année 1874 est celle où débutent les mandats d'arrestation. Les registres d'écrou font quant à eux leur apparition en 1882. Ces registres sont les sources les plus complètes pour les renseignements nominatifs puisque tous ceux qui ont fait un séjour en prison y sont recensés. Quant à 1928, cette date est marquée par un procès retentissant sur une question d'infanticide. Aussi, arrêtons-nous l'étude avant la crise de 1929, moment où la dynamique régionale change. Par ailleurs, la période couvrant une cinquantaine d'années est suffisamment large pour effectuer une telle étude.

Cette période est marquée par la croissance et l'industrialisation des Cantons de l'Est<sup>4</sup>. En effet, plusieurs éléments participent au développement rapide de la région et en particulier de la ville de Sherbrooke, qui en peu de temps devient la « Reine des Cantons de l'Est ». Ces éléments sont l'urbanisation, l'industrialisation et le progrès technologique. L'industrialisation s'accompagne toutefois de plusieurs crises économiques, comme celle de 1873 à 1879, qui provoque des mises à pied dans les manufactures. Plusieurs ouvriers se retrouvent alors dans la misère. Les premières

---

<sup>3</sup> J.-P. Kesteman, « La condition urbaine vue sous l'angle de la conjoncture économique : Sherbrooke 1875 à 1914 », *Urban History Review*, vol. XII, no1, juin 1983, p. 13.

<sup>4</sup> En fait, cette période n'en fut pas une de croissance continue. Après la crise de 1873 à 1879, il y a eu une lente croissance jusqu'en 1896, ponctuée de récessions et de reprises. De 1896 à 1913, la croissance générale est bonne, le point culminant étant 1913, d'ailleurs en 1914, la ville connaît un bond démographique en franchissant le cap des 20 000 habitants. Pour plus de détails voir J.-P. Kesteman, « La condition urbaine... », p. 14 à 18.

grèves de la région apparaissent également à la même époque<sup>5</sup>. Ce fut donc une période de mouvements et de changements majeurs, qui a profondément modifié les modes de vie et de travail de la population. Le changement le plus important est le passage d'une économie rurale fondée sur l'agriculture à une économie basée sur l'industrie où les travailleurs sont dépendants de leur salaire pour vivre et se nourrir.

Le district inférieur de Saint-François (cour provinciale) est mis sur pied en 1823. Sa création répond à un besoin dans la région. Il n'existe à ce moment que trois districts : ceux de Montréal, de Trois-Rivières et de Québec. Le recours au système judiciaire n'est donc pas facile pour les habitants de plusieurs régions. Cette situation est assez problématique pour les Cantons de l'Est, qui, en raison de leur emplacement géographique (voisin des États-Unis), vivent plusieurs problèmes de contrebande et de fausse monnaie<sup>6</sup>.

Le district perd son qualificatif « d'inférieur » et devient un district à part entière en 1833. Il comprend alors les comtés de Stanstead, Compton, Sherbrooke, Richmond et Wolfe<sup>7</sup>. Le comté de Frontenac est ajouté à la liste en 1901<sup>8</sup>. Le centre du district est la ville de Sherbrooke, où il y a une cour du banc du roi, avec juridiction civile pour les causes de 80 dollars et moins, ainsi qu'une cour des sessions générales de la paix pour la

---

<sup>5</sup> J.-P. Kesteman, *Documents sur l'histoire des Cantons de l'Est (1871-1880)*, Sherbrooke, Département d'histoire, Université de Sherbrooke, 1976, p. 4.

<sup>6</sup> J.-P. Kesteman et al., *Histoire des Cantons de l'Est*, Québec, IQRC, coll. Les régions du Québec, 1998, p. 192. Aussi J. I. Little, *State and Society in Transition, the Politics of Institutional Reform in the Eastern Townships 1838-1852*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1997, p. 50, 84 et 85.

<sup>7</sup> G. Bessette, *Histoire du district de Saint-François*, Sherbrooke, 1987, p. 30.

<sup>8</sup> M. Sharpe, *La mort violente à Sherbrooke de 1901 à 1930. L'accident mortel, le suicide et l'homicide*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1993, p. 15.



juridiction criminelle<sup>9</sup>. Le système a été bonifié en 1843, par une cour de circuit, présidée par le Juge provincial. Cette cour comprend alors trois circuits : ceux de Richmond, d'Eaton et de Stanstead. Pour diriger le district, il y a un juge résidant à Sherbrooke et un juge itinérant (pour les circuits) venant de Montréal<sup>10</sup>. Ce système judiciaire est resté assez confus jusque dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, en partie parce que le nom des différentes cours change souvent. Il y a aussi un « chevauchement de juridiction entre la cour du banc du roi et la cour des sessions générales de la paix, mais, dans la pratique, la première s'occupe alors des crimes plus graves, tandis que la seconde règle les délits mineurs<sup>11</sup> ».

### L'historiographie

Les criminologues s'intéressent au phénomène de la criminalité féminine depuis quelques décennies. Ainsi, Marie-Andrée Bertrand a étudié le crime contemporain à partir d'archives judiciaires<sup>12</sup>. Dans son ouvrage comportant une partie historique, elle souligne qu'elle s'intéresse à un non-phénomène, soit « [...] l'absence des femmes de la scène de la criminalité officielle, et à la signification de cette absence<sup>13</sup> ». En histoire, la criminalité des femmes dans son ensemble n'a pas suscité beaucoup d'études. En effet, il existe peu d'ouvrages abordant tous les aspects de la criminalité féminine. Bon nombre d'études portent sur les crimes de mœurs et sur les meurtres (prostitution, infanticide,

---

<sup>9</sup> J.-P. Kesteman *et al.*, *Histoire des Cantons...*, p. 192.

<sup>10</sup> G. Bessette, *Histoire du district...*, p. 158.

<sup>11</sup> E. Kolish, *Guide des archives judiciaires*, Archives nationales du Québec, décembre 2000, p. 17.

<sup>12</sup> M.-A. Bertrand, *La femme et le crime*, Montréal, éd. L'Aurore, 1979, 224 p.

<sup>13</sup> M.-A. Bertrand, *La femme...*, p. 9.

meurtre passionnel) et laissent de côté les petits délits, comme les vols, la fraude ou l'ivresse.

Les travaux sur les femmes (criminelles ou non), réalisés ici et ailleurs, éclairent notre compréhension des rapports de sexe en montrant le caractère paternaliste des institutions et des structures dans lesquelles évoluent les femmes criminelles aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et leur incapacité devant la loi. Tel est le cas de l'étude de Constance Backhouse, *Petticoats and Prejudice: Women and Law in Nineteenth-Century Canada*<sup>14</sup>, qui aborde les thèmes du mariage, de l'infanticide, de l'avortement, des séparations et de la prostitution en utilisant des archives judiciaires. C'est un ouvrage pionnier en histoire des femmes canadiennes, dans le système légal du XIX<sup>e</sup> siècle.

Deux autres études sur le Canada anglais attirent notre attention. D'abord, celle de Joan Sangster<sup>15</sup> qui porte sur la plaidoirie de défense des femmes lorsqu'elles sont accusées et sur la façon qu'elles ont de se débrouiller face à la justice des hommes. La vision des hommes de loi sur les femmes qui comparaissent devant eux est également expliquée. Si les femmes peuvent les convaincre de leur moralité, elles ont d'excellentes chances de gagner leur cause. L'étude de Karen Dubinsky et Franca Iacovetta<sup>16</sup> porte quant à elle sur un cas bien précis, celui d'une immigrante italienne qui tue son mari. Cette histoire a fait sensation à l'époque, surtout parce que cette femme a été condamnée à mort. Des voix se sont levées alors contre cette peine pour demander que la sentence

---

<sup>14</sup> C. Backhouse, *Petticoats and Prejudice: Women and Law in Nineteenth-Century Canada*, Toronto, Published for Osgoode Society by Women's Press, 1991, 467 p.

<sup>15</sup> J. Sangster, « Pardon Tales from Magistrate's Court : Women, Crime and the Court in Peterborough County, 1920-50 », *CHR*, vol. 74, no 2, juin 1993, p. 161-197.

<sup>16</sup> K. Dubinsky et F. Iacovetta, « Murder, Womanly Virtue, and Motherhood : The Case of Angelina Napolitano, 1911-1922 », *CHR*, vol. 72, no 4, 1991, p. 505-531.

soit amoindrie. Le public juge que cette femme n'a pas mal agi, même si elle a tué son mari. Certains la considèrent même comme une héroïne.

Pour le Québec, Andrée Lévesque a produit deux ouvrages qui traitent des femmes considérées déviantes, au XX<sup>e</sup> siècle. Le premier, *La norme et les déviantes*<sup>17</sup>, s'inscrit dans le courant de l'histoire des mentalités. Grâce aux archives judiciaires, aux journaux et à plusieurs textes normatifs, l'auteure met en lumière la conception que la société, surtout masculine, entretient de la contraception, de l'infanticide, de l'avortement, des filles mères, de l'abandon d'enfant et de la prostitution. Elle montre aussi l'attitude plutôt tolérante de la société québécoise envers les femmes qui posent ces actes. L'autre ouvrage de Lévesque, *Résistance et transgression*<sup>18</sup>, traite de la lutte des femmes pour la réforme du code civil, des articles d'Éva Circé-Côté, des médecins et de leurs relations avec les femmes et les prostituées, en abordant les représentations de ces femmes selon les discours réformateurs. Ces discours étiquettent les prostituées et apportent des arguments qui renforcent leur marginalité : elles sont déficientes mentales, malades, cachées dans les bordels et victimes d'exploitation. L'auteure souligne qu'elles vivent à l'écart d'un monde dans lequel les jeunes filles sont chastes et les femmes mariées se réalisent dans leur progéniture<sup>19</sup>.

Des études sur la France de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle qui analysent la représentation des femmes criminelles abordent des questions semblables à

---

<sup>17</sup> A. Lévesque, *La norme et les déviantes: des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*, Montréal, éd. du Remue-ménage, coll. De mémoire de femmes, 1989, 232 p.

<sup>18</sup> A. Lévesque, *Résistance et transgression: études en histoire des femmes au Québec*, Montréal, éd. du Remue-ménage, 1995, 157 p.

<sup>19</sup> A. Lévesque, *Résistance...*, p. 116.



celles qu'a traitées Andrée Lévesque. D'abord, Alain Vlamynck<sup>20</sup> démontre qu'au niveau du crime comme ailleurs, au XIX<sup>e</sup> siècle, la place des femmes semble tout à fait marginale. Il fait sa démonstration à l'aide de sources judiciaires et de certains journaux. La représentation donnée par l'auteur des femmes criminelles suscite particulièrement l'intérêt. De façon générale, les femmes sont moins punies que les hommes, ce qui suppose une tolérance sociale plus grande envers les crimes commis par les femmes. Tout comme Vlamynck, Ann-Louise Shapiro<sup>21</sup> s'est penchée sur la perception que les contemporains ont de ces femmes. L'auteure décrit son étude comme étant « [...] une réflexion sur le sens de la criminalité féminine, tant du point de vue de l'accusée que des individus appelés à interpréter et à réagir devant ces actes criminels [...] »<sup>22</sup>. D'ailleurs, ce qui ressort des verdicts et des écrits de l'époque, c'est que le contexte social et politique a une incidence sur la criminalité féminine.

Par ailleurs, plusieurs études portent spécifiquement sur la prostitution et l'infanticide. Signalons deux recherches consacrées à la prostitution au Canada au XIX<sup>e</sup> siècle. La première, celle de Lori Rotenberg<sup>23</sup>, tente de démontrer les interrelations entre les facteurs économiques et sociaux, dans la position secondaire qu'occupent les femmes qui travaillent. Selon l'auteure, la prostitution est un moyen pour certaines femmes de vivre sans être dépendantes financièrement d'un homme à une époque où les possibilités

---

<sup>20</sup> A. Vlamynck, « La délinquance au féminin: crimes et répression dans le Nord, 1880-1913 », *Revue du Nord*, vol. 63, no 250, juillet-septembre 1981, p. 675-702.

<sup>21</sup> A.-L. Shapiro, « L'amour aux assises: la femme criminelle et le discours judiciaire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », *Amour et société*, Paris, coll. Romantisme, v. 68, 1990, p. 61-74.

<sup>22</sup> A.-L. Shapiro, « L'amour aux assises... », p. 61.

<sup>23</sup> L. Rotenberg, « The Wayward Worker: Toronto's Prostitute at the Turn of the Century », dans J. Acton, *Women at Work, Ontario 1850-1930*, Toronto, Canadian Women's Educational Press, 1974, p. 33-70.

d'emplois offertes aux femmes sont assez limitées. Par contre, l'opinion publique ne voit pas les prostituées comme de simples travailleuses, mais comme un fléau. L'autre étude, celle de Constance Backhouse<sup>24</sup>, spécialiste des questions judiciaires, apporte des renseignements nouveaux concernant les traitements injustes qui sont infligés aux prostituées, ainsi que sur la discrimination faite à ces femmes par la loi, à travers la régulation, la prohibition et la réhabilitation. L'auteure aborde la perception que les contemporains se font des prostituées, qui sont considérées comme un « mal nécessaire ». Cette perception encourage le maintien d'un double standard sexuel enfermant les femmes vertueuses de la classe moyenne et de la classe supérieure dans un carcan de chasteté, alors que les hommes peuvent satisfaire leurs désirs sexuels avec les femmes déchues<sup>25</sup>.

L'infanticide est un aspect de la criminalité féminine qui suscite beaucoup d'intérêt de la part des historiens, en raison sans doute de son caractère extraordinaire. Des études générales ont été faites sur le sujet de la naissance, de l'abandon des enfants et de l'infanticide<sup>26</sup>. D'autres travaux, plus circonscrits au niveau spatio-temporel, ont inspiré notre questionnement.

---

<sup>24</sup> C. Backhouse, « Nineteenth-Century Canadian Prostitution Law: Reflection of a Discriminating Society », *Histoire sociale/Social History*, vol. XVIII, no 36, novembre 1985, p. 387-423.

<sup>25</sup> Expression tirée de l'article de C. Backhouse, « Nineteenth-Century... », p. 387.

<sup>26</sup> J. Boswell, *Au bon coeur des inconnus. Les enfants abandonnés de l'Antiquité à la Renaissance*, Paris, Gallimard, Bibliothèques des histoires, 1993, 516 p. J. Gélis, « Le refus du nouveau-né », dans J. Gélis, *L'arbre et le fruit. La naissance dans l'Occident moderne (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Fayard, 1984, p. 404-433. G. Carloni et D. Nobili, *La mauvaise mère, phénoménologie et anthropologie de l'infanticide*, éd. Petite Bibliothèque Payot, coll. Science de l'homme, 1977, 266 p.



Ainsi, l'article de René Leboutte portant sur l'est de la Belgique<sup>27</sup> jette de très bonnes bases pour l'étude du phénomène. Il étudie, grâce à des sources judiciaires, les circonstances de l'infanticide et sa perception et souligne que les sentences sont généralement clémentes. Ses conclusions peuvent-elles s'appliquer aux cas d'infanticide des Cantons de l'Est? Nous tenterons de le vérifier dans notre recherche. Nous nous inspirerons aussi de l'article de Marie-France Vouilloz Burnier sur l'infanticide dans la région valaisanne<sup>28</sup>. L'auteure y traite de la présentation des femmes par les médecins et par l'appareil judiciaire. Elle a noté que pour cette région, dans les registres, on perd la trace des femmes qui commettent l'infanticide, ce qui donne à penser que la tolérance à l'égard de ces femmes est pour le moins réduite.

Au Canada, Constance Backhouse fut décidément très prolifique pour des sujets qui touchent de près à ce travail. Son article portant sur les grossesses non désirées, l'avortement et le contrôle des naissances<sup>29</sup> met en évidence la transformation des législations au XIX<sup>e</sup> siècle. Plus précisément, elle montre que ces questions qui sont à l'époque considérées du domaine privé, deviennent d'intérêt public. Constance Backhouse avance que les lois résultent des pressions d'un groupe de médecins, qui veulent s'approprier le contrôle de l'avortement et des naissances. Dans un autre texte, elle a analysé les réactions des cours de justice face à l'infanticide<sup>30</sup>. Elle montre que

---

<sup>27</sup> R. Leboutte, « L'infanticide dans l'est de la Belgique aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles: une réalité », *Annales de démographie historique*, Paris, éd. de l'école des hautes études en sciences sociales, 1983, p. 163-192.

<sup>28</sup> M.-F. Vouilloz Burnier, « L'infanticide entre médecins et magistrats: une histoire des femmes valaisannes au XIX<sup>e</sup> siècle », dans F. Chauvaud et J. G. Petit, *L'histoire contemporaine et les usages des archives judiciaires (1800-1939)*, Paris, H. Champion, 1998, p. 437-450.

<sup>29</sup> C. Backhouse, « Involuntary Motherhood : Abortion, Birth Control and the Law in Nineteenth-Century Canada », *Winsdor Yearbook of Access to Justice*, III, 1983, p. 61-130.

<sup>30</sup> C. Backhouse, « Desperate Women and Compassionate Courts : Infanticide in Nineteenth-Century Canada », *University of Toronto Law Journal*, vol. 34, 1984, p. 447-478.



l'infanticide est un moyen de « contraception » qui est bien souvent utilisé en dernier recours. L'auteure donne des cas et des statistiques pour l'Ontario et traite également des abandons d'enfants et de leurs motifs.

Comme le souligne Marie-Aimée Cliche, au Québec, la problématique de l'infanticide a été abordée selon une idéologie moraliste, puis révisionniste. Au cours des dernières décennies, les savoirs sur ce sujet ont été enrichis avec la perspective des démographes<sup>31</sup>. Marie-Aimée Cliche suit donc cette dernière voie en s'inspirant de la méthodologie des historiens français. Son article, qui traite de la période du Régime français<sup>32</sup>, donne des renseignements clairs, apporte des conclusions et des réponses nouvelles. Dans cette étude, elle démontre les différences d'acceptation qu'il y a entre les filles et les garçons, pour le même acte, ainsi que la conception que l'on a des filles-mères lorsque ces cas se retrouvent devant les tribunaux. Elle affirme que les jeunes hommes jouissent d'une certaine liberté sexuelle, tandis que les filles payent chèrement la perte de leur vertu, qui, du reste, est difficilement camouflable lors d'une grossesse. Ainsi, l'article de Cliche souligne bien la non acceptation de la sexualité féminine comparativement à celle de l'homme.

Avec son autre étude, « L'infanticide dans la région de Québec (1660-1969)<sup>33</sup> », Cliche brosse un portrait de l'infanticide sur une très longue période. Elle a retracé les continuités et les changements qui se sont produits au niveau du nombre de cas d'infanticide, mais aussi dans les législations. Cette étude poursuit un double objectif :

---

<sup>31</sup> M.-A. Cliche, « Filles-mères, famille et société sous le Régime français », *Histoire sociale/ Social History*, vol. 24, no 41, mai 1988, p. 40.

<sup>32</sup> M.-A. Cliche, « Filles-mères, famille et société... », p. 39-69.

<sup>33</sup> M.-A. Cliche, « L'infanticide... », p. 31-59.

comprendre les motivations des femmes et découvrir l'attitude des hommes de loi. Cliche suit donc les traces de Backhouse, et elle fait de l'histoire des mentalités. Elle conclut que l'infanticide est un crime de la solitude, de la peur du déshonneur, attirant la honte de la famille, ainsi que les reproches<sup>34</sup>. Cliche rappelle qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle les mentalités et les procédures changent dans les cas d'infanticide. Dorénavant, les accusées sont présumées innocentes jusqu'à preuve du contraire. Toutes ces études permettent de constater la réaction de la société face à ce type de crime, à travers le déroulement des procès.

Peter Gossage a aussi contribué au corpus avec deux articles, qui ne portent pas directement sur l'infanticide, mais qui s'y rattachent. Le premier, « Les enfants abandonnés à Montréal au 19<sup>e</sup> siècle<sup>35</sup> », fait le lien entre les conditions économiques, en particulier l'industrialisation, et les changements rapides de mode de vie. Le cadre de vie des anciens ruraux immigrés en ville est bouleversé, mais les comportements restent sensiblement les mêmes. Un certain nombre de conceptions précèdent le mariage. Ces pratiques, transposées dans la ville anonyme, rendent la pression sociale moins forte et par le fait même la rupture de promesse de mariage plus facile, ce qui se traduit par une augmentation d'enfants abandonnés. Les religieuses, en mettant sur pied des crèches sanctionnées par l'Église, officialisent en quelque sorte une attitude de tolérance à l'égard de ces comportements.

---

<sup>34</sup> M.-A. Cliche, « L'infanticide... », p. 40-41.

<sup>35</sup> P. Gossage, « Les enfants abandonnés à Montréal au 19<sup>e</sup> siècle : La crèche d'Youville des sœurs grises, 1820-1871 », *RHAF*, vol. 40, no 4, printemps 1987, p. 537-559.



Le deuxième article qui porte sur la belle-mère d'Aurore Gagnon, Marie-Anne Houde<sup>36</sup>, ressemble un peu au cas d'Angelina Napolitano<sup>37</sup>. Pour son crime, Marie-Anne fut elle aussi condamnée à mort et sa peine, commuée, grâce aux pétitions de ses concitoyens. Par contre, la population est davantage touchée par la petite victime de M.-A. Houde et a moins de compassion pour cette dernière. Dans son étude, Peter Gossage essaie de comprendre l'intérêt du public pour ce genre d'affaire. Une partie de la réponse se trouve à son avis dans le fait qu'on s'explique mal comment une femme peut dévier à ce point de son rôle traditionnel de mère.

Pour la région des Cantons de l'Est<sup>38</sup>, aucune étude ne traite spécifiquement des femmes criminelles, mais certaines recherches qui abordent la question des marginaux et des morts violentes ont inspiré notre questionnement et notre méthodologie. Ainsi, Michel Sharpe a produit un mémoire portant sur les morts violentes<sup>39</sup> en utilisant les enquêtes du coroner et les journaux. Sharpe a eu recours aux journaux pour compléter les informations des enquêtes et pour comprendre les sentiments ressentis par la population sherbrookoise face à ces crimes. Dans la même veine, notons la contribution d'André Lachance qui s'est toujours intéressé aux groupes marginaux et aux criminels. Dans un article sur le suicide dans le district judiciaire de Saint-François<sup>40</sup>, il a tenté de

---

<sup>36</sup> P. Gossage, « *La marâtre* : Marie-Anne Houde and the Myth of the Wicked Stepmother in Quebec », *CHR*, vol. 76, no 4, décembre 1995, p. 563-597.

<sup>37</sup> K. Dubinsky et F. Iacovetta, « Murder, Womanly Virtue... », p. 505-531.

<sup>38</sup> Concernant les Cantons de l'Est, des études ont été significatives pour connaître le contexte du district judiciaire : J.-P. Kesteman *et al*, *Histoire des Cantons...*, 829 p. G. Bessette, *Histoire du district...*, 354 p. J. I. Little, *State and Society in Transition...*, 320 p.

<sup>39</sup> M. Sharpe, *La mort violente à Sherbrooke de 1901 à 1930. L'accident mortel, le suicide, l'homicide*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1993, 194 p.

<sup>40</sup> A. Lachance, « Le suicide dans le district judiciaire de Saint-François, 1901-1950 », *RECE*, no 10, printemps 1997, p. 19-53.

découvrir, avec une analyse des représentations, ce qui pousse les gens au suicide dans cette région, grâce aux lettres laissées par les disparus et aux témoignages de leurs proches.

Thierry Nootens a travaillé sur la normalité dans le district judiciaire de Saint-François<sup>41</sup>. Nootens cherche à comprendre la « psychologie » d'autrefois, la conception de la normalité que s'est faite la population en identifiant des repères posés par les gens « sains » dans la mise en place d'une conception de la normalité. Il a choisi une méthode de traitement par thèmes, afin de faire ressortir les éléments pris en considération pour définir la déviance. À partir des propos tenus sur les individus, concernant la folie, Thierry Nootens en arrive à dégager les éléments, les idées-forces qui lui permettent de définir la normalité.

Pour terminer ce tour d'horizon, un mémoire produit récemment à l'Université de Sherbrooke apporte beaucoup pour cette recherche puisqu'il touche de très près notre sujet. François Gagnon a dressé le profil de la population carcérale de la prison Winter de Sherbrooke<sup>42</sup>. Comme une partie de nos sources sont les mêmes, leur traitement s'inspire de l'étude de Gagnon. La partie de sa recherche touchant les femmes nous interpelle grandement. Les données statistiques sur les prisonniers permettront de situer la population criminelle féminine.

---

<sup>41</sup> T. Nootens, *To be Quiet, Orderly, Obedient and Industrious : la normalité dans le district judiciaire de Saint-François entre 1889 et 1920 d'après l'interdiction des « malades mentaux »*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1997, 159 p.

<sup>42</sup> F. Gagnon, *La population carcérale de l'établissement de détention de Sherbrooke, 1891-1931*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2001, 119 p.

### La problématique

La nature de nos sources a grandement influencé notre questionnement et la problématique de ce mémoire. Les registres d'écrou livrent une quantité d'informations bien précises sur les individus, tandis que les journaux apportent un tout autre éclairage, qui permet de connaître la représentation que la société se fait des criminelles. En ce sens, cette étude s'inscrit dans la foulée des recherches précédentes, où l'accent est mis sur les représentations. Son originalité se situe principalement au niveau de son contexte spatio-temporel.

Plusieurs questions, auxquelles nous allons tenter de répondre, découlent de cette problématique. On peut ainsi se demander si ces représentations endossent la vision des hommes de loi qu'a étudiée, entre autres, Marie-Aimée Cliche. Cette opinion, celle des hommes de loi, est-elle partagée par les journalistes? L'arme ou le moyen utilisé pour commettre le crime a-t-il une importance ou frappe-t-il l'imaginaire collectif? Les contextes de crises entraînent-ils une augmentation de la criminalité féminine? Qu'est-ce qui est invoqué pour expliquer cette criminalité? Est-ce la folie, la nature faible des femmes, puisque l'on semble clément face à cette criminalité, même quand il s'agit de crimes importants? Déresponsabilise-t-on ces êtres jugés inférieurs? Leurs crimes paraissent-ils moins importants aux yeux des magistrats? Les femmes des Cantons de l'Est sont-elles moins punies qu'ailleurs, ont-elles des sentences réduites<sup>43</sup>? Ces

---

<sup>43</sup> Comparativement à deux cas où les femmes ont eu de grandes condamnations, le cas Marie-Anne Houde et le cas Angelina Napolitano. Pour connaître ces cas en détail, voir P. Gossage, « La marâtre : Marie-Anne Houde... », p. 563-597. Ainsi que K. Dubinsky et F. Iacovetta, « Murder, Womanly Virtue... », p. 505-531.



questions permettront de connaître le profil et la perception (tolérance ou condamnation) des criminelles et de délimiter leur position dans la société d'alors.

Pour répondre à ces questions, nous cernerons, dans un premier temps, les caractéristiques des femmes criminelles des Cantons de l'Est, des années 1874 à 1928, dans le but de dresser leur profil socio-culturel. Après avoir fait ressortir les caractéristiques générales de ces femmes, nous chercherons à déterminer si les femmes accusées de meurtre (du mari ou de l'amant) et d'infanticide sont comprises ou abandonnées par la société d'alors, notamment par les journalistes, le jury, les juges, les gens qui assistent aux procès, les pairs et les médecins et si leurs gestes sont tolérés<sup>44</sup> ou condamnés. Pour l'étude, les femmes considérées criminelles sont toutes celles qui ont laissé des traces dans les archives judiciaires, qui ont commis un crime. Sont exclues celles qui sont citées à comparaître comme témoins et qui ne se sont pas présentées et les « folles », car elles n'ont pas commis de crime « actif ».

Nous pensons que les autorités judiciaires du district de Saint-François, s'ils suivent la même voie que les magistrats d'ailleurs au Canada à cette époque, vont être plutôt clémentes envers les femmes qui posent des gestes répréhensibles.

### Les sources et la méthodologie

Les sources utilisées pour cette étude sont de deux ordres et demandent chacune une méthode de traitement spécifique. Les premières, les sources judiciaires et carcérales manuscrites (bancs de la reine/roi, registres d'écrou, mandats d'arrestation), se trouvent

---

<sup>44</sup> La tolérance sera déterminée avec les descriptions données, par les sentences et par le fait qu'on invoque des circonstances atténuantes qui expliqueraient ou excuseraient le crime. Par exemple, est-ce qu'on donne une sentence uniquement pour punir? Est-ce qu'au contraire la sentence a des visées exemplaires.

aux Archives nationales du Québec à Sherbrooke et contiennent des renseignements nominatifs et personnels, les grandes lignes des procès et parfois les descriptions des crimes, et nous permettent de dresser un portrait des femmes qui ont paru en cour. Nous utiliserons ces sources afin de préciser le nombre de femmes qui sont passées devant la justice ou qui ont fait un séjour en prison.

De toutes ces sources, les registres d'écrou sont les plus riches en renseignements personnels. Grâce à eux, nous avons pu trouver des informations sur 1 126 cas d'incarcération pour les années 1882 à 1928. Ces sources ont fait l'objet d'un dépouillement systématique pour toutes les années incluses dans la recherche<sup>45</sup>. Malgré cette richesse, les sources comportent aussi des lacunes, principalement des pages manquantes et des erreurs de greffe. Ces 1 126 cas ont fait l'objet d'un traitement quantitatif (statistique). Cette méthode est indispensable pour bien cerner le profil des accusées. De ces registres nous avons retenu les données suivantes : la nature des crimes commis, l'âge, le lieu de naissance, le lieu de résidence, la religion, l'état civil, l'occupation, la capacité de lire et d'écrire et les habitudes morales (reliées à l'alcool). Toutes ces variables ont pris place dans une base de données faite à partir du logiciel Excel.

En complément, les autres sources judiciaires manuscrites et imprimées (bancs de la reine, du roi, mandats d'arrestation et journaux), vont nous permettre de broser un portrait global de la criminalité féminine pour les années 1874 à 1928. Ces données augmentent notre corpus de 80 entrées, pour un grand total de 1 206 cas et nous amènent

---

<sup>45</sup> Registre d'écrou « Monthly », Documents no 1, 2, 3 et Registre d'écrou « Général », Documents no 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

à connaître de façon un peu plus précise, le nombre de femmes criminelles par année, le nombre de récidivistes, le nombre de crimes et leur nature. Les informations des différentes sources ont été recoupées et aucune entrée n'a été calculée plus d'une fois, même si elles se retrouvent dans plusieurs types de sources.

Les sources se trouvant à Sherbrooke<sup>46</sup>, leur accessibilité est très grande. Seuls les registres d'écrou ont exigé, pour leur consultation, des autorisations auprès de la Commission d'accès à l'information.

Les secondes sources sont les sources imprimées (journaux), elles donnent des informations pertinentes sur la façon dont les femmes criminelles sont perçues. Ces journaux sont *The Stanstead Journal* (1845-1900), *Le Pionnier* (1866-1902), *The Sherbrooke News* (1871-1878), *Le Progrès* (1874-1878), *Le Progrès de l'Est* (1883-1920), *L'Étoile de l'Est* (vers 1887 à 1897), *The Sherbrooke Daily Record* (1897-1928) et *La Tribune* (1910-1928). Les articles qui se retrouvent en première page sont les plus détaillés de tous. Ils traitent des crimes contre la personne, soit les meurtres et les infanticides, qui attirent l'attention publique. Par exemple, certains articles contiennent des descriptions détaillées des crimes, des témoignages, le déroulement des procès, l'état physique et psychologique des femmes, les réactions des gens qui assistent aux procès, la façon de penser du jury et des juges à travers les verdicts et les sentences, etc.

La subjectivité des journaux peut être un élément qui biaise les informations recherchées. On peut se questionner à savoir dans quelle mesure les journaux nous

---

<sup>46</sup> Les archives judiciaires (bancs du roi, de la reine, registres d'écrou), sont conservées aux Archives nationales du Québec de Sherbrooke et les journaux sont conservés sur microfilms à la bibliothèque générale de l'Université de Sherbrooke, ainsi qu'à la Société d'histoire de Sherbrooke, sous leur forme originale.



donnent une représentation « fiable » de l'attitude des gens qui assistent au procès et du procès lui-même. Dans un premier temps, il est parfois possible de confronter plusieurs articles portant sur la même cause, mais qui sont publiés dans différents journaux. Dans un deuxième temps, de façon générale les journaux reproduisent des extraits de témoignages, des interventions des juges, des membres du jury et même des enquêtes du coroner. On peut donc supposer que ces extraits sont fidèles à ce qui a été dit ou à tout le moins qu'ils en reproduisent l'esprit. Par contre, il ne faut pas oublier que ce sont des extraits choisis par le journal et que certains éléments peuvent être occultés.

Nous avons repéré les articles pertinents à partir des dates des procès en dépouillant l'index nominatif des causes criminelles des journaux<sup>47</sup>, de la Société d'histoire de Sherbrooke, puis en parcourant les journaux pour les années pour lesquelles il y avait, dans les archives judiciaires, des meurtres, des infanticides et des cas de mauvais traitements. Nous avons donc tenté de tirer parti de la subjectivité des journaux en analysant, à l'aide d'une grille<sup>48</sup>, la structure des textes, les termes employés et l'espace qu'y occupaient les articles. Cette grille d'analyse contient les éléments suivants pour chaque cas recensé dans les journaux : le nom du journal, le titre de l'affaire (s'il y a lieu), l'aspect légal (les notions juridiques), la description physique de la femme, la description de l'état psychologique, la description du crime, les jugements portés sur l'accusée (compassion, condamnation, aucun jugement : compte-rendu très

---

<sup>47</sup> Cet index se situe à la Société d'histoire de Sherbrooke. Il s'agit d'une banque de fiches contenant les différents sujets couverts par la presse estrienne. Sous chaque sujet, les fiches sont classées en ordre alphabétique, il peut s'agir de nom de personnes, de nom de villes, de nom de Cantons, etc. Puis, sous chaque nom, nous retrouvons sur les fiches, les références de tous les journaux indexés ( nom du journal, date, page, colonne ) dans lesquels se retrouve ce nom pour le sujet sélectionné.

<sup>48</sup> Cette grille se trouve en annexe 1.

neutre, circonstances atténuantes), la réaction de la foule, les témoignages, le verdict et les détails. Ces articles portant sur les crimes graves (meurtres ou tentatives de meurtre : 6 cas, infanticides : 8 cas) sont utilisés dans le troisième chapitre. Nous pensions utiliser les enquêtes du coroner pour bonifier les représentations, mais pour les cas retrouvés, les descriptions n'apportent rien de nouveau puisque nous les retrouvons presque mot pour mot dans les journaux.

Ces deux volets méthodologiques sont nécessaires pour répondre à notre problématique et au but de cette recherche, c'est-à-dire dresser un portrait de la population criminelle féminine et constater si la justice et les contemporains condamnent ou tolèrent celles qui sont accusées de meurtre, d'infanticide et de mauvais traitements.

Avant d'analyser la criminalité féminine dans une région bien définie, nous voulions comprendre le contexte et les enjeux sociaux de ce type de criminalité. Le premier chapitre porte donc sur les femmes devant la loi, sur leurs déviances et sur les institutions qui les prennent en charge. Nous y avons inclus un bref aperçu de la criminalité féminine dans le district judiciaire de Saint-François. Le deuxième chapitre, répond à la première partie de notre problématique en présentant les femmes qui apparaissent dans les registres d'écrou sous un aspect socio-économique. Finalement, le dernier chapitre répond à la seconde partie de la problématique, en s'attardant aux discours des journaux, à la présentation que ces derniers donnent des causes, enfin aux réactions suscitées par les verdicts et les sentences.

## ***Chapitre I La loi, les femmes et leurs crimes***

Ce premier chapitre vise à situer l'objet de ce mémoire qui cherche à dresser le portrait des femmes criminelles dans le district judiciaire de Saint-François de 1874 à 1928, à comprendre les jugements portés sur elles et à qualifier l'attitude à leur égard - tolérance ou condamnation- à travers les procès et les articles de journaux. Le chapitre se divise en deux parties. D'abord, nous présentons le contexte juridique dans lequel les femmes évoluent au XIX<sup>e</sup> siècle. Comme nous le constatons, les femmes n'ont pas les mêmes droits que les hommes. Conséquemment, les crimes des unes et des autres ne sont pas perçus et/ou définis de la même manière. Les déviances des femmes, les délinquantes juvéniles, ainsi que les institutions mises en place afin de les prendre en charge et de les réformer sont présentés. Ensuite, nous entrons dans le vif du sujet de ce mémoire en présentant les actes qui sont considérés criminels pour les femmes, dans le district judiciaire de Saint-François, et le nombre de femmes qui ont été arrêtées pour avoir posé ces gestes. Nous avons choisi d'intégrer cette dernière partie ici, dans le but d'introduire et d'alléger le chapitre suivant.

### **1.1 Les femmes devant la justice**

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'expérience des femmes et des hommes avec la justice est très différente, principalement parce que chacun a un rôle bien défini dans la famille et la société. Depuis des siècles, les femmes sont jugées pour des crimes qui leur sont exclusifs. Avec l'essor du christianisme au IV<sup>e</sup> siècle et l'influence grandissante de l'Église au Moyen-Âge, de nouveaux crimes apparaissent. Des actes qui, auparavant, ont



été tolérés par l'État ou bien des pratiques traditionnelles deviennent prohibées. M. E. Wiesner affirme que les « chasses aux sorcières », du début de l'Europe moderne (XVI<sup>e</sup> siècle), peuvent être considérées comme une criminalisation du comportement féminin. Il explique qu'au moment où les accusations de sorcellerie atteignent leur apogée, les accusations portées contre les femmes pour d'autres types de crimes augmentent également, particulièrement les crimes associés précisément aux femmes, comme la prostitution et l'infanticide<sup>1</sup>.

### 1.1.1 Le statut juridique des femmes

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les femmes jouissent d'un statut inférieur à celui des hommes. Cette inégalité est inscrite dans les textes de loi. Au Bas-Canada, après la conquête de 1763, les autorités britanniques appliquent leur *Common Law*. Par contre, elles décident également de conserver la Coutume de Paris, déjà bien en place et ancrée dans les mœurs de la population.

Selon cette tradition [la Coutume de Paris], les veuves et les femmes célibataires majeures jouissaient à peu près des mêmes droits que les hommes. Une fois mariée, la femme perdait toutefois sa personnalité juridique. Elle ne pouvait plus signer de contrat sans la permission de son mari. [...] L'inégalité de fait et les idées patriarcales du droit civil existaient depuis des siècles. Même si la position de la femme nous semble inférieure aujourd'hui, il faut se rappeler qu'aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles la *Coutume* offrait aux femmes québécoises plus de liberté et plus de protection que le droit commun (ou *Common Law*), qui régissait les droits des femmes dans le Haut-Canada et dans les autres colonies anglaises<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> M. E. Wiesner, « Witchcraft », *Women and Gender in Early Modern Europe*, Cambridge, CUP, 1993, p. 235.

<sup>2</sup> B. Bradbury, « Devenir majeure. La lente conquête des droits », *Cap-aux-Diamants*, no 21, printemps 1990, p. 36.

L'avenir des jeunes filles est bien souvent réglé d'avance. Trois scénarios se dessinent devant elles : elles suivent les traces de leurs mères, deviennent religieuses, ou demeurent célibataires. Selon le Collectif Clio, cette dernière possibilité est à l'époque (1900-1940) considérée comme un statut ridicule et condamnable, et dénote un certain égoïsme. « Pourtant, bien loin d'être un choix, il est souvent le lot d'une femme qui doit s'occuper de sa famille et gagner une partie du revenu annuel<sup>3</sup>. »

Les femmes célibataires et sans famille éprouvent des difficultés financières et sont de plus en plus nombreuses au cours du XIX<sup>e</sup> siècle à se chercher un emploi en ville. Les problèmes liés à ce statut encouragent certaines femmes à prendre le parti de s'unir à un homme, plutôt que de rester seules<sup>4</sup>. Sous le Régime français, presque tous les couples qui s'unissent signent un contrat de mariage. Cependant au XIX<sup>e</sup> siècle, cette pratique diminue. Par exemple, à Montréal en 1840, neuf couples sur dix n'ont pas de contrat de mariage. Dans ces cas là, le régime de « communauté de biens » s'impose d'office<sup>5</sup>. Trois formes de contrat existent. D'abord, l'union selon la « communauté de biens » stipule que les biens des deux époux sont mis en commun à l'intérieur du mariage. Des dispositions peuvent être prises afin d'exclure certains biens de la communauté. Les dettes accumulées avant le mariage restent à la charge de celui qui les a contractées. La femme doit obtenir l'autorisation du mari pour ses affaires (dépenses, vente, tenir un petit commerce, etc.)<sup>6</sup>.

---

<sup>3</sup> Le Collectif Clio, *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, éd. Le Jour, 1992 (1982), p. 259.

<sup>4</sup> Le Collectif Clio, *L'histoire des femmes...*, p. 101.

<sup>5</sup> B. Bradbury, « Devenir majeure... », p. 36.

<sup>6</sup> B. Bradbury, P. Gossage, E. Kolish, A. Stewart, « Property and Marriage. The Law and the Practice in Early Nineteenth-Century Montreal », *Histoire sociale/Social History*, vol. XXVI, no 51, mai 1993, p. 19 à 21.



Parmi ceux qui signent un contrat, de plus en plus de couples choisissent la formule de « séparation de biens », dans laquelle ce que chacun apporte dans le mariage demeure sa propriété. Les dettes de l'un ne deviennent pas les dettes de l'autre, même dans le mariage. La femme peut gérer ses biens meubles sans la permission de son mari<sup>7</sup>. La popularité croissante de ce type de contrat s'explique par deux facteurs : son coût moins élevé que la « communauté de biens » et la volonté des femmes de pouvoir contrôler leurs biens<sup>8</sup>. Finalement, « l'exclusion de communauté » se rapproche du *Common Law*, en ce sens qu'il constitue un contrat moins favorable à l'épouse qui ne peut rien administrer<sup>9</sup>. En fait, ce contrat crée des problèmes, car les principaux concernés n'en saisissent pas toujours très bien les implications. Comme l'indiquent Bettina Bradbury et *al*, la signature de ce type de contrat se fait parfois selon un procédé pour le moins ambigu. « When a notary specified that there should be no community of property, but had not made clear the property of each spouse should remain separate, he was creating the regime exclusion of community<sup>10</sup>. » Certains couples se retrouvent ainsi dans le régime matrimonial de « l'exclusion de communauté », en croyant avoir signé un contrat en séparation de biens. Ces régimes matrimoniaux perdurent au-delà du tournant du XX<sup>e</sup> siècle<sup>11</sup>.

Conserver la Coutume de Paris entraîne de nombreux problèmes administratifs et les autorités trouvent difficile d'appliquer les deux Codes (*Common Law* et Coutume de

---

<sup>7</sup> B. Bradbury, P. Gossage, E. Kolish, A. Stewart, « Property and Marriage... », p. 22.

<sup>8</sup> B. Bradbury, P. Gossage, E. Kolish, A. Stewart, « Property and Marriage... », p. 28 et 34.

<sup>9</sup> B. Bradbury, P. Gossage, E. Kolish, A. Stewart, « Property and Marriage... », p. 23.

<sup>10</sup> B. Bradbury, P. Gossage, E. Kolish, A. Stewart, « Property and Marriage... », p. 24.

<sup>11</sup> Le Collectif Clio, *L'histoire des femmes...*, p. 350 à 356. Et B. Bradbury, P. Gossage, E. Kolish, A. Stewart, « Property and Marriage... », p. 35-36.

Paris). La Coutume de Paris est donc abolie en 1866 et un nouveau Code civil est établi<sup>12</sup>. « Le Code civil de 1866, malgré quelques modifications, ne fait que perpétuer le principe de l'incapacité juridique de la femme mariée qui figurait déjà dans la Coutume de Paris<sup>13</sup>. » Les femmes sont considérées différentes au niveau civil. En est-il de même au sujet de la criminalité?

### 1.1.2 Les différents regards portés sur la criminalité selon le sexe

Les hommes commettent plus de crimes que les femmes et leurs sentences semblent plus importantes. Néanmoins, ils profitent d'un plus grand laxisme, en matière de sexualité, alors que les femmes doivent faire preuve d'une morale irréprochable. Par ailleurs, le double standard de la sexualité s'est consolidé au cours du XIX<sup>e</sup> siècle avec l'idéal victorien<sup>14</sup>. M.-A. Cliche écrit à ce sujet :

Dans la société traditionnelle, comme dans toutes les civilisations patriarcales, coutumes et lois admettaient sans discussion la double norme sexuelle. Cela signifie que les femmes étaient obligées d'observer une chasteté parfaite, sous peine de perdre leur réputation, tandis que les hommes pouvaient se permettre une plus grande liberté de mœurs. On tentait de justifier cette inégalité par les exigences de la nature, mais la raison profonde résidait plutôt dans le droit de propriété que les hommes s'étaient arrogé sur les femmes<sup>15</sup>.

---

<sup>12</sup> Le Collectif Clio, *L'histoire des femmes...*, p. 152.

<sup>13</sup> Le Collectif Clio, *L'histoire des femmes...*, p. 167-168.

<sup>14</sup> P. Hurteau, note que la morale sexuelle victorienne se fonde sur la séparation nette entre la sphère privée et la sphère publique. P. Hurteau, « L'homosexualité masculine et les discours sur le sexe en contexte montréalais de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à la Révolution tranquille », *Histoire sociale/Social History*, vol. XXVI, no 51, mai 1993, p. 45.

<sup>15</sup> M.-A. Cliche, « Les filles-mères devant les tribunaux de Québec, 1850-1969 », *Recherches sociographiques*, vol. XXXII, no 1, 1991, p. 14.



En principe, l'Église catholique impose aux hommes et aux femmes les mêmes normes sexuelles<sup>16</sup>. Dans les faits, les premiers sont moins surveillés. Le XIX<sup>e</sup> siècle, « sacre la femme reine du foyer et ange gardien des valeurs familiales<sup>17</sup> ». Hors de la sphère familiale, privée, la femme n'a pratiquement aucun droit ni pouvoir, tant au niveau juridique que politique.

Les femmes sont donc arrêtées pour des délits pour lesquels les hommes ne sont même pas inquiétés ni appréhendés<sup>18</sup>. La délinquance sexuelle chez les hommes est un motif d'arrestation moins fréquent que chez les femmes. Leur sexualité est surveillée, certes. Mais avec des filles consentantes et dites de « petites vertus », ils peuvent s'adonner à des relations sexuelles sans crainte de représailles juridiques<sup>19</sup>. Les hommes risquent de se retrouver devant les tribunaux pour des délits liés à la sexualité uniquement quand leurs comportements mettent en danger la vertu et l'ordre social préconisés par l'Église et l'État. Les législations sévères sur les inconduites sexuelles (viol, séduction, etc.), sont en effet apparues, d'une part, pour promouvoir et garder les mariages intacts et, d'autre part, pour protéger les jeunes filles chastes<sup>20</sup>. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, le discours et les lois condamnent avec une sévérité nouvelle les homosexuels, de plus en plus considérés comme des déviants qu'il faut

---

<sup>16</sup> M.-A. Cliche, « Morale chrétienne et "double standard sexuel". Les filles-mères à l'hôpital de la Miséricorde à Québec, 1874-1972 », *Histoire sociale/Social History*, vol. XXIV, no 47, mai 1991, p. 86. Et P. Hurteau, « L'homosexualité masculine... », p. 42.

<sup>17</sup> Le Collectif Clio, *L'histoire des femmes...*, p. 142.

<sup>18</sup> J. Sangster, « 'Pardon Tales' From Magistrate's Court : Women, Crime, and the Court in Peterborough County, 1920-50 », *CHR*, vol. LXXIV, no 2, 1993, p. 167.

<sup>19</sup> M.-A. Cliche, « Les filles-mères devant... », p. 17.

<sup>20</sup> M.-A. Cliche, « Les filles-mères devant... », p. 17. Et P. Hurteau, « L'homosexualité masculine... », p. 44.



dénoncer et punir. Il est inapproprié (pour un homme ou une femme) d'avoir des relations sexuelles pour d'autres motifs que la procréation!

Ces mesures législatives visent également à préserver la légitimité des enfants. Un homme ne peut élever des enfants qui ne sont pas les siens. Par contre, une femme n'a aucun recours si son mari entretient une maîtresse et ses enfants, tant qu'ils ne vivent pas sous le même toit<sup>21</sup>. Les femmes vivent un « handicap social » à cause de leur sexualité. Marie-Aimée Cliche démontre bien que dans les procès où de jeunes femmes veulent faire reconnaître la paternité de leur enfant par leur amant, les répercussions sont différentes pour les deux parties. « [P]our le garçon, c'[est] une simple question d'argent, mais pour la fille, toute sa réputation et son avenir [sont] en jeu<sup>22</sup>. » Plus loin, elle continue : « Est-il besoin d'ajouter qu'un homme [peut] faire allusion à ses nombreuses aventures sexuelles, sans se voir blâmer pour sa “ turpitude ” ou sa “ vie scandaleuse ”? Sur ce point, l'attitude des juges n'a absolument pas changé depuis le Régime français<sup>23</sup> ».

En cas de viol, c'est plus souvent qu'autrement la femme qui doit se défendre de s'être fait agressée, lorsqu'elle a le courage de porter plainte. En fait, le juge a plus de compassion pour le père de famille qui souhaite que sa fille, et par le fait même la famille, retrouvent son honneur que pour la jeune femme victime de l'agression<sup>24</sup>. La moralité des femmes est si importante qu'elle peut influencer le verdict et la sentence

---

<sup>21</sup> Le Collectif Clio, *L'histoire des femmes...*, p. 352.

<sup>22</sup> M.-A. Cliche, « Les filles-mères devant... », p. 19.

<sup>23</sup> M.-A. Cliche, « Les filles-mères devant... », p. 35.

<sup>24</sup> C. Backhouse, *Petticoats and Prejudice : Women and Law in Nineteenth-Century Canada*, Toronto, Published for Osgoode Society by Women's Press, 1991, p. 50. Pour les filles-mères, le même phénomène s'observe. M.-A. Cliche, « Morale chrétienne... », p. 106.

pour des crimes autres que le vagabondage et la prostitution. Par exemple, si une femme est accusée de vol et qu'elle est réputée avoir des mœurs légères, sa sentence est plus lourde<sup>25</sup>. Les jugements sont rendus selon le sexe des défendants et des plaignants. Il y a une grande différence dans l'expérience des hommes et des femmes devant la cour. Cette différence peut être, selon les cas, positive ou négative pour les femmes. Dans les cas positifs, les juges comprennent que les femmes se retrouvent plus fréquemment que les hommes dans des situations vulnérables et qu'elles sont confrontées à des problèmes (grossesse non désirée, garde des enfants confiée au père) que les hommes n'ont pas<sup>26</sup>.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les criminologues éprouvent quelques difficultés à s'expliquer le faible taux de criminalité des femmes. À cause de sa « nature », la femme, croit-on, est un être primitif, tandis que l'homme, lui, est davantage « social ». Comment ce dernier peut-il commettre plus de crimes? Des auteurs européens, tel Émile Durkheim, l'expliquent justement par leur sociabilité. Ils affirment que les hommes ont davantage d'occasions de poser des gestes criminels parce qu'ils sont plus présents dans la sphère publique. Les femmes, elles, passent la majeure partie de leur temps à l'intérieur du foyer et sont donc moins exposées à commettre des crimes<sup>27</sup>. Les historiens ont depuis démontré que les femmes ne vivent pas exclues de la sphère publique. Plusieurs femmes, à l'instar des hommes, travaillent chaque jour à l'extérieur de la maison<sup>28</sup> et d'autres

---

<sup>25</sup> J. Sangster, « 'Pardon Tales' ... », p. 181.

<sup>26</sup> J. Sangster, « 'Pardon Tales' ... », p. 191.

<sup>27</sup> A. Vlamynck, « La délinquance au féminin : crimes et répression dans le Nord, 1880-1913 », *Revue du Nord*, vol. 63, no 250, juillet-septembre, 1981, p. 686.

<sup>28</sup> B. Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal. Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1994, p. 33.



passent beaucoup de temps dans les rues pour leurs tâches quotidiennes (marché, lessive, échanges)<sup>29</sup>.

En fait, comme l'explique Vlamynck, les hommes, au XIX<sup>e</sup> siècle, ont des difficultés à comprendre les crimes des femmes, surtout les crimes violents :

La différence de comportement criminel entre l'homme et la femme ne s'exprime plus seulement à travers l'inévitable dichotomie homme/culture, femme/nature mais s'ouvre sur une nouvelle frontière, celle de l'humanité et de l'animalité. Dans le cas des délits de violence, il semble s'opérer un renversement des stéréotypes sexuels au détriment de la femme. Le risque est grand pour elle de mordre sur l'espace criminel « réservé » aux hommes, de pratiquer des délits virils, de bouleverser les « lois de sa nature », de remettre en cause, somme toute, la définition des rôles sociaux telle qu'elle apparaît traditionnellement<sup>30</sup>.

Ces crimes violents (meurtres, infanticides) commis par des femmes sont en quelque sorte une menace à l'autorité masculine. Ils sont à ce point incompréhensibles que certains hommes ne peuvent les expliquer qu'en les attribuant à la folie ou à la sorcellerie. De cette façon, « [l]a rébellion féminine est ainsi niée et nommée de telle manière que les hommes ne se sentent plus menacés<sup>31</sup> ».

## 1.2 La déviance des femmes

Les formes de déviance féminine peuvent être regroupées sous deux grandes catégories. D'une part, il y a les déviantes qui font les mêmes crimes que les hommes, qui volent, qui escroquent, qui frappent, qui incendient, qui boivent et qui tuent. D'autre

---

<sup>29</sup> M. A. Poutanen, « The Homeless, the Whore, the Drunkard, and the Disorderly : Contours of Female Vagrancy in the Montreal Courts, 1810-1842 », dans *Gendered Pasts : Historical Essays in Femininity and Masculinity in Canada*, Toronto, Oxford University Press, 1999, p. 30.

<sup>30</sup> A. Vlamynck, « La délinquance au féminin... », p. 710.

<sup>31</sup> Le Collectif Clio, *L'histoire des femmes...*, p. 129.



part, il y a celles qui sont considérées déviantes parce qu'elles vont à l'encontre des règles sociales et morales imposées aux femmes. Cette seconde catégorie regroupe celles qui sont accusées de délinquance sexuelle -les vagabondes et les prostituées- et celles qui commettent des infanticides. Les femmes posent donc des gestes criminels de deux ordres, en « empiétant sur le domaine délictuel masculin<sup>32</sup> » et en s'écartant du modèle de moralité établi pour elles.

Le XIX<sup>e</sup> siècle est marqué par de nombreux changements. Le mode de vie, les valeurs et le travail sont bouleversés par l'industrialisation qui transforme radicalement le paysage rural et urbain. Les campagnes voient leur population décroître rapidement au profit des villes. Les manufactures, avec leurs promesses d'emplois pour tous les membres d'une famille, attirent les ruraux qui aspirent à une vie meilleure. Ces mouvements migratoires n'ont pas complètement changé les pratiques des gens. Les nouveaux arrivants n'ont pas perdu leurs habitudes rurales du jour au lendemain. L'augmentation du nombre de naissances d'enfants illégitimes et abandonnés peut trouver, ici, une partie d'explication. Dans les villages, il arrive qu'une jeune fille se laisse séduire par un homme, sous promesse de mariage, et qu'elle se retrouve enceinte. Dans ce contexte de promiscuité et face à la pression que tout un village peut exercer sur un jeune homme, un mariage est souvent conclu et l'enfant naît légitime<sup>33</sup>. Mais en ville, avec l'anonymat de la foule, le contrôle des proches s'exerce avec plus de difficultés et les jeunes filles enceintes ne se marient pas toujours. Cette situation crée des mères

---

<sup>32</sup> A. Vlamynck, « La délinquance au féminin... », p. 681.

<sup>33</sup> J. Scott, L. Tilly, « Women's Work and the Family in Nineteenth-Century Europe », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 17, no 1, janvier 1975, Cambridge University Press, p. 56-57. Et P. Gossage, « Les enfants abandonnés à Montréal au 19<sup>e</sup> siècle : la crèche d'Youville des sœurs grises, 1820-1871 », *RHAF*, vol. 40, no 4, printemps 1987, p. 539-540.

célibataires parfois contraintes, sous la pression sociale, à abandonner leur bébé ou à le laisser sans soins pour cacher leur faute. Peter Gossage explique ce type de phénomène : « Il est donc plausible que le maintien d'un comportement « traditionnel » [conceptions pré-nuptiales] dans les circonstances transformées par l'industrialisation puisse provoquer des résultats inattendus [augmentation d'enfants illégitimes]<sup>34</sup> ».

À la ville également, l'autorité parentale est moins forte. Les jeunes ont plus d'occasions de se dérober de la surveillance des parents pour traîner dans les rues et se procurer des gâteries ou de l'alcool de façon illicite. Une grande partie de la déviance féminine est donc composée de délinquantes juvéniles. Parmi les femmes déviantes, les autorités législatives incluent également les « folles ». Certaines sont des déficientes mentales, d'autres ont des comportements si étranges et extravagants qu'elles sont catégorisées « insane » (insensées, démentes, folles). Les normes sociales sont très strictes. Un simple écart de conduite est pris pour de la folie (paroles indécentes, soudaine ferveur religieuse)<sup>35</sup>. Les médecins ne sont pas non plus expérimentés en psychologie. Leurs avis sont demandés sur ces « présumés fous », mais ils en connaissent rarement plus que leurs concitoyens sur le sujet<sup>36</sup>, la psychiatrie et la psychologie n'en étant qu'à leurs premiers balbutiements<sup>37</sup>.

---

<sup>34</sup> P. Gossage, « Les enfants abandonnés... », p. 542.

<sup>35</sup> T. Nootens, *To be Quiet, Orderly, Obedient and Industrious : La normalité dans le district judiciaire de Saint-François entre 1880 et 1920 d'après l'interdiction des « malades mentaux »*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1997, p. 133.

<sup>36</sup> T. Nootens, « Famille, communauté et folie au tournant du siècle », *RHAF*, vol. 53, no 1, 1999, p. 114-116.

<sup>37</sup> P. Keating, *La science du mal. L'institution de la psychiatrie au Québec, 1800-1914*, Montréal, Boréal, 1993, p. 7 et 85.

Le XIX<sup>e</sup> siècle voit croître l'idée qu'en enfermant les gens dans des prisons, des hôpitaux, des asiles et des institutions, des « spécialistes » pourront les réformer. Les fous doivent particulièrement être mis sous bonne garde, comme le rapporte Carolyn Strange : « Both men and women could be feeble-minded, according to medical experts, but because the feeble-minded female was sexually profligate and extraordinarily fertile, she was nothing less than a social menace<sup>38</sup>. » Il faut éviter la prolifération d'enfants dégénérés!

### 1.2.1 La délinquance juvénile

La délinquance juvénile est une « nouvelle » catégorie de déviants qui apparaît au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. La période d'adolescence n'est pas proprement définie à ce moment. Les jeunes sont des enfants, puis des adultes en devenir. Lorsqu'ils commettent des actes jugés répréhensibles, ils sont mis en prison avec les autres criminels. Cette pratique peut être nocive pour eux et le gouvernement adopte une loi sur ces jeunes délinquants (1894). Cette loi fut précédée par des dispositions du Code criminel pour le traitement distinct des mineurs.

Le Code criminel canadien de 1892 reconnaît les jeunes délinquants comme une catégorie unique de criminels : il interdit de déclarer coupables des enfants de moins de 7 ans ou ceux qui ont moins de 14 ans et qui n'ont pas compris que leur conduite est répréhensible. Cette disposition du Code permet aussi à la cour de tenir des tribunaux distincts pour les jeunes. La loi sur les délinquants juvéniles (Youthful Offenders Act)

---

<sup>38</sup> C. Strange, *Toronto's Girl Problem : The Perils and the Pleasures of the City, 1880-1930*, University of Toronto Press, 1995, p. 18.



de 1894, renforce les dispositions du Code criminel. Cette loi stipule que les jeunes contrevenants qui sont en instance de jugement doivent être gardés à l'écart des adultes<sup>39</sup>. « Le but est de donner la chance aux jeunes délinquants de se racheter sans qu'ils soient classés comme des criminels<sup>40</sup>. » Donc, les délinquants sont « traités dans un esprit paternel » et la justice se fait « plus clémentine »<sup>41</sup>. Les femmes, grâce à leur statut légal qui s'apparente à la minorité, semblent bénéficier également d'un tel traitement.

Pour plusieurs jeunes filles de la classe ouvrière habitant à Montréal au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'adolescence est marquée par la fin de la fréquentation scolaire, une série d'emplois peu payants, une augmentation de l'indépendance et d'expérimentations sexuelles. Les arrangements traditionnels familiaux, qui normalement lient les adolescentes à leurs familles se transforment, en raison des changements sociaux rapides qui se produisent à l'époque. Les parents réagissent avec angoisse face aux désirs grandissants d'autonomie de leurs filles et souvent ils cherchent des moyens de renforcer l'autorité familiale en déclin. Des centaines de délinquantes sont ainsi amenées devant la cour des délinquants juvéniles de Montréal (Montreal's Juvenile Delinquents' Court) qui a ouvert ses portes en 1912. Les « crimes » rapportés sont les suivants : défier l'autorité

---

<sup>39</sup> T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls : Regulation and Punishment in Montreal, 1890-1930*, thèse de doctorat (histoire), Université McGill (Montréal), 1996, p. 157.

<sup>40</sup> T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls...*, p. 162. La citation est en français dans la thèse de T. Myers.

<sup>41</sup> T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls...*, p. 163. La citation est en français dans la thèse de T. Myers.

parentale, refuser de contribuer à l'économie familiale, ainsi qu'aux travaux ménagers et être précoce sexuellement<sup>42</sup>.

Selon l'étude de Myers, en 1918, la majorité des filles (3/4) sont accusées par cette cour d'insoumission, de désertion et de vagabondage. Dans plusieurs cas, ce sont des délits qui sont directement liés au fait que les filles ne se conforment pas aux règles de la maison, souvent parce qu'elles transgressent les limites de la féminité, « [...] meaning any threat to modesty and chastity<sup>43</sup> ». Les filles, qui ne se conforment pas à la discipline parentale, peuvent être accusées de « precocious sexuality ». Des délits comme le vagabondage, l'insoumission et la désertion sont souvent utilisés par les familles et les autorités pour restreindre et punir une activité sexuelle en dehors du mariage<sup>44</sup>. Les garçons, eux, sont accusés de vols, d'entrées par effraction, de dommages à une propriété et d'une variété d'autres délits reliés à l'ordre public. Les officiers de probation ne se préoccupent pas ou très peu de leur vie sexuelle.

Les filles, au contraire, sont examinées par un médecin nommé par la cour pour vérifier si leurs hymens sont intacts; elles sont également examinées pour les maladies vénériennes<sup>45</sup>. Les parents s'occupent beaucoup plus de leurs filles qui paraissent en cour que de leurs garçons, parce que ce sont eux, souvent, qui les envoient là. « Faced with state resistance to imprisoning their children, parents used their prerogative to institutionalize them, particularly daughters, as 'voluntary' cases<sup>46</sup>. » Selon Tamara

---

<sup>42</sup> T. Myers, « The Voluntary Delinquent : Parents, Daughters, and the Montreal Juvenile Delinquents' Court in 1918 », *CHR*, vol. 80, no 2, juin 1999, p. 242.

<sup>43</sup> T. Myers, « The Voluntary Delinquent... », p. 255.

<sup>44</sup> T. Myers, « The Voluntary Delinquent... », p. 255.

<sup>45</sup> T. Myers, « The Voluntary Delinquent... », p. 256.

<sup>46</sup> T. Myers, « The Voluntary Delinquent... », p. 244.

Myers, la classe ouvrière canadienne-française fait tout particulièrement appel à ce service<sup>47</sup>. « Parents used the juvenile justice system and reform schools in the same fashion as they had used institutions such as orphanages and industrial schools : as a solution to economic adversity, and for the education and discipline of children<sup>48</sup>. » Encore une fois, le sexe des filles et le contexte les définissent comme déviantes et les mènent vers les institutions<sup>49</sup>.

### 1.2.2 Les institutions de réforme

Le shérif de Montréal décrit de la manière suivante les personnes qui peuplent la prison de cette ville, en 1852 :

il est très commun de voir incarcérer des personnes qui sont simplement sans asile et sans ressources. Des personnes avancées en âge, des malades, des infirmes et des fous sont souvent envoyés en prison sous l'accusation très indéfinie d'être des débauchés fainéants et perturbateurs de l'ordre.

Le témoignage du médecin de la prison est aussi éclairant :

La prison de Montréal est improprement appelée prison seulement [...] on pourrait presque l'appeler une maternité, tant sont nombreuses les femmes enceintes qui y viennent, qui y font leurs couches [...] On pourrait la nommer une hospice pour les enfants qui y sont reçus en nombre très considérable et à un âge très tendre [...] <sup>50</sup>.

---

<sup>47</sup> T. Myers, « The Voluntary Delinquent... », p. 250.

<sup>48</sup> T. Myers, « The Voluntary Delinquent... », p. 267.

<sup>49</sup> T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls...*, p. 191-192.

<sup>50</sup> Cité par Le Collectif Clio, *L'histoire des femmes...*, p. 233. Pour une autre description des gens qui peuplent les prisons, consulter J.-M. Fecteau, *La pauvreté, le crime, l'état. Essai sur l'économie politique du contrôle social au Québec 1791-1840*, thèse de doctorat (histoire), Université de Paris VII, 1983, p. 204-205.



Le XIX<sup>e</sup> siècle voit l'expansion de la pensée de réforme et son application. Plusieurs institutions sont mises sur pied pour l'enfermement des individus jugés gênants. Des groupes prennent en charge les déviants de toutes sortes. Ce qui ressort de la réforme pénale au XIX<sup>e</sup> siècle est la classification des prisonniers. Les criminels et ceux qui sont marginalisés sont classés et séparés selon leur âge, leur sexe et dans certains cas, le type de crime ou de comportement. Graduellement, la population qui peuple les prisons est triée puis envoyée dans des établissements spécialisés. Les fous vont à l'asile; les malades, dans les hôpitaux; les jeunes, à l'école de réforme; les jeunes filles enceintes vont à la Miséricorde. Le pénitencier accueille les auteurs des crimes les plus sérieux, ceux dont la sentence est supérieure à deux ans<sup>51</sup>. Jean-Marie Fecteau montre que la pratique d'enfermement « des indésirables », ayant pour but de les réformer, n'est pas nouvelle au XIX<sup>e</sup> siècle.

Elle remonte au moins au 16<sup>e</sup> siècle, et constitue la réponse traditionnellement opposée à l'afflux des populations mouvantes. Il en est de même pour l'utilisation du travail comme moyen de réforme des marginaux. Mais enfermement et travail sont des techniques disciplinaires générales qui ne révèlent, en tant que telles, qu'une volonté d'isoler pour réformer et punir<sup>52</sup>.

Pour les femmes et les jeunes filles, des établissements, majoritairement tenus par des religieuses, tentent de réhabiliter et mettre dans le droit chemin ces « âmes perdues ». Les écoles de réforme sont utilisées pour former les jeunes délinquantes en femmes prêtes pour le mariage et leur futur rôle de mère<sup>53</sup>. Les jeunes filles sont

---

<sup>51</sup> T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls...*, p. 202.

<sup>52</sup> J.-M. Fecteau, *La pauvreté, le crime, l'état...*, p. 316.

<sup>53</sup> T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls...*, p. 245.

soumises à une atmosphère pure et austère<sup>54</sup>. La tradition de discipline de l'école de réforme prend ses racines dans les pensionnats. La réhabilitation est basée sur une attitude religieuse qui commence avec l'architecture du couvent et imprègne le programme et le régime quotidien<sup>55</sup>.

À Montréal, en 1831, est fondée l'Institution des Filles Repenties (Magdalen Institute) qui accueille, entre autres, des prostituées<sup>56</sup>. Le Magdalen Institute de Toronto, lui, est établi en 1858. Son but est d'éliminer la prostitution en réhabilitant les prostituées. Constance Backhouse décrit bien cet institut torontois. Il offre un gîte aux prostituées qui acceptent d'être réformées. Les résidentes doivent y rester 12 mois, pendant lesquels elles promettent de s'abstenir de tout stimulant alcoolique et de tout contact avec des amis ou associés. L'institution impose des règles strictes sur les robes, les coiffures, le bavardage et l'usage de langage inapproprié. Les résidentes travaillent pour payer leur « garde ». Elles font la lessive, du tricot et de la couture. Tout ceci fait partie d'un plan pour les former au service domestique. Les revenus qu'elles gagnent pour ces travaux servent à supporter l'entretien de l'asile, mais la plus grande partie des coûts sont couverts par des dons privés et des subventions gouvernementales.

La réhabilitation religieuse entre pour une grande part dans le travail des réformateurs. Il est généralement admis que des lacunes dans l'instruction religieuse sont largement responsables de la dégradation morale des prostituées. Ces institutions inculquent donc, de façon intensive, des notions religieuses<sup>57</sup>.

---

<sup>54</sup> T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls...*, p. 252.

<sup>55</sup> T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls...*, p. 281.

<sup>56</sup> J.-M. Fecteau, *La pauvreté, le crime, l'état...*, p. 438.

<sup>57</sup> C. Backhouse, *Petticoats and Prejudice...*, p. 179.



Dans un contexte religieux, la coupable expiera par sa punition et assurera le salut de son âme. À ces considérations spirituelles s'ajoutent les tentatives de réhabilitation. Les institutions de réforme punissent, incarcèrent à la fois pour l'expiation de la faute et pour l'apprentissage d'un nouveau mode de vie. Les coupables profiteront de leur peine pour parfaire leur éducation dans tous les sens du terme, pour apprendre à vivre selon les conventions établies<sup>58</sup>.

L'idée d'enfermer n'a pas que la réhabilitation des déviants comme but. L'enfermement sert aussi à cacher, à isoler ceux qui ne se conforment pas aux règles sociales. « Il ne faut pas trop les connaître par peur de vouloir les imiter<sup>59</sup> ».

### 1.3 Les femmes criminelles dans le district judiciaire de Saint-François

Loin des grands centres de Montréal et de Québec, la région des Cantons de l'Est n'est pas à l'abri de la criminalité, bien au contraire. La proximité des États-Unis et la frontière en pleine forêt rendent la vie facile aux criminels de grand chemin. La ville de Sherbrooke, devenant rapidement le haut lieu des Cantons de l'Est grâce à un bon développement industriel, a su attirer plusieurs individus. Un point de convergence comme Sherbrooke voit sa population augmenter de jour en jour par le flux de l'immigration rurale et européenne.

C'est une ville multi-ethnique, où au vieux fond britannique et américain de la population s'est superposée avec l'industrialisation une couche importante d'Irlandais et de Canadiens français. Ceux-ci comptent pour la moitié de la population dès 1871 et pour les deux-tiers en 1914. L'adaptation à la ville industrielle est, dans le cas de Sherbrooke, l'adaptation d'une masse ouvrière catholique et française à un environnement anglo-protestant<sup>60</sup>.

---

<sup>58</sup> A. Lévesque, *La norme et les déviantes : des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*, Montréal, éd. du Remue-ménage, coll. « De mémoire de femmes », 1989, p. 90.

<sup>59</sup> A. Lévesque, *La norme et les déviantes...*, p. 91.

<sup>60</sup> J.-P. Kesteman, « La condition urbaine vue sous l'angle de la conjoncture économique : Sherbrooke, 1875 à 1914 », *Revue d'histoire urbaine*, vol. XII, no 1, juin 1983, p. 13.



Cet environnement peut entraîner un accroissement de laisser-aller et de criminalité, parce que les gens sont moins connus et sont moins étroitement surveillés qu'en milieu rural. La prolifération de gestes prohibés, ainsi que la demande des citoyens, a entraîné la création du district judiciaire de Saint-François avec la mise sur pied d'une cour, dans la ville de Sherbrooke, et d'une institution carcérale répondant mieux aux besoins<sup>61</sup>.

La prison Winter de Sherbrooke, qui abrite les femmes recensées dans les registres d'écrou, fut construite en 1869<sup>62</sup> et a été en fonction jusqu'en 1990<sup>63</sup>. En 1921, les « Statistiques des établissements pénitentiaires », rapportent que la prison compte 6 cellules pour les femmes. « Toutes les femmes sont logées dans les cellules réservées à un seul occupant. Ces cellules sont d'une dimension de 8' par 3' et mesurent 9' de haut<sup>64</sup>. » La femme du geôlier, la « matrone » est responsable des prisonnières<sup>65</sup>. C'est surtout en examinant les registres de cette prison que l'on peut connaître le profil de la criminalité féminine en Estrie au tournant du XX<sup>e</sup> siècle.

### 1.3.1 Les actes considérés criminels

Les femmes sont arrêtées pour plusieurs raisons. Elles sont considérées criminelles lorsqu'elles posent des gestes qui dérangent l'ordre public, l'ordre moral ou leurs familles. Dans le district judiciaire de Saint-François, les femmes sont arrêtées

---

<sup>61</sup> J. I. Little, *State and Society in Transition, the Politics of Institutional Reform in the Eastern Townships 1838-1852*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1997, p. 50.

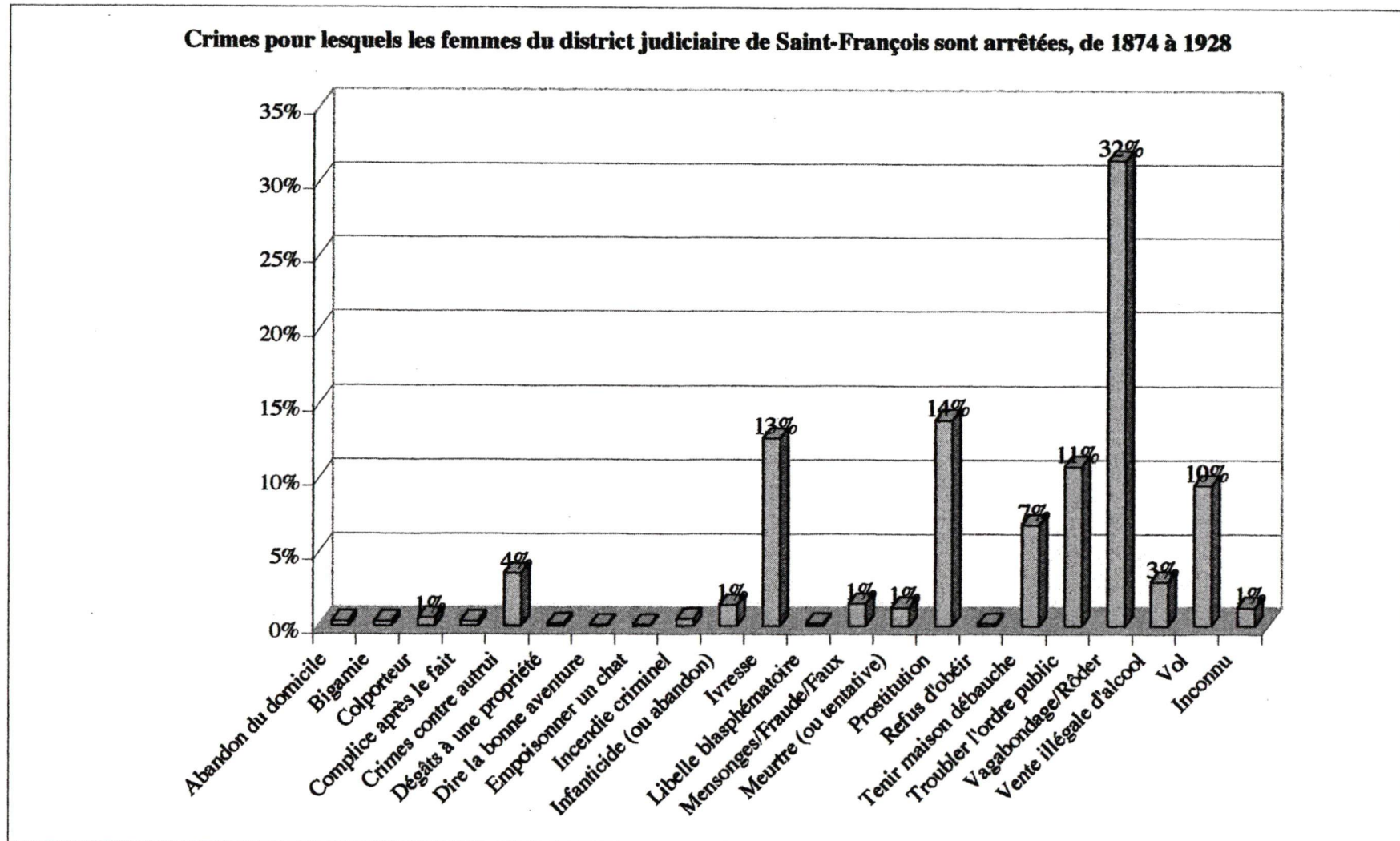
<sup>62</sup> G. Bessette, *Histoire du district de Saint-François*, Sherbrooke, 1987, p. 172.

<sup>63</sup> F. Gagnon, *La population carcérale de l'établissement de détention de Sherbrooke, 1891-1931*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2001, p. 39.

<sup>64</sup> F. Gagnon, *La population carcérale...*, p. 37.

<sup>65</sup> G. Bessette, *Histoire du district...*, p. 172.

Figure 1.1



Sources : ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Registres d'écrou « Monthly », documents no 1-2-3, Registres d'écrou « Général », documents no 4-5-6-7-8-9-10 et 11, Mandats d'arrestation 1874-1884, Fonds cour du Banc de la Reine/Roi, Greffe de Sherbrooke, Matières criminelles, Procédures et jugements 1874 à 1923, Plunitifs 1917 à 1926, Journal *The Stanstead Journal* (1874-1900), *Le Pionnier* (1874-1902), *The Sherbrooke News* (1874-1878), *Le Progrès* (1874-1878), *Le Progrès de l'Est* (1883-1920), *L'Étoile de l'Est* (1887-1897), *The Sherbrooke Daily Record* (1897-1928), *La Tribune* (1910-1928).

pour des délits de toutes sortes (voir la figure 1.1 et le tableau 1.1). En dépouillant les mandats d'arrestation (1874-1884), les registres d'écrou (1882-1928) et les journaux (1874-1928), nous avons recensé 1 206 arrestations et emprisonnements, car certaines femmes sont arrêtées plusieurs fois, pour les années 1874 à 1928 inclusivement.

Les délits les plus nombreux sont reliés à l'alcool : l'ivresse, troubler l'ordre public, le vagabondage et la vente illégale d'alcool. Suivent les crimes contre les mœurs : la bigamie, la prostitution et tenir une maison de débauche. Les crimes contre la propriété (dégâts à une propriété, incendie criminel et vol) et les crimes contre la personne viennent ensuite : crimes contre autrui (agression, négligence envers un enfant), les infanticides et les meurtres. Notons enfin que certains crimes n'entrent dans aucune catégorie : l'abandon du domicile, le colportage, la complicité après le fait, dire la bonne aventure, le libelle blasphématoire, le refus d'obéir, le mensonge, la fraude, l'usage de faux et même l'empoisonnement d'un chat. Certaines femmes sont appréhendées parce qu'elles se trouvent dans un lieu ou dans la rue à une heure tardive, parce qu'elles sont simples d'esprit ou parce qu'elles sont considérées folles.

Dans cette étude, nous avons choisi d'exclure la folie. Celles qui sont en prison pour ce motif n'ont pas commis de crime. Elles sont enfermées en raison de leur état mental et non pour leurs actes. Comme nous l'avons vu précédemment, les autorités les emprisonnent à défaut d'avoir d'autres endroits où les installer.



Tableau 1.1

**Crimes pour lesquels les femmes du district judiciaire de Saint-François  
sont arrêtées, de 1874 à 1928**

<u>Catégories de crimes</u>	<u>Crimes</u>	<u>Nombres de cas</u>
Crimes reliés à l'alcool :		<b>699</b>
	-Vagabondage	380
	-Ivresse	153
	-Troubler l'ordre public	130
	-Vente illégale d'alcool	36
Crimes contre les mœurs :		<b>255</b>
	-Prostitution	168
	-Tenir une maison de débauche	83
	-Bigamie	4
Crimes contre la propriété :		<b>123</b>
	-Vol	115
	-Incendie criminel	6
	-Dégâts à une propriété	2
Crimes contre la personne :		<b>75</b>
	-Crime contre autrui (agression, négligence envers un enfant)	43
	-Infanticide	17
	-Meurtre	15
Sans catégorie :		<b>39</b>
	-Mensonge, fraude, usage de faux	18
	-Colporteur	7
	-Abandon du domicile	4
	-Complicité après le fait	4
	-Libelle blasphématoire	2
	-Refus d'obéir	2
	-Dire la bonne aventure	1
	-Empoisonner un chat	1
Inconnu		15
<b>Total</b>		<b>1 206</b>

Sources : ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Registres d'écrou « Monthly », documents no 1-2-3, Registres d'écrou « Général », documents no 4-5-6-7-8-9-10 et 11, Mandats d'arrestation 1874-1884, Fonds cour du banc de la reine/roi, Greffe de Sherbrooke, Matières criminelles, Procédures et jugements 1874 à 1923, Plumitifs 1917 à 1926, Journal *The Stanstead Journal* (1874-1900), *Le Pionnier* (1874-1902), *The Sherbrooke News* (1874-1878), *Le Progrès* (1874-1878), *Le Progrès de l'Est* (1883-1920), *L'Étoile de l'Est* (1887-1897), *The Sherbrooke Daily Record* (1897-1928), *La Tribune* (1910-1928).

Les crimes contre la propriété et contre autrui sont des délits qui mettent en danger la sécurité des gens et l'ordre. L'État se doit d'intervenir dans ces situations, pour l'intérêt de la société. Par contre, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, les crimes reliés à l'alcool et aux mœurs, eux, dépendent davantage d'une construction idéologique. Les autorités veulent contrôler les « activités » des citoyens. Dans l'absolu, les gens qui boivent, qui se prostituent et qui vagabondent ne sont pas dangereux pour les autres. Mais ils sont, aux yeux des élites du XIX<sup>e</sup> siècle, des indésirables qu'il faut arrêter afin qu'ils ne dérangent pas le bon fonctionnement de la société industrielle et la moralité.

### 1.3.2 Le nombre de crimes commis par les femmes (figure 1.2)

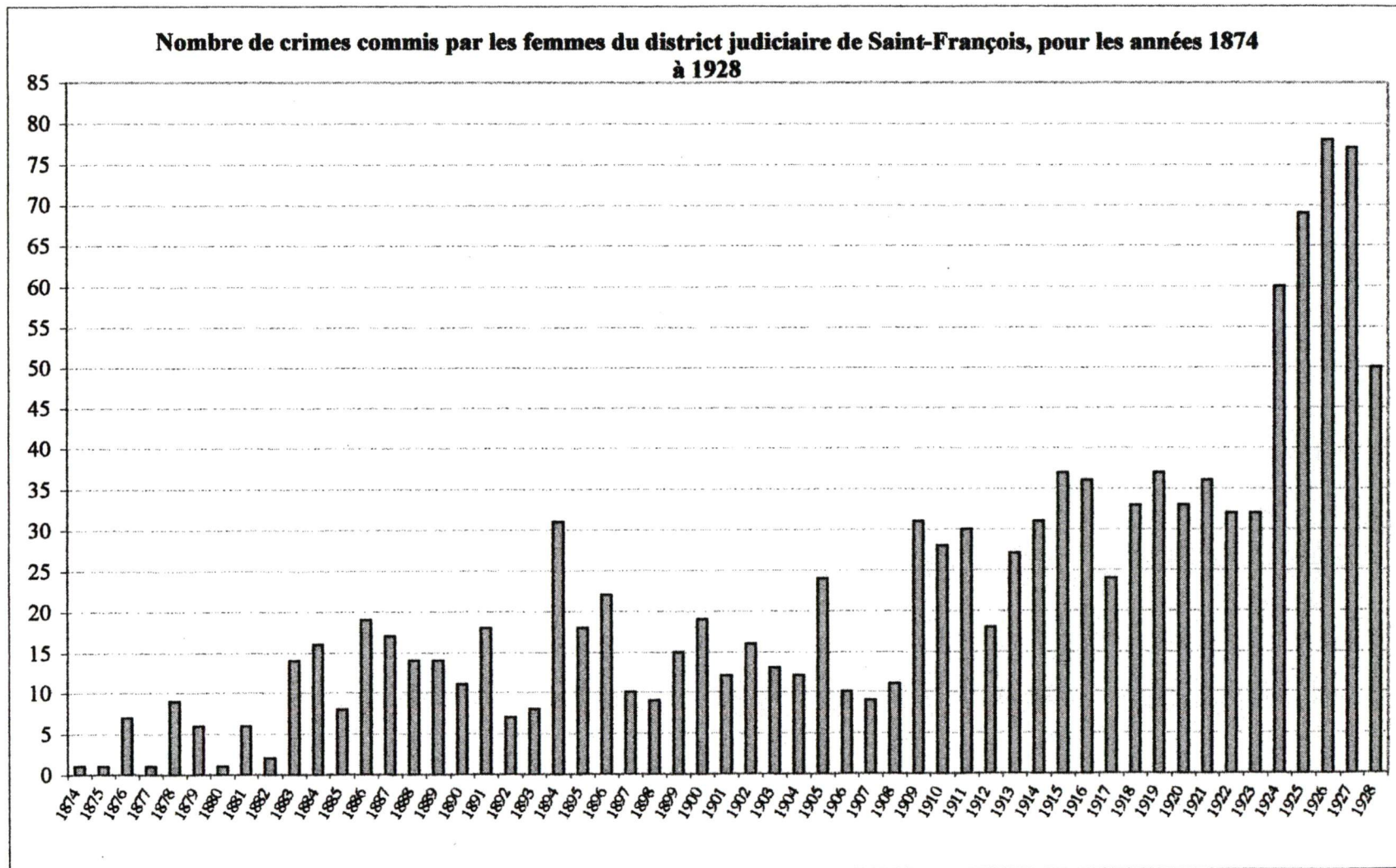
En comparaison avec la population du district, les femmes commettent peu de crimes. Durant les trois premières décennies pour lesquelles nous avons des chiffres sur la population, soit les années 1881-1890, 1891-1900 et 1901-1910, le taux de criminalité des femmes demeure très stable, en rapport avec l'augmentation de la population (environ un geste criminel pour 2 500 femmes, par année). Mais les deux dernières décennies, et particulièrement la dernière, voient leur taux de criminalité augmenter. Entre 1911 et 1920, nous avons une proportion de 1,5 geste criminel pour 2 500 femmes, par année. Entre 1920 et 1928, ce taux augmente à 2,5 gestes criminels pour 2 500 femmes ou 1 geste criminel pour 1 000 femmes, par année<sup>66</sup>.

---

<sup>66</sup> Ces chiffres sont une approximation. Nous n'avons pas de données sur la population du district judiciaire de Saint-François. Pour calculer ces taux, nous avons procédé comme suit : nous nous sommes fondée sur les données relatives à la région « Estrie » de l'ouvrage de J.-P. Kesteman *et al.*, *Histoire des Cantons de l'Est*, Québec, IQRC, coll. Les régions du Québec, 1998, p. 37. Cette région est celle qui se rapproche le plus géographiquement du district judiciaire de Saint-François. Nous avons relevé les chiffres



Figure 1.2



Sources : ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Registres d'écrou « Monthly », documents no 1-2-3, Registres d'écrou « Général », documents no 4-5-6-7-8-9-10 et 11, Mandats d'arrestation 1874-1884, Fonds cour du Banc de la Reine/Roi, Greffe de Sherbrooke, Matières criminelles, Procédures et jugements 1874 à 1923, Plunitifs 1917 à 1926, *Journal The Stanstead Journal* (1874-1900), *Le Pionnier* (1874-1902), *The Sherbrooke News* (1874-1878), *Le Progrès* (1874-1878), *Le Progrès de l'Est* (1883-1920), *L'Étoile de l'Est* (1887-1897), *The Sherbrooke Daily Record* (1897-1928), *La Tribune* (1910-1928).



Le comportement criminel des femmes du district judiciaire de Saint-François ne semble pas être perturbé ou encouragé par les facteurs économiques, politiques ou sociaux, puisque durant les trois premières décennies, le taux de criminalité demeure stable, malgré les crises économiques et les bouleversements industriels<sup>67</sup>. Lors d'événements significatifs comme la Première Guerre mondiale ou la grippe espagnole<sup>68</sup>, il n'y a pas non plus de changements majeurs. Certes, nous retrouvons des années où les arrestations sont deux fois plus importantes que par les années précédentes et suivantes, comme en 1905, où il y a eu une hausse démographique importante<sup>69</sup>. Mais l'augmentation de la criminalité n'est peut-être qu'une coïncidence pour cette année-là, puisque d'autres pointes, par exemple celle de 1894, sont perceptibles et ne semblent découler d'aucun facteur particulier. L'augmentation des années 1925, 1926 et 1927 est peut-être tributaire de la crise agricole et des difficultés économiques que la région a connu durant les années 20<sup>70</sup>, mais nous ne saurions l'affirmer avec certitude.

---

sur la population de cette région, à la page 253 de ce même volume. Ces chiffres ont été divisés par 2, pour avoir une idée du nombre de femmes (puisque la proportion de femmes est généralement 50% de la population totale). Ensuite, nous avons fait une moyenne du nombre de femmes criminelles pour chacune des décennies pour lesquelles nous avons des données sur la population, ce qui nous a donné une moyenne de 12,1 pour la décennie 1881-1890, de 15,7 pour 1891-1900, de 16,6 pour 1901-1910, de 30,6 pour 1911-1920 et 54,25 pour 1921-1930. Ces moyennes, divisées par les données de la population féminine, nous donnent respectivement : 0.37, 0.44, 0.41, 0.63 et 1.02, une fois multipliés par 1 000. Finalement, pour rendre ces données plus concrètes, nous les avons projetées sur une population de 2 500 personnes.

<sup>67</sup> J.-P. Kesteman, « La condition urbaine... », p. 14-18.

<sup>68</sup> La cour de Sherbrooke fut ajournée du 7 octobre au 4 novembre 1918. Le nombre d'arrestations pendant cette période ne varie pas. D. Rioux, *La grippe espagnole à Sherbrooke et dans les Cantons de l'Est*, Sherbrooke, Études supérieures en histoire, Université de Sherbrooke, coll. Histoire des Cantons de l'Est, 1993, p. 61.

<sup>69</sup> J.-P. Kesteman, « La condition urbaine... », p. 18.

<sup>70</sup> J.-P. Kesteman et al., *Histoire des Cantons...*, p. 481.

Bien entendu ces données ne nous informent pas de la criminalité réelle. Les chercheurs en criminologie sont toujours confrontés au « chiffre noir » de ceux et celles qui échappent à la justice. On peut donc supposer que les taux de criminalité réelle sont un peu plus élevés que ce que révèlent les archives. Les sources ont d'autres failles. Les greffiers ne notent pas toutes les arrestations et ne remplissent pas tous les registres de la même manière.

### 1.3.3 Les récidivistes

Parmi les 1 206 arrestations, 546 sont des récidives. En effet, 178 femmes ont été arrêtées plus d'une fois, certaines toujours pour le même délit, d'autres pour des délits différents. Les récidivistes forment donc près de la moitié des arrestations. Les femmes n'arrêtent pas nécessairement leurs « activités » ou ne changent pas leur mode de vie parce qu'on les incarcère. Il semble donc que la prison ne soit pas un moyen dissuasif pour toutes. Cinq femmes ont été arrêtées entre 9 et 15 fois. Elles sont les plus grandes récidivistes du district. Elles sont accusées d'avoir troublé l'ordre, d'ivresse, de prostitution, de vagabondage et de vol. Ce sont également les raisons les plus fréquentes d'arrestations, comme nous avons pu le constater à l'aide de la figure 1.1.

Ce premier chapitre nous a permis de poser les bases pour une meilleure compréhension de l'identité légale des femmes, de connaître les diverses déviations qu'elles commettent ainsi que les institutions mises en place pour tenter de les réformer. Nous avons également présenté les caractéristiques générales de la criminalité féminine dans le district judiciaire de Saint-François. Tentons maintenant une analyse plus fine et détaillée de la criminalité féminine, afin de cerner son profil et de comprendre davantage le visage de cette réalité dans la région des Cantons de l'Est.



## ***Chapitre 2 Un portrait statistique de la criminalité féminine***

Ce chapitre vise à tracer les contours de la criminalité féminine dans le district judiciaire de Saint-François. Dans la première partie, il sera question des caractéristiques socio-culturelles des femmes incarcérées. Dans la seconde partie, nous nous attarderons aux crimes commis par ces femmes.

### **2.1 Les caractéristiques des femmes incarcérées**

Pour connaître les déviantes, nous avons eu recours aux registres d'écrou qui contiennent des renseignements nominatifs sur chaque individu ayant occupé une cellule de la prison Winter, à Sherbrooke, chef-lieu du district judiciaire de Saint-François. Les nombreux éléments contenus dans les registres d'écrou demandent un traitement statistique afin de bien cerner le profil des prisonnières. Nous avons recensé 1 126<sup>1</sup> cas d'emprisonnement et de détention avant procès. Les renseignements colligés dans ces registres sont l'âge, le lieu de naissance et de résidence, la religion, l'état civil, l'occupation, l'alphabétisation et les habitudes morales reliées à l'alcool.

Comme nous le verrons dans ce chapitre, les femmes incarcérées à la prison de Sherbrooke ressemblent aux criminelles du reste du Canada. Par contre, elles affichent quelques différences avec leurs vis-à-vis masculins de la région comme nous pourrions le constater en nous appuyant sur le mémoire de François Gagnon<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Ce chiffre est le nombre de cas qui se trouve dans les registres d'écrou uniquement, nous excluons les cas recensés dans les bancs de la reine/du roi, les mandats d'arrestation et les journaux.

<sup>2</sup> F. Gagnon, *La population carcérale de l'établissement de détention de Sherbrooke, 1891-1931*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2001, 119 pages.

### 2.1.1 L'âge

Les femmes incarcérées sont assez jeunes. La catégorie des 15 à 24 ans regroupe le plus grand nombre d'entre elles (42%)<sup>3</sup>. Certaines criminelles, par contre, sont plus âgées, l'âge médian du groupe se situant à 26 ans. La figure 2.1 montre toutefois que plus les femmes vieillissent, moins elles commettent de crimes. Afin de vérifier ce phénomène avec plus de précision nous avons fait une comparaison avec la pyramide des âges de la population de Sherbrooke pour l'année 1901 (malheureusement nous n'avons pas de données pour la population du district judiciaire de Saint-François)<sup>4</sup>. Pour 1901, le groupe des 16-40 ans forment, selon cette étude, 41-42% de la population générale (hommes et femmes). Pour la même année 1901, les femmes incarcérées de cette même catégorie d'âge comptent pour 75%. L'année 1901 est assez représentative de l'ensemble.

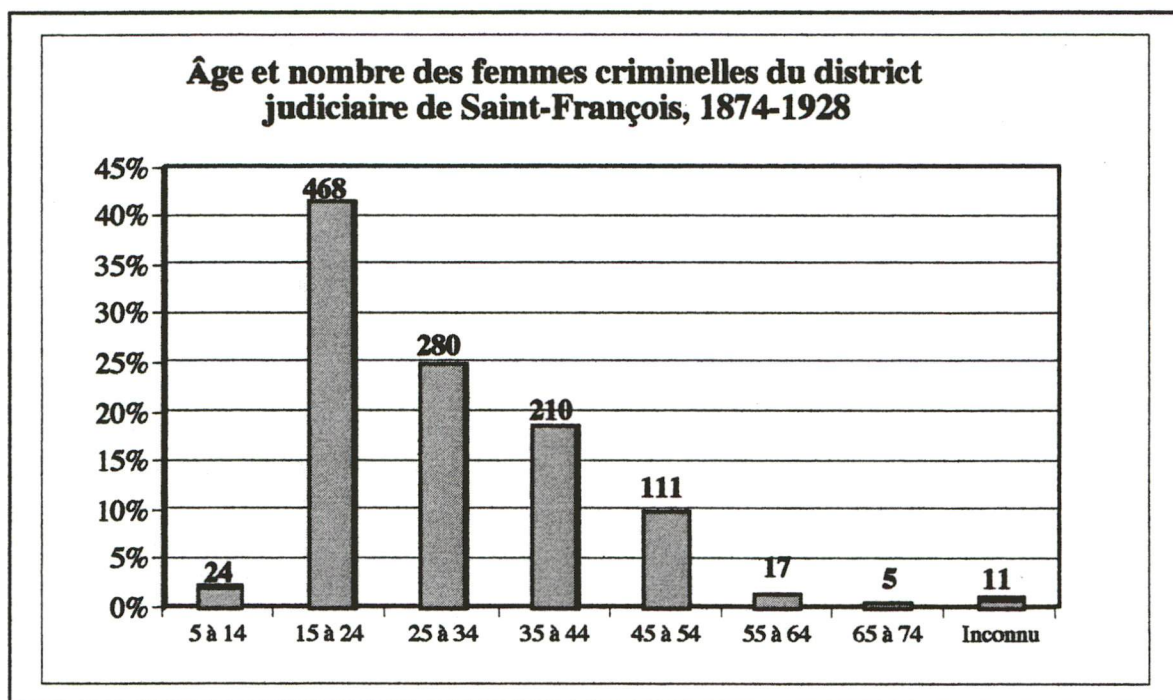
Pour tout notre corpus, les femmes se situant entre 15 et 34 ans forment près de 70% des prisonnières, ce qui est nettement supérieur à leur proportion totale dans la société (41-42%). Nous pouvons donc affirmer que les jeunes commettent plus de crimes.

---

<sup>3</sup> À l'intérieur de cette catégorie, 19 ans est l'âge que l'on retrouve le plus fréquemment.

<sup>4</sup> Ces taux proviennent de J.-J. Boisvert, *Sherbrooke, ses assises, sa population, sa croissance : études géographiques*, Sherbrooke, Les Éditions Sherbrooke Inc., 1979, p. 88-89.

Figure 2.1



Sources : ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Registres d'écrou « Monthly », documents 1-2-3, Registres d'écrou « Général », documents 4-5-6-7-8-9-10 et 11.

Comme l'ont relevé d'autres auteurs, il semble que la criminalité se rencontre plus souvent chez les jeunes<sup>5</sup>. Ces dernières veulent défier l'autorité des parents qui prennent parfois des mesures pour contrer les comportements délinquants de leurs filles. Certaines vont aussi à l'encontre des règles morales en ayant une sexualité précoce sans être mariées<sup>6</sup>.

Pour bien comprendre qui sont les femmes qui posent des « actes répréhensibles », il est important de comparer les données et de croiser les informations.

<sup>5</sup> T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls : Regulation and Punishment in Montreal, 1890-1930*, thèse de doctorat (histoire), Université McGill, 1996, p. 50. Et M.-C. Thifault, *Folie et déviance des femmes au Québec : 1901-1913*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1994, p. 28.

<sup>6</sup> T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls...*, p.18.



Cette démarche nous permet de proposer quelques hypothèses sur les comportements des femmes criminelles et sur les facteurs qui les motivent.

Le tableau 2.1 présente le nombre de crimes recensés dans les registres d'écrou et les moyennes d'âge des femmes pour des crimes précis (les plus fréquents, les meurtres) et pour des crimes liés au commerce du sexe. Les données du tableau font bien ressortir les différences dans la criminalité. Les actes posés par les femmes sont effectivement influencés par l'âge et le cycle de la vie individuelle et familiale. Prenons l'exemple de l'infanticide, un crime dicté par la pression sociale<sup>7</sup>. Les femmes qui le commettent sont généralement jeunes et célibataires. En fait, toutes celles (excepté une) qui sont accusées de ce crime ont moins de 26 ans et sont célibataires<sup>8</sup>. Pour ces jeunes filles de milieu modeste, être enceinte, sans être mariée, c'est se retrouver piégée. Ces femmes risquent de perdre leur emploi et les maigres revenus qu'il procure. Souvent elles n'ont même pas assez d'argent pour se nourrir et se loger convenablement. De surcroît, celles qui sont domestiques ne perdent pas uniquement leur salaire. Elles perdent aussi leur gîte. Dans ces circonstances, un enfant à charge est inconcevable<sup>9</sup>.

---

<sup>7</sup> M.-A. Cliche, « L'infanticide dans la région de Québec (1660-1969) », *RHAF*, vol. 44, no 1, été 1990, p. 40-41.

<sup>8</sup> Au sujet de l'infanticide, il y a des explications à donner. Dans les 12 cas d'infanticide, il y a 2 cas d'abandon d'enfants puisque les crimes ont été regroupés. Dans les 10 cas restants, il y a 3 femmes qui reviennent 2 fois en justice pour des années différentes, 2 reviennent pour le même crime et une passe une 2<sup>e</sup> fois en cour pour une 2<sup>e</sup> accusation. Dans les 7 cas qui restent, une femme, Mme L., est accusée au début des procédures pour le même crime que sa fille, mais elle est ensuite jugée pour complicité.

<sup>9</sup> A. Lévesque, *La norme et les déviantes : des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*, Montréal, éd. du Remue-ménage, coll. « De mémoire de femmes », 1989, p. 120. Et P. Gossage, « Les enfants abandonnés à Montréal au 19<sup>e</sup> siècle : la crèche d'Youville des sœurs grises, 1820-1871 », *RHAF*, vol. 40, no 4, printemps 1987, p. 541.

Tableau 2.1

**Nombre de crimes (les plus fréquents, liés au commerce du sexe, graves) et âge moyen des criminelles, dans le district judiciaire de Saint-François, 1874-1928**

<u>Crimes</u>	<u>Nombre de crimes</u>	<u>Âge moyen</u>	<u>Catégorie</u>
Vagabondage/Rôder	373	25,0	Fréquent
Prostitution	163	26,7	Commerce du sexe
Ivresse	150	37,6	Fréquent
Troubler l'ordre public	128	32,1	Fréquent
Vol	90	25,4	Fréquent
Tenir une maison de débauche	75	32,7	Commerce du sexe
Infanticide (ou abandon d'enfant) <sup>10</sup>	12	25,0	Grave
Meurtre (ou tentative de meurtre)	10	30,8	Grave
Total	1001	29,1	_____

Sources : ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Registres d'écrou « Monthly », documents 1-2-3, Registres d'écrou « Général », documents 4-5-6-7-8-9-10 et 11.

Le vol, le vagabondage et la prostitution sont aussi généralement pratiqués à un jeune âge. Les filles arrêtées pour vagabondage se retrouvent dans les rues dès 14, 15 ou 16 ans et bon nombre de prostituées sont incluses dans leurs rangs. Le vol est quant à lui l'apanage des domestiques et des jeunes vagabondes, parce qu'elles gagnent très peu d'argent ou n'en gagnent pas du tout.

Les « bordels », quant à eux, sont tenus bien souvent par des femmes mariées, dans leur domicile ou dans une maison de pension. Ces tenancières sont quelquefois

---

<sup>10</sup> Pour le calcul de cette moyenne, nous avons inclus tous les cas, dont celui de Mme L. (49 ans), signalé à la note 7. La moyenne d'âge sans Mme L. est de 22,5 ans.

d'anciennes prostituées et trouvent leurs employées auprès de leurs filles et des amies de ces dernières. Par exemple, en juin 1891 la police doit intervenir dans une maison de débauche. Le journal *Le Progrès de l'Est* décrit l'événement : « Vendredi dernier, la police a fait une descente dans une maison malfamée de Sherbrooke Est et a arrêté une veuve, sa fille âgée de quinze ans, une amie intime de cette dernière âgée de seize ans, ainsi qu'un voyageur en visite pour la nuit<sup>11</sup> ».

Quant aux meurtres recensés, ils ont été commis par des femmes de tous les âges et de tous les milieux. L'ivresse et troubler l'ordre public sont commis par des femmes plus vieilles. Dans les archives criminelles, ces deux crimes vont souvent de pair.

#### 2.1.2 Le lieu de naissance

Pour la ville de Sherbrooke, François Gagnon a calculé un taux de 88% de gens originaires du Canada<sup>12</sup>. Le lieu de naissance des femmes incarcérées est semblable à celui de la population sherbrookoise en général. À la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, la grande majorité des prisonnières (72%) est d'origine canadienne. D'autres arrivent de Grande-Bretagne (11%) et des États-Unis (10%), quelques-unes (4%) de Norvège, de Suède, d'Italie, de France, de Serbie, de Syrie et même de Bolivie.

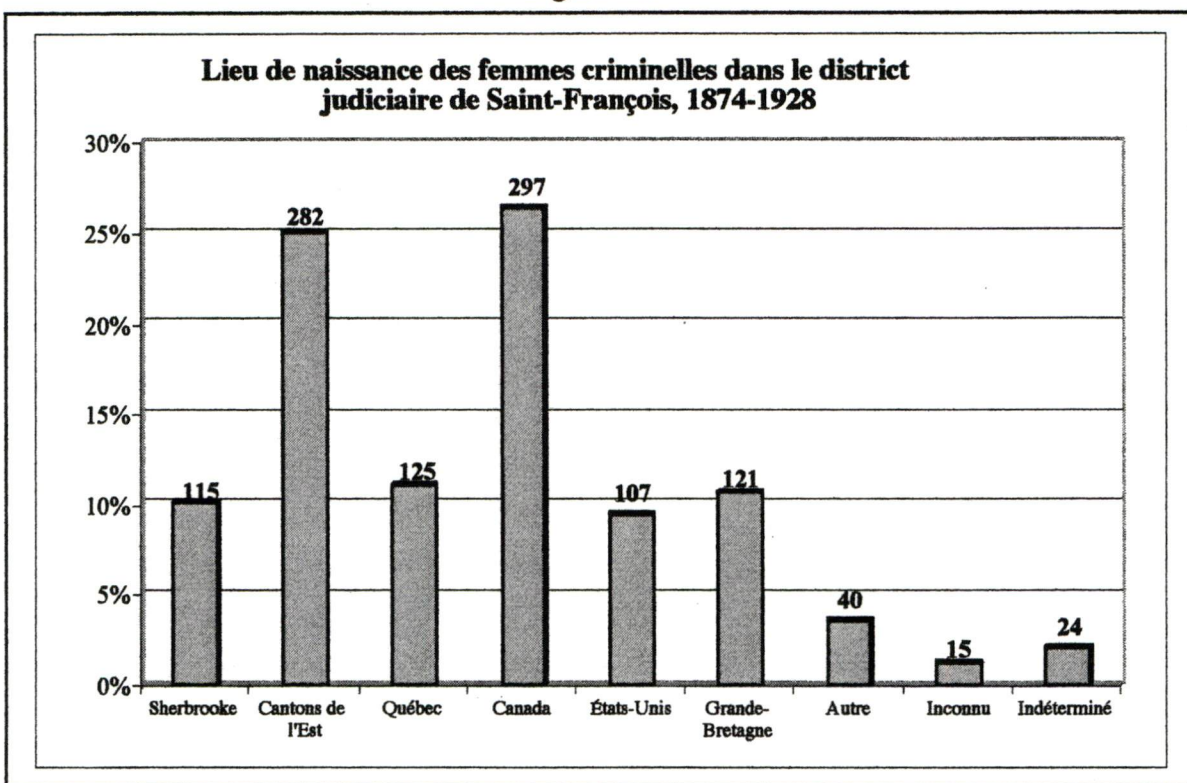
---

<sup>11</sup> Journal *Le Progrès de l'Est*, 23 juin 1891, p. 3.

<sup>12</sup> F. Gagnon, *La population carcérale...*, p. 89.



Figure 2.2



Sources : ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Registres d'écrou « Monthly », documents 1-2-3, Registres d'écrou « Général », documents 4-5-6-7-8-9-10 et 11.

Les données de la figure 2.2 ont nécessité des ajustements et des regroupements. Par « Sherbrooke », on entend ici la ville de Sherbrooke. Les « Cantons de l'Est » comprend les Cantons de l'Est tels que définis par l'INRS<sup>13</sup>. « Québec » fait référence à la province excluant Sherbrooke et sa région. Le « Canada » désigne les autres provinces. La catégorie « États-Unis » couvre quelques états limitrophes à la région des Cantons de l'Est. La « Grande-Bretagne » regroupe l'Angleterre, le Pays de Galles, l'Irlande et l'Écosse. Le vocable « Autres » comprend les autres pays, européens pour la

<sup>13</sup> Voir la carte dans J.-P. Kesteman *et al.*, *Histoire des Cantons de l'Est*, Québec, IQRC, coll. Les régions du Québec, 1998, p. 17 et la description, p. 24-25.

plupart<sup>14</sup>. L'inscription « Inconnu » signifie qu'aucun lieu n'est inscrit et « Indéterminé » est utilisé lorsqu'il n'a pas été possible de définir si le lieu inscrit se trouve aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou au Canada. Il s'agit souvent de villes au nom très répandu, par exemple Manchester, London, etc.

### 2.1.3 Le lieu de résidence

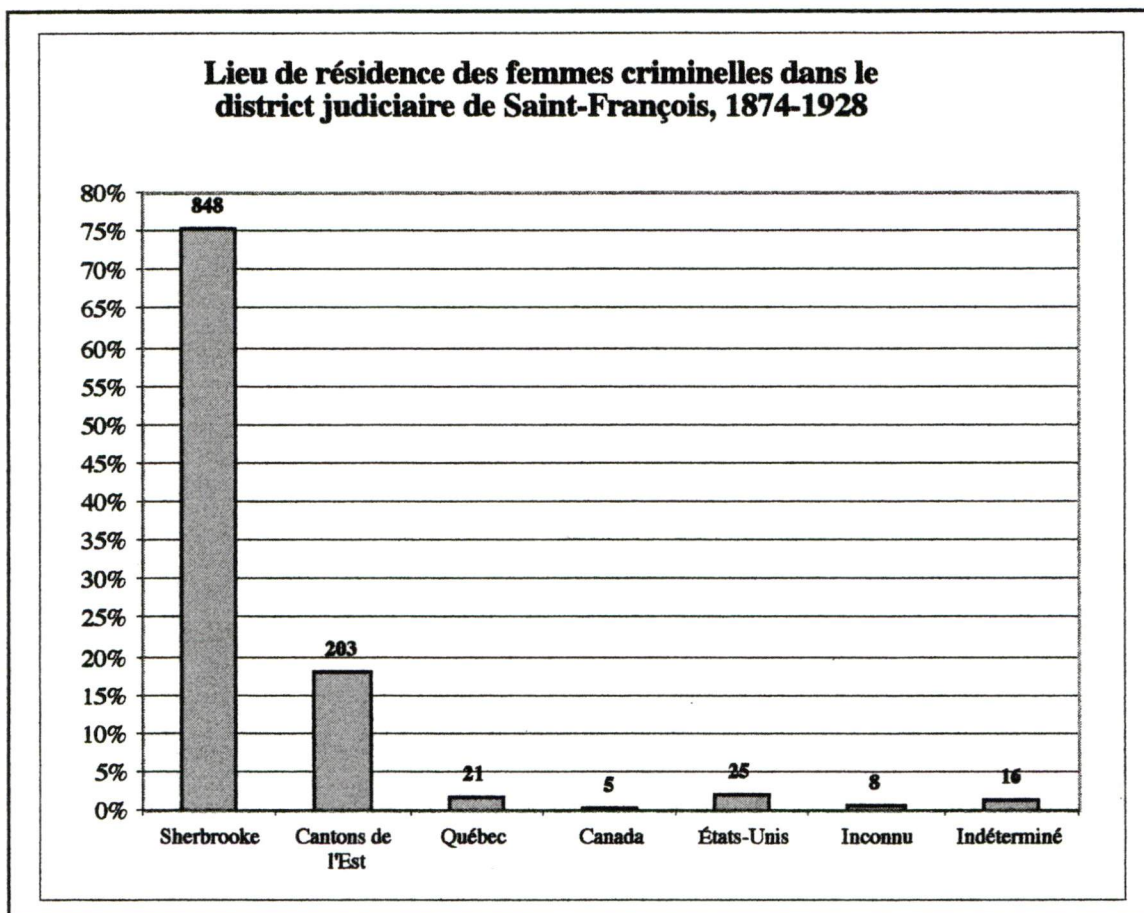
Le lieu de résidence des femmes écrouées est un bon indicateur de leurs déplacements, mais aussi du pouvoir d'attraction qu'exerce la ville sur les populations. Le phénomène est très marqué puisqu'une comparaison entre le lieu de naissance et le lieu de résidence « Sherbrooke » montre que 65% des femmes incarcérées ne sont pas nées dans cette ville, mais sont venues s'y établir ultérieurement. Au total 75% des prisonnières se disent résidentes de Sherbrooke. Des 848 crimes répertoriés où les femmes résident à Sherbrooke, 115 seulement sont le fait de femmes qui y sont également nées. Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les jeunes femmes quittent souvent leur village, avec ou sans leur famille, pour se diriger vers une ville prometteuse qui offre des emplois, mais aussi plus de liberté et d'anonymat, sans la surveillance constante des parents<sup>15</sup>. Dans le district, la ville de Sherbrooke est conséquemment l'endroit où il se commet le plus de crimes.

---

<sup>14</sup> La Norvège, la Suède, l'Italie, la France, la Serbie, la Syrie et la Bolivie.

<sup>15</sup> C. Backhouse, *Petticoats and Prejudice : Women and Law in Nineteenth-Century Canada*, Toronto, Published for Osgoode Society by Women's Press, 1991, p. 69.

Figure 2.3



Sources : ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Registres d'écrou « Monthly », documents 1-2-3, Registres d'écrou « Général », documents 4-5-6-7-8-9-10 et 11.

#### 2.1.4 La religion

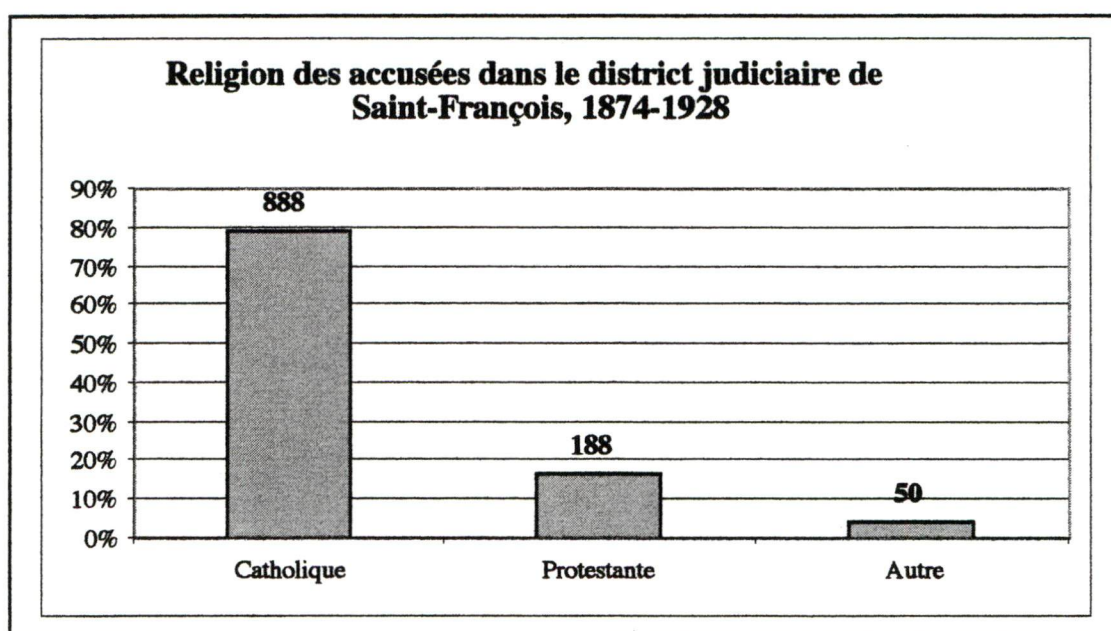
La très grande majorité des accusées - 79% en fait - sont catholiques. L'explication est simple, la population est majoritairement francophone depuis 1871, donc catholique, et les Irlandais de notre corpus, bien qu'ils soient peu nombreux, sont pour la plupart catholiques<sup>16</sup>. La figure représentant cette réalité a été simplifiée et

<sup>16</sup> Sur 26 cas de femmes originaires d'Irlande, 18 sont catholiques.



ramenée à trois catégories seulement. Les confessions se rapportant au protestantisme ont toutes été regroupées ensemble. Elles se retrouvent sous les vocables suivants : *Baptiste, EC, Eglise d'Ecosse, Méthodiste, Presbytérien, Protestant, Other Presbyt.* et *EP*. Sous « Autre », ont été classées : *Other, No Church, Anny, Other denomination* et celles qui ne sont pas clairement identifiables.

Figure 2.4



Sources : ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Registres d'écrou « Monthly », documents 1-2-3, Registres d'écrou « Général », documents 4-5-6-7-8-9-10 et 11.

Les résultats sont presque identiques à ceux obtenus par François Gagnon. Dans son étude sur l'établissement de détention de Sherbrooke, Gagnon arrive à un taux de 79,9% de catholiques et à environ 15% de protestants. Dans notre corpus, les protestantes forment 17% des criminelles. Elles sont à 42,5% d'origine britannique et à 10,6% originaires des États-Unis. Au total, 53% des criminelles protestantes sont donc

immigrantes. Parmi les catholiques, nous retrouvons 4% de femmes originaires de Grande-Bretagne (en majorité de l'Irlande) et 9% des États-Unis.

#### 2.1.5 L'état civil

L'état civil des femmes criminelles est bien connu et est comptabilisé rigoureusement dans les registres. Dans seulement 5 cas sur 1 126, l'état civil nous est inconnu. Ce renseignement semble très important pour les autorités de l'époque. En fait, il doit l'être, parce que la vie d'une femme, sa place dans la société se définissent par son état matrimonial. C'est aussi important pour les autorités de savoir de qui la femme est la charge : des parents ou d'un époux. Parfois même les rubriques judiciaires des journaux précisent que la personne qui comparait est la fille ou la femme de monsieur Un tel. Au sujet d'un cas de vagabondage, *Le Pionnier* écrit par exemple : « [...] la fille de M. Lessard a été condamnée à 30 jours de prison [...] »<sup>17</sup>. En 1928, un journaliste de *La Tribune* mentionne que la présumée coupable d'un meurtre est « [u]ne jeune femme du nom de Evelyn Goodwin, épouse de Richard Houle [...] »<sup>18</sup>.

Plus de la moitié des femmes criminelles sont mariées. Il s'agit là d'une différence importante d'avec la criminalité masculine qui est davantage le lot des célibataires<sup>19</sup>. Le fait que les femmes mariées soient plus criminalisées que les célibataires surprend. À Montréal, comme l'a avancé Andrée Lévesque, la criminalité féminine semble être le résultat de la délinquance juvénile et des jeunes célibataires

---

<sup>17</sup> Journal *Le Pionnier*, 16 mars 1882, p. 3.

<sup>18</sup> Journal *La Tribune*, 23 mars 1928, p. 1.

<sup>19</sup> F. Gagnon, *La population carcérale...*, p. 77.

nouvellement arrivées de la campagne<sup>20</sup>. Dans nos statistiques, les épouses surpassent les célibataires de 10%. Comment expliquer ce résultat? Gagnon a suggéré, dans son mémoire, que les femmes mariées sont davantage surveillées et qu'elles sont l'objet d'une arrestation dès qu'elles s'éloignent de leur rôle d'épouse et de mère au foyer. Nous n'adhérons pas tout à fait à ces hypothèses. Le nombre de femmes mariées dans la population ne peut pas non plus expliquer le taux plus élevé de femmes mariées puisqu'à cette période, ces dernières sont moins nombreuses que les célibataires dans la population<sup>21</sup>.

L'importance des femmes mariées parmi les criminelles découle peut-être de la structure des emplois à Sherbrooke. Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, en effet, les manufactures emploient surtout des femmes célibataires<sup>22</sup>. Les femmes mariées qui ne travaillent pas à l'extérieur, qui sont dans des situations de pauvreté, qui ont des problèmes avec l'alcool et qui sortent de la maison pour leurs activités quotidiennes ont peut-être plus de chances d'être arrêtés que les célibataires confinées à l'intérieur des murs de « la Paton<sup>23</sup> ». Le marché public, entre autres, peut être un lieu de désordre, les femmes se plaignant des prix ou se chicanant entre elles<sup>24</sup>. D'ailleurs, les crimes pour lesquels elles sont appréhendées sont l'ivresse, le fait de troubler l'ordre et la prostitution (pratiquée autant par les célibataires). L'alcool est un problème majeur,

---

<sup>20</sup> A. Lévesque, *La norme et les déviantes...*, p. 141-143.

<sup>21</sup> J.-P. Kesteman, *Histoire de Sherbrooke, tome 2 De l'âge de la vapeur à l'ère de l'électricité (1867-1896)*, éd. GGC, coll. Patrimoine, 2001, p. 118.

<sup>22</sup> J.-P. Kesteman, *Histoire de Sherbrooke, tome 2...*, p. 120.

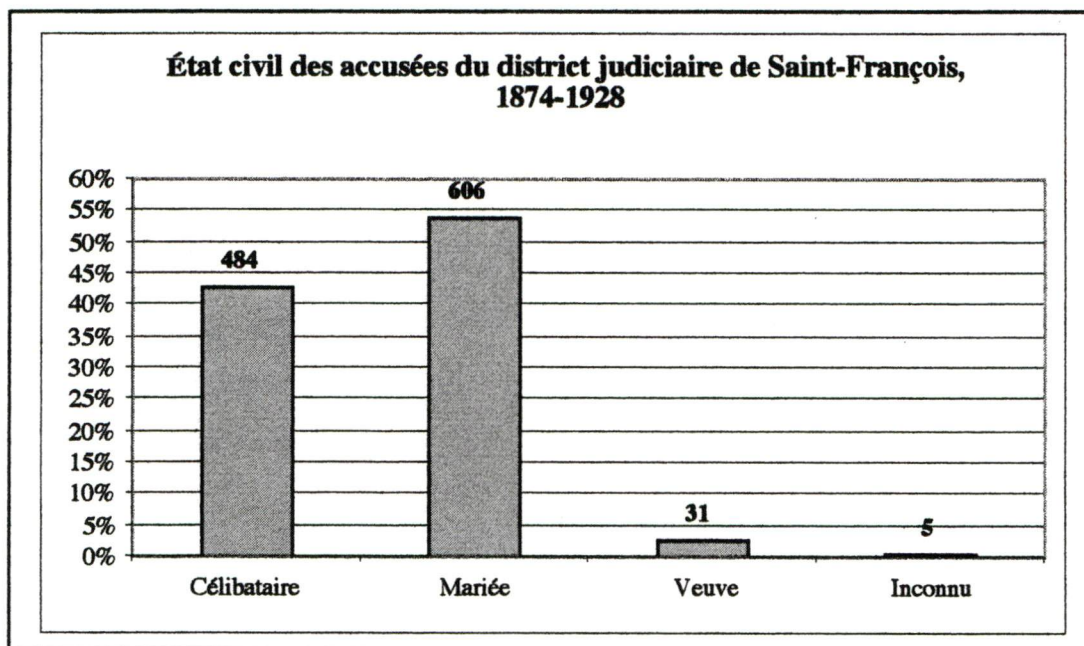
<sup>23</sup> La Paton est une usine de tissage de laine. Ses opérations ont débuté en 1866. J.-P. Kesteman *et al.*, *Histoire des Cantons...*, p. 367.

<sup>24</sup> B. Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal. Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1994, p. 45.



comme nous le verrons en détail plus loin, autant chez les femmes que chez les hommes et chez les femmes mariées davantage que chez les célibataires.

Figure 2.5



Sources : ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Registres d'écrou « Monthly », documents 1-2-3, Registres d'écrou « Général », documents 4-5-6-7-8-9-10 et 11.

### 2.1.6 L'occupation

L'occupation des femmes ou leur état déclaré est relié de près à leur rôle traditionnel. La plupart se disent domestiques (438) ou tiennent maison (326)<sup>25</sup>. D'autres sont vagabondes (102), journalières (71), fermières (22), oeuvrent dans les services (23)<sup>26</sup>, dans la vente ou le commerce (12)<sup>27</sup>. Quinze d'entre elles sont déclarées

<sup>25</sup> Sous la catégorie « tenir maison », il y a « House wife », « House keeper » et « tenir maison ».

<sup>26</sup> Cette catégorie comprend cordonnière, couturière, cuisinière, garde-malade, modiste et tenir une maison de pension.

<sup>27</sup> Cette catégorie comprend colporteur, commerçante, commis, employée de bureau et vente d'alcool.

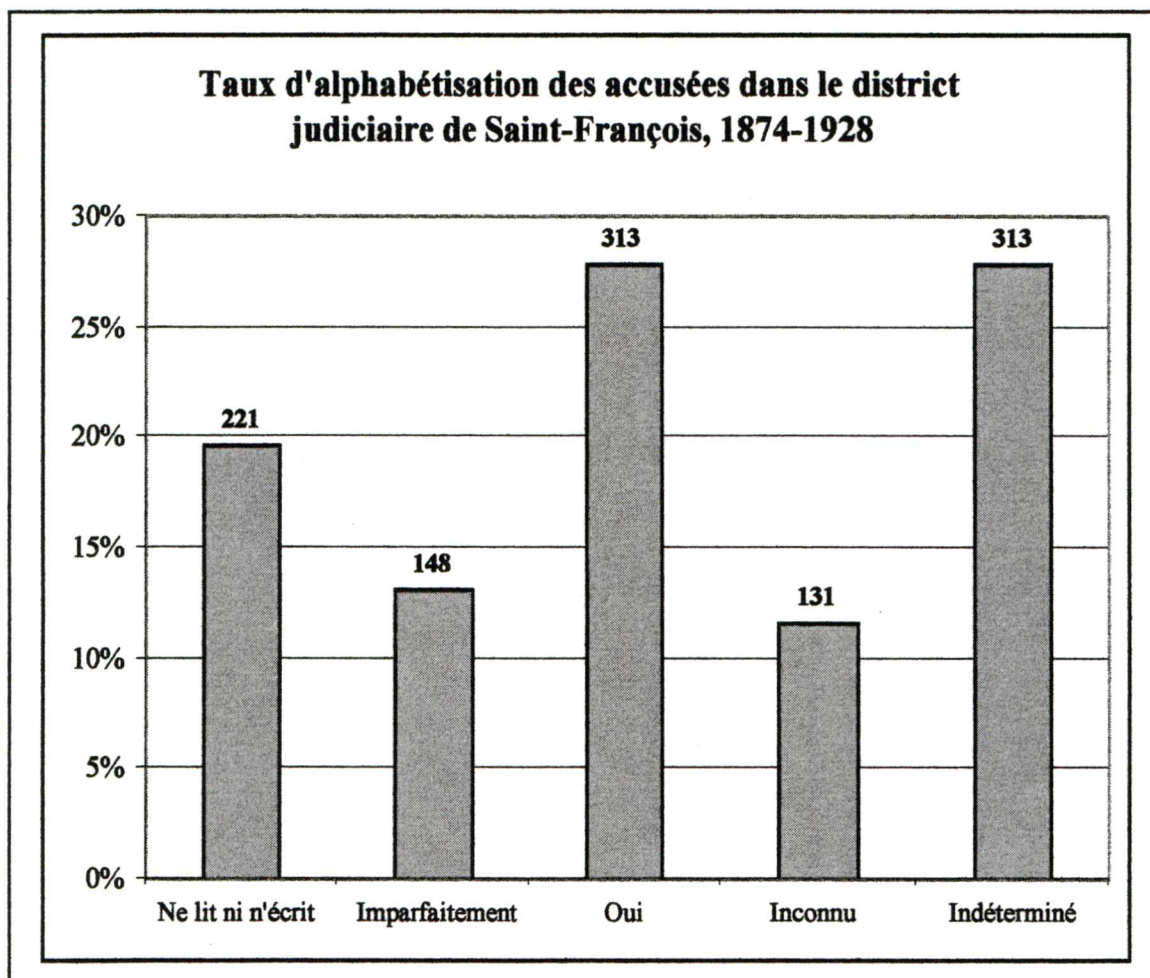
mineures. Ce sont des écolières, pupilles ou âgées de moins de 18 ans. Quelques-unes sont déclarées prostituées (10), même si leur nombre réel est supérieur, puisque dans les registres nous retrouvons 163 arrestations pour la prostitution. La plupart des femmes ne déclarent pas qu'elles sont prostituées. La prostitution est bien souvent un à-côté, un gagne-pain complémentaire. Ces femmes qui se prostituent sont domestiques, tiennent leur maison, sont vagabondes, journalières, etc. Dans notre corpus général, d'autres criminelles sont diseuses de bonne aventure (5), actrices (2) ou missionnaires (2). L'une d'elles est même identifiée sous le terme « escroc ». Près de cent femmes (97) disent ne pas avoir d'occupation ou ont un état inconnu. Ces occupations, tout comme les crimes qu'elles commettent, dénotent généralement des niveaux de vie assez modestes, bien qu'il soit difficile de savoir si celles qui tiennent maison sont mariées avec des médecins, des avocats, des notaires ou des journaliers. Les seules femmes dont l'occupation et le niveau de vie sont quelques fois clairement définis sont celles qui ont commis des crimes graves et dont il sera question en détail dans le dernier chapitre.

### 2.1.7 Le niveau d'alphabétisation

Le niveau d'alphabétisation des femmes qui se retrouvent entre les murs de la prison est un point difficile à éclairer dans le cas présent, les registres étant remplis d'une façon particulière. Sous cette catégorie, deux réponses sont possibles : « Read & Write » et « Neither ». Dans plusieurs cas, les deux réponses sont cochées. Ces cas ont été colligés sous la catégorie « Indéterminé », qui atteint un taux élevé de 28%. Conséquemment les résultats ne sont pas aussi complets que l'on aurait souhaité. La

catégorie « Imparfaitement » a été créée à partir des renseignements écrits à la main dans les registres. Ces renseignements sont « imparfaitement » et « lire seulement ».

Figure 2.6



Sources : ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Registres d'écrou « Monthly », documents 1-2-3, Registres d'écrou « Général », documents 4-5-6-7-8-9-10 et 11.

La figure 2.6 montre un taux d'alphabétisation assez bas (28%) chez les femmes emprisonnées, comparativement aux hommes (54%)<sup>28</sup>. Par contre, il faut prendre en

<sup>28</sup> F. Gagnon, *La population carcérale...*, p. 103.



considération le fait que l'alphabétisation est quelque chose de relatif. Comme le fait remarquer François Gagnon, il y a plusieurs degrés d'alphabétisation. Un greffier et un géôlier peuvent l'évaluer différemment. À l'exemple de Gagnon, ce sont les taux d'analphabetisation, qui ne peuvent être ambigus, qui sont ici comparés. Dans notre corpus, les femmes sont analphabètes à près de 20% (19,6%). Ce taux est comparable à celui obtenu par Gagnon pour les hommes de la prison Winter, dont 21,5% sont analphabètes<sup>29</sup>. Ces taux d'analphabetisme semblent aussi rejoindre ceux de la population du district de Saint-François. Par exemple, en 1891, le degré d'instruction varie de 77% à 86%<sup>30</sup>, ce qui signifie qu'il y a de 14% à 23% de gens non-instruits. Il est clair que l'alphabétisme et l'instruction ne sont pas nécessairement équivalents, mais les taux d'instruction peuvent quand même donner de bons indices de l'importance de l'analphabetisme.

#### 2.1.8 Les habitudes morales

L'alcool est décrié au XIX<sup>e</sup> siècle comme étant la source majeure des problèmes de criminalité<sup>31</sup>. À partir de 1830-1840, des regroupements pour la tempérance se forment dans plusieurs villes et Sherbrooke n'y fait pas exception<sup>32</sup>. Les premiers

---

<sup>29</sup> F. Gagnon, *La population carcérale...*, p. 103. Pour faire cette moyenne, les résultats des tableaux 3.9 (sur le district) et 3.10 (sur Sherbrooke) ont été mis en commun.

<sup>30</sup> Tableau 9.4, données pour les comtés de Compton, Richmond-Wolfe, Sherbrooke et Stanstead, qui formaient le district judiciaire de Saint-François. J.-P. Kesteman *et al.*, *Histoire des Cantons...*, p. 409.

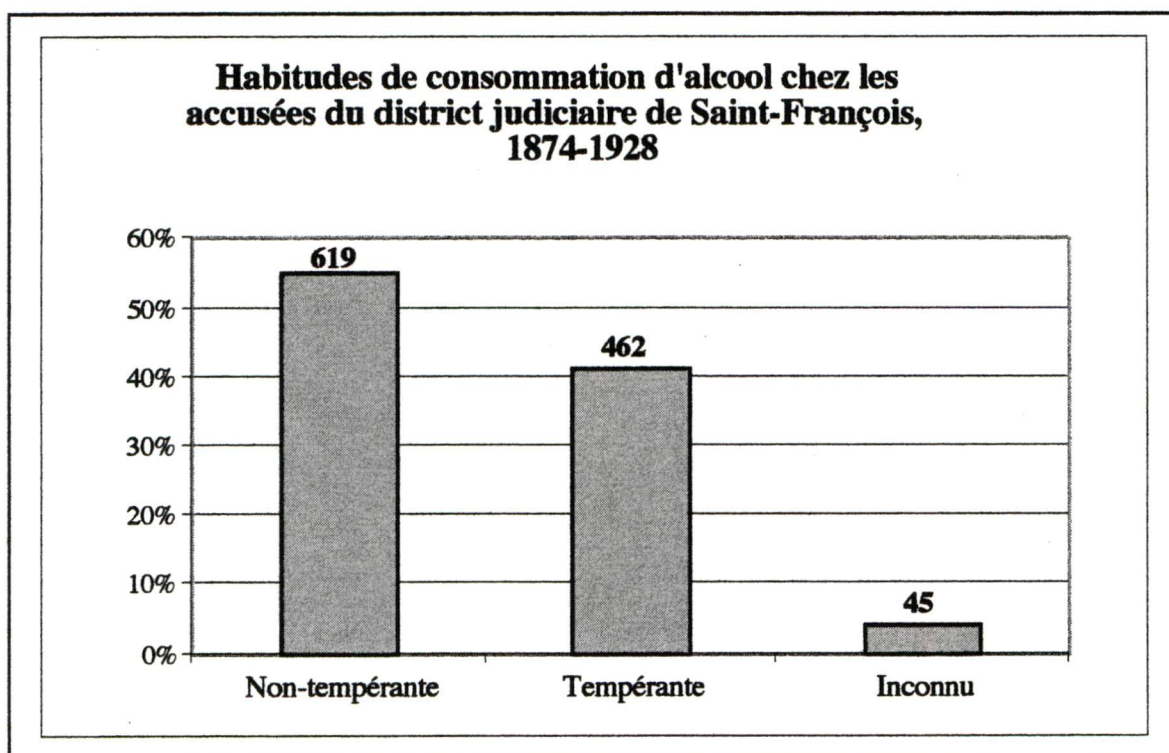
<sup>31</sup> A. Vlamynck, « La délinquance au féminin : crimes et répression dans le Nord, 1880-1913 », *Revue du Nord*, vol. 63, no 250 (juillet-septembre 1981), p. 679.

<sup>32</sup> P. Rousseau, *Le commerce de l'alcool à Sherbrooke, 1880-1921*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1984, p. 17.

mouvements sont créés par des protestants. Des associations catholiques de tempérance emboitent le pas dès 1839-1840 et atteignent leur apogée en 1850<sup>33</sup>.

Certains affirment que ce sont les dirigeants des manufactures, bourgeois anglophones et protestants, qui sont les plus ardents promoteurs de ces ligues, car ils y voient un moyen de rendre les ouvriers plus productifs<sup>34</sup>. D'autres auteurs, entre autres Tamara Myers, ont montré que les gens de la bourgeoisie ne sont pas inquiétés par les forces de l'ordre pour ivrognerie. Ils boivent certes, mais pas dans les mêmes endroits que leurs ouvriers et les forces de l'ordre jettent rarement leur dévolu sur eux<sup>35</sup>.

Figure 2.7



Sources : ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Registres d'écrou « Monthly », documents 1-2-3, Registres d'écrou « Général », documents 4-5-6-7-8-9-10 et 11.

<sup>33</sup> N. Voisine, « Mouvements de tempérance et religion populaire », dans B. Lacroix et J. Simard, *Religion populaire Religion de clercs?*, IQRC, coll. « Culture populaire », no 2, 1984, p. 69.

<sup>34</sup> F. Gagnon, *La population carcérale...*, p. 23, 24 et 44.

<sup>35</sup> T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls...*, p. 40.

Dans le district judiciaire de Saint-François, les prisonnières boivent (55%), autant que les prisonniers (54%)<sup>36</sup>. L'alcool est un motif d'arrestation assez fréquent pour certaines femmes puisque l'ivresse est le troisième crime le plus souvent commis par les femmes, après le vagabondage et la prostitution. Ce taux de 55% est probablement inférieur aux habitudes de consommation d'alcool des femmes, puisque ce ne sont pas toutes celles qui boivent, qui admettent qu'elles le font.

## 2.2 L'analyse des crimes fréquents et marquants chez les femmes

Les crimes commis par les femmes sont de natures diverses. Le plus fréquent est le vagabondage. Mais les sources relèvent bon nombre de délits reliés à la prostitution et à l'abus d'alcool, ainsi que quelques meurtres.

### 2.2.1 Les crimes les plus fréquents

Les mandats d'arrestation renferment parfois de bonnes descriptions des raisons pour lesquelles les femmes sont appréhendées. Voici l'exemple d'une femme qui s'est fait arrêter trois fois pour vagabondage et trois fois pour vol. Notre récidiviste réside dans le canton de Barnston. Lors de son arrestation, le 12 février 1878, elle est décrite comme suit :

[...] an idle person has no visible means of support [...] without employment – indecently exposes her person in public highways and places and is a vagrant within the meaning of the vagrant act. And it was thereby adjudged that the said [...] for her offence should be imprisoned in the common gaol of the said District at Sherbrooke for 3 months<sup>37</sup>.

---

<sup>36</sup> F. Gagnon, *La population carcérale...*, p. 44.

<sup>37</sup> ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Mandats d'arrestation 1874-1884, 12 février 1878, E91, S100, SS1, SSS2.



Le vagabondage et la prostitution<sup>38</sup> sont les crimes qui reviennent le plus fréquemment dans les registres de la prison de Sherbrooke et ils sont très liés l'un à l'autre. Le vagabondage, avec 373 cas (33%) est l'activité illicite qui est de loin la plus répandue. Ce phénomène s'explique facilement. D'abord, le « vagabondage » est une catégorie « fourre-tout » qui est utilisée, en quelque sorte, pour enfermer les pauvres et les indésirables<sup>39</sup>. Cette arrestation d'une femme amérindienne inconnue le démontre bien.

Unknown woman fifth feb. 1885, apparently of Indian descent, who does not articulate a single word of any kind of language, is convicted before the mayor of Compton [...] [she] had taken refuge in Daniel Côté's house against his consent; the said woman is considered by the public of Compton, as a vagrant, and a public nuisance; and this on the fourth and fifth day of february of the present year, and sometimes before she was met loitering, and vagrant on the public road; and adjudge the said unknown woman, for her said offence to be imprisoned in the common Gaol of the said district at Sherbrooke [...] for the space of two months [...] <sup>40</sup>.

Le vagabondage permet aux forces de l'ordre d'arrêter les flâneurs, les mendiants, les personnes ivres, les jeunes femmes qui sont encore dans les rues la nuit venue et celles qui « flirtent ». Au tournant du siècle dernier, les institutions pour

---

<sup>38</sup> Nous reviendrons sur la prostitution, dans la partie concernant les crimes liés au commerce du sexe.

<sup>39</sup> M. A. Poutanen, « The Homeless, the Whore, the Drunkard, and the Disorderly : Contours of Female Vagrancy in the Montreal Courts, 1810-1842 », dans *Gendered Pasts : Historical Essays in Femininity and Masculinity in Canada*, Toronto, Oxford University Press, 1999, p. 35. Aussi, C. Backhouse fait remarquer que les différentes dénominations des crimes sont influencées par le greffier ou la personne qui tient les registres. Selon l'année, selon les nouvelles façons de colliger les informations et selon la personne, les catégories sont différentes. C. Backhouse, « Nineteenth-Century Canadian Prostitution Law : Reflection of a Discriminating Society », *Histoire sociale/Social History*, vol. XVIII, no 36, novembre 1985, p. 397, note 37. Puis, au fil des ans, des changements se sont faits dans la législation concernant les activités entourant la prostitution. Conséquemment le terme « vagabond » est devenu plus précis comme le souligne T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls...*, p. 82.

<sup>40</sup> ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Mandats d'arrestation, 10 février 1885, E91, S100, SS1, SSS2.

prendre en charge les désœuvrés sont pratiquement inexistantes à Sherbrooke<sup>41</sup>. Ces gens se retrouvent donc en prison pour « vagrancy »<sup>42</sup>. On libère ainsi les rues. L'hiver, cette inculpation peut devenir une planche de salut pour ces hommes et ces femmes qui peuvent ainsi passer les mois rudes de l'année à l'intérieur des murs de la prison<sup>43</sup>.

Cet extrait de la thèse de Tamara Myers résume bien les motifs d'arrestation pour le vagabondage :

The Vagrancy Act of 1869 was the first federal legislation to be used to curtail immoral behaviour, begging, and idleness. The act was broadly defined to include all common prostitutes or night walkers, brothel keepers, those living on the avails of prostitution, those who had no visible means of maintaining themselves, and those who lived without employment. The Vagrancy Act was then incorporated into the 1892 Criminal Code of Canada in Section 238 and was amended over the period 1906-1920 specifically to increase the fines and sentences. Vagrancy generally applied to men who were idle, failed to provide for their families, or who were causing a disturbance in the street; and it was used against women who were practising prostitution on the streets or who demonstrated suspicious moral behavior. The Criminal Code stipulated that a women walking alone at night could be arrested as a prostitute if she could not produce 'a satisfactory account of herself'. A gendered offense, vagrancy was never used to charge men with prostitution, and rarely women for failing to provide for their families<sup>44</sup>.

Au sujet des habitudes reliées à l'alcool, une moitié est dite non tempérante, l'autre est jugée tempérante. Mary Ann Poutanen qui a étudié le vagabondage à Montréal au début du XIX<sup>e</sup> siècle, a remarqué que les arrestations se font en plus grand nombre

---

<sup>41</sup> Dans la ville de Sherbrooke, des « hospices » existaient, mais ils ne prenaient en charge que les personnes âgées et les orphelins. À ce sujet voir J.-P. Kesteman, *Histoire de Sherbrooke, tome 2...*, p. 122, 131 et 132. Par contre, il y en avait dans les grands centres tels Montréal et Québec, comme nous avons pu le lire dans le premier chapitre.

<sup>42</sup> M. A. Poutanen, « The Homeless, the Whore... », p. 43.

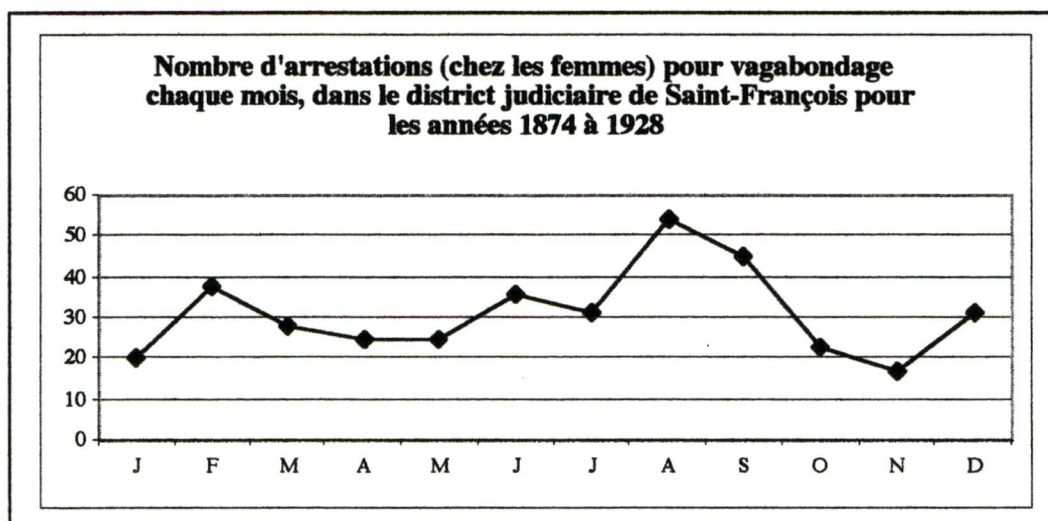
<sup>43</sup> M. A. Poutanen, « Images du danger dans les archives judiciaires. Comprendre la violence et le vagabondage dans un centre urbain du début du XIX<sup>e</sup> siècle, Montréal (1810-1842) », *RHAF*, vol. 55, no 3, hiver 2002, p. 389 à 402.

<sup>44</sup> T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls...*, p. 71-72.



dès le printemps pour atteindre un sommet en août<sup>45</sup>. Son explication est que les vagabondes étant plus visibles l'été, elles y sont davantage susceptibles d'attirer l'attention des autorités.

Figure 2.8



Sources : ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Registres d'écrou « Monthly », documents 1-2-3, Registres d'écrou « Général », documents 4-5-6-7-8-9-10 et 11.

Par contre, le district judiciaire de Saint-François n'obtient pas de pointe aussi marquée. Les arrestations pour vagabondage se répartissent généralement sur tous les mois d'une façon assez stable (entre 20 et 38 arrestations), si on enlève les mois les plus élevés (54 en août et 45 en septembre) et le mois le plus bas (17 en novembre). La moyenne du nombre d'arrestation pour tous les mois est de 31. Donc, en août et septembre, il y a une certaine augmentation des arrestations pour le vagabondage qui s'explique difficilement par la visibilité de l'été, comme l'a fait M. A. Poutanen pour Montréal, puisque les mois de mai, juin et juillet ne sont pas très élevés. Mais il faut

<sup>45</sup> M. A. Poutanen, « Images du danger... », p. 390.



noter qu'à Sherbrooke, à la fin du mois d'août se tient à chaque année, une foire agricole<sup>46</sup>. Les autorités de la ville désirent peut-être donner une belle image de leur cité en débarrassant les rues de ses vagabonds.

Les hommes sont également emprisonnés pour « vagrancy », mais pour des raisons différentes de celles des femmes. Bien que les femmes écrouées pour vagabondage n'aient pas toutes été des prostituées<sup>47</sup>, le crime de vagabondage chez celles-ci est lié de près à la moralité. Ce qui détermine leur arrestation, c'est le moment et l'endroit où elles se trouvent, ainsi que la ou les personnes qui sont avec elles<sup>48</sup>. Les femmes qui ont des comportements dérangeants, qui ne se confondent pas à la majorité, qui refusent les règles sociales et morales établies, deviennent, dans les registres, des vagabondes. Les jeunes filles arrêtées sous cette charge le sont souvent parce qu'elles ont une sexualité précoce, pré-maritale ou parce qu'elles refusent d'aider la famille avec leur petit salaire<sup>49</sup>. Mary Ann Poutanen a démontré l'importance que l'élite accorde au crime de vagabondage, mais surtout combien il est important que les femmes restent à leur place, dans leur rôle pour éviter le chaos. « Female vagrants by virtue of their sex and public behaviour, symbolized the decline of morality and the disintegration of the family on which society was based<sup>50</sup>. »

Les vagabondes vivent dans les rues, mais cette caractéristique ne les différencie pas tellement des autres femmes, du moins pendant la journée. Quelques historiennes,

---

<sup>46</sup> J.-P. Kesteman *et al.*, *Histoire des Cantons...*, p. 466.

<sup>47</sup> M. A. Poutanen, « The Homeless, the Whore... », p. 30. Et T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls...*, p. 73.

<sup>48</sup> J. Sangster, « 'Pardon Tales' from Magistrate's Court : Women, Crime, and the Court in Peterborough County, 1920-50 », *CHR*, vol. LXXIV, no 2, 1993, p. 181.

<sup>49</sup> T. Myers, *Criminal Women and Bad Girls...*, p. 79.

<sup>50</sup> M. A. Poutanen, « The Homeless, the Whore... », p. 35-36.

dont Mary Ann Poutanen, rappellent que plusieurs activités quotidiennes ont cours dans les rues. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les gens vivent au vu et au su de tous. Cette proximité favorise l'éclosion de conflits plus ou moins importants. La violence, dans ces conditions, n'est pas exceptionnelle, encore moins chez les vagabonds<sup>51</sup>. Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, la vie dans les villes et le rapport à l'espace ont sans doute évolué, mais la rue et ce qui s'y déroule retient encore l'attention des autorités et des forces policières.

Après le vagabondage, les crimes les plus répandus chez les femmes sont l'ivresse, la fait de troubler l'ordre et le vol. Ces infractions de la loi, tout comme le vagabondage, ont souvent lieu dans les rues. Celles-ci sont donc l'endroit où il y a le plus d'arrestations. Il est clair que tout est plus visible dans la rue. Évidemment, les autorités retirent de la rue, donc de la vue, les éléments dérangeants. C'est la base même du contrôle social. Même si dans leur maison, des gens posent des gestes criminels, ils ne sont pas systématiquement arrêtés, puisque personne ne les voient. Ce qui détermine l'arrestation, c'est pour une bonne part le lieu où se passe l'action ou bien les conséquences qui en découlent.

L'ivresse, nous l'avons vu plus haut, est décriée comme étant le mal du siècle, la source de tous les autres crimes. L'alcool est vu comme la cause du malheur des familles, des enfants qui ne mangent pas à leur faim, leur père ayant dépensé sa « paye » à la taverne ou à l'hôtel. Les débits de boisson ne sont pas rares et les bouteilles d'alcool sont bien présentes au magasin général et même dans les pharmacies<sup>52</sup>! La ville de Sherbrooke ne fait pas exception à cette situation, au contraire. La région est, paraît-il,

---

<sup>51</sup> M. A. Poutanen, « Images du danger... », p. 382 à 387.

<sup>52</sup> P. Rousseau, *Le commerce de l'alcool...*, p. 34.



réputée pour ne pas manquer d'alcool. Pierre Rousseau, qui a travaillé sur ce phénomène, précisément à Sherbrooke, affirme que l'ivresse est un problème majeur : « Si on se fie au ton moralisateur des comptes rendus de cas d'ivresse reportés dans les journaux de Sherbrooke, l'ivresse [est] considérée par la majorité de la population comme une dégradation de l'être humain et comme une menace à l'ordre moral<sup>53</sup> ». Rousseau avance également que le nombre élevé d'arrestations concernant l'alcool est lié au fait que la ville veut attirer des investisseurs et des industries en lui donnant une meilleure image<sup>54</sup>.

Plusieurs femmes (150) ont donc été emprisonnées pour s'être trouvées en état d'ivresse. Prenons l'exemple de cette jeune domestique de 22 ans, originaire de l'Angleterre et habitant à Sherbrooke. Elle est arrêtée pour ivresse le 13 avril 1889, entre 16 et 17 heures sur la rue Goodhue, à Sherbrooke puisqu'elle cause « [...] a disturbance by being drunk loose idle and disordaly [sic]<sup>55</sup> ». Son emprisonnement dura cinq jours. Comme cette jeune fille, plusieurs femmes arrêtées pour ivresse sont anglo-protestantes. En effet, ces dernières, même si elles sont moins nombreuses que les catholiques, sont surreprésentées dans ce type de crime. La différence entre les deux est même très marquée. Les catholiques arrêtées pour cette raison ne représentent que 9% de tous leurs effectifs, tandis que chez les protestantes, ce taux est de 32%. Parmi ces dernières, 42 sur 60 sont des immigrantes britanniques. Faut-il attribuer ces résultats à un taux d'alcoolisme supérieur chez les immigrantes? Ou bien au fait qu'elles soient démunies

---

<sup>53</sup> P. Rousseau, *Le commerce de l'alcool...*, p. 39.

<sup>54</sup> P. Rousseau, *Le commerce de l'alcool...*, p. 44, 81 et 97 où un propriétaire de compagnie américaine se plaint de la surconsommation et des ravages de l'alcool dans les Cantons de l'Est.

<sup>55</sup> ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Document 4, Registre d'écrou « Général » 1882-1891, 15 avril 1889, et Mandats d'arrestation 15 avril 1889, E91, S100, SS1, SSS2.



face à leur nouvelle situation? Nous ne saurions le dire. Il est possible que le nombre élevé d'étrangers parmi les femmes arrêtées pour ivrognerie traduise simplement une surveillance accrue de cette population par les forces policières.

Troubler l'ordre est une accusation qui comme le vagabondage peut sous-entendre plusieurs délits ou activités jugées dérangeantes, par exemple se bagarrer, parler trop fort ou crier parce qu'on a trop bu. D'ailleurs, d'après nos sources, celles qui troublent l'ordre sont aussi des femmes qui boivent beaucoup d'alcool (82%). Les femmes qui troublent l'ordre arrivent au deuxième rang, pour leur consommation de boisson, derrière celles emprisonnées pour ivresse (92%). Prenons l'exemple de cette femme mariée qui « [...] did cause a disturbance by being Drunk and Disorderly and unable to take [ sic ] of herself and child<sup>56</sup> ».

Le vol est le dernier crime de cette catégorie des crimes les plus fréquents, avec 90 cas. La majorité (65) de celles qui volent sont catholiques, mais proportionnellement les protestantes ont commis plus de vols. Dans les registres, il est rare que l'objet volé soit mentionné, mais dans les cas où le greffier ou le geôlier l'a inscrit, nous retrouvons des vols d'objets de première nécessité (des chaussures, par exemple<sup>57</sup>), des vols d'objets de luxe (bracelets en or<sup>58</sup>) et des vols de somme d'argent. Certaines se procurent ainsi plusieurs denrées ou objets dont elles ont besoin. Une jeune femme de 24 ans, domestique et mariée, fut accusée le 28 janvier 1885, d'avoir :

---

<sup>56</sup> ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Document 4, Registre d'écrou « Général » 1882-1891, 27 juillet 1889, et Mandats d'arrestation 27 juillet 1889, E91, S100, SS1, SSS2.

<sup>57</sup> ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Dossiers Magistrat, 3 octobre 1887, TL227, S1, SS1.

<sup>58</sup> ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Dossiers Magistrat, 11 octobre 1886, TL227, S1, SS1.

felonieusement et illégalement volé dans le laps de temps compris entre le premier octobre dernier et ce jour quatre verges de drap valant deux piastres et demie la verge, une paire de botte[s], environ vingt verges de coton jaune cent cinquante livres de lard, un pot d'effets de magasins, un lot d'avoine, le tout valant au moins quarante cinq piastres cinquante centins [...]<sup>59</sup>.

Les femmes plus âgées volent également, comme cette dame de 45 ans du canton de Hatley. Elle est une ménagère mariée et a été accusée d'avoir :

feloneously [sic] steal take and carry away from and out of the dwelling house of Arthur G. six plated knives and forks of the value of four dollars and fifty cents. One flannet [sic] shirt of the value of one dollar and fifty cents, besides other valuable articles of the goods and chattels [sic] of the said Arthur G.<sup>60</sup>

### 2.2.2 Le commerce du sexe

Les crimes reliés au commerce du sexe trouvés dans les registres d'écrou sont de deux ordres. Il s'agit de la prostitution et de la tenue de maison de débauche. Leur importance est difficile à évaluer correctement. Comme nous l'avons vu dans la partie sur le vagabondage, la prostitution et ses dérivés sont souvent inclus dans d'autres accusations. Les prostituées, tout comme toutes celles qui traînent dans les rues, sont considérées indésirables. Elles sont donc prises lors de ces vagues d'arrestation visant à « nettoyer » les rues.

L'historienne Constance Backhouse affirme que les femmes arrêtées pour prostitution sont traitées plus durement et ont des sentences plus sévères que les vagabondes. Les tenancières de maison de débauche et celles qui y habitent ou qui y

<sup>59</sup> ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Document 4, Registre d'écrou « Général » 1882-1891, 28 janvier 1885 et Mandats d'arrestation, 28 janvier 1885, E91, S100, SS1, SSS2.

<sup>60</sup> ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Document 4, Registre d'écrou « Général » 1882-1891, 27 novembre 1883 et Mandats d'arrestation, 27 novembre 1883, E91, S100, SS1, SSS2.



sont trouvées sont aussi considérées comme des vagabondes<sup>61</sup>. À Montréal, durant la période de l'entre-deux-guerres, « [...] les règlements municipaux contre le vagabondage et le flânage guettent celles qui n'opèrent pas dans les bordels et dont les activités sont trop visibles<sup>62</sup> », affirme Andrée Lévesque. D'après celle-ci, les policiers ne font pas vraiment d'arrestations dans les maisons, étant donné la difficulté d'obtenir des preuves sur le commerce charnel qui y a cours<sup>63</sup>. Cet état des choses changea quelques années plus tard avec les rafles policières répétées et les actions des Jean Drapeau et Pax Plante pour fermer le « Red Light District ».

Par contre, il faut savoir que « [...] le Code criminel du Canada aborde la question de la prostitution d'une façon ambiguë : l'acte comme tel n'est pas considéré comme une infraction criminelle, mais presque toutes les activités qui s'y rattachent nécessairement le sont<sup>64</sup> ». Lorsque l'on connaît ce fait, on comprend mieux pourquoi les accusations pour prostitution sont peu nombreuses et pourquoi les prostituées sont souvent incluses dans la catégorie des vagabondes. Cependant, à Montréal par exemple, la répression policière n'est pas aussi importante qu'on peut le croire. Selon Andrée Lévesque, des individus qui sont liés de près au commerce de la prostitution et qui y trouvent des intérêts, tels des politiciens, des médecins, des juges, des policiers et autres, prônent bien entendu la tolérance<sup>65</sup>.

---

<sup>61</sup> L. Rotenberg, « The Wayward Worker : Toronto's Prostitute at the Turn of the Century », dans J. Acton, *Women at Work, Ontario 1850-1930*, Toronto, Canadian Women's Educational Press, 1974, p. 55.

<sup>62</sup> A. Lévesque, *La norme et les déviantes...*, p. 78.

<sup>63</sup> A. Lévesque, *La norme et les déviantes...*, p. 158.

<sup>64</sup> J. Allain, « La prostitution », *Bulletin d'actualité* 82-2f, Canada, Bibliothèque du Parlement, Division du droit et du gouvernement, Service de Recherche, 1996, p. 7.

<sup>65</sup> A. Lévesque, « Éteindre le "Red Light" : les réformateurs et la prostitution à Montréal entre 1865 et 1925 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. XVII, no 3, février 1989, p. 191.



Plusieurs ont tenté de s'expliquer la prostitution, de comprendre le phénomène afin de l'enrayer. Les réformateurs, tant ontariens que québécois, en jettant le blâme sur les prostituées, « ont contribué à les étiqueter et à fournir des arguments pour les maintenir en dehors de la norme : déficientes mentales, malades cachées dans les bordels, victimes de l'exploitation, l'image d'elles qu'on réitère, pas toujours étrangère à la réalité, ne fait que renforcer leur marginalité<sup>66</sup> ».

Les réformateurs ontariens n'attribuent pas la prostitution à des motifs d'ordre social. Ils pensent plutôt qu'elle trouve ses racines dans chaque individu. Pour eux, la prostituée est une déviante coupable d'avoir transgressé le code moral de la société. Au tournant du siècle dernier, peu de Torontois considèrent que la prostitution puisse fonctionner en tant qu'institution sociale dans leur ville<sup>67</sup>.

Au Québec, le discours est un peu différent. À Montréal, en 1918, les réformateurs forment le Comité des Seize, afin d'étudier la prostitution et d'y trouver des solutions. « Le Comité des Seize n'est pas abolitionniste : il admet que la prostitution ne puisse être supprimée, mais le “vice commercialisé”, c'est-à-dire les transactions engageant un tiers parti, doit disparaître<sup>68</sup>. » Le « Montreal Local Council of Women » (MLCW) est contre la tolérance<sup>69</sup>, il se greffe au Comité et y apporte sa vision féministe. Ce regroupement n'impute pas la responsabilité de la prostitution aux femmes seulement qui la pratiquent, mais également à des facteurs extérieurs tels le double standard en matière de moralité, l'exploitation sexuelle des femmes par les hommes et

---

<sup>66</sup> A. Lévesque, *Résistance et transgression. Étude en histoire des femmes au Québec*, Montréal, éd. Remue-ménage, 1995, p. 116.

<sup>67</sup> L. Rotenberg, « The Wayward Worker... », p. 33.

<sup>68</sup> A. Lévesque, « Éteindre le “Red Light”... », p. 193.

<sup>69</sup> A. Lévesque, « Éteindre le “Red Light”... », p. 196.

les parents qui incitent leurs filles à se prostituer. Le Conseil des Seize s'accorde toutefois avec les réformateurs ontariens pour dire que plusieurs prostituées sont des déficientes mentales. La morale est ainsi sauvée. Les prostituées ne sont pas des dépravées, elles sont plutôt des victimes<sup>70</sup>.

Au cours des siècles, même si plusieurs groupes ont tenté, comme les réformateurs, de condamner la prostitution, une certaine tolérance a toujours existé<sup>71</sup>. Dans les faits, les autorités ne sévissent que très rarement. Rares ont été les tentatives visant à contrôler et à réglementer les maisons de débauche et la prostitution<sup>72</sup>. Un accord tacite existe entre les occupants des bordels et leurs voisins, ces derniers acceptent cette présence, tant que les filles « restent à leur place » et qu'elles ne dérangent pas leur quotidien. Les forces de l'ordre sont appelées à intervenir seulement lorsqu'un événement jugé trop perturbant survient (bagarre, trop de bruits)<sup>73</sup>. Pour illustrer ceci, revenons sur cette arrestation dans une maison malfamée de Sherbrooke, où les policiers font irruption parce que :

Les voisins s'étaient plaint qu'on y menait la vie un peu bruyamment, et que les jours de réception de la veuve, pour n'en pas être réguliers n'étaient que plus fréquents, l'on y avait vu des groupes de trois, quatre et cinq jeunes gens à la fois s'y succéder assez rapidement. Bref la maison causait du scandale dans le quartier<sup>74</sup>.

---

<sup>70</sup> A. Lévesque, *Résistance et transgression...*, p. 93 à 98.

<sup>71</sup> A. Lévesque, *Résistance et transgression...*, p. 16.

<sup>72</sup> A. Lévesque, *La norme et les déviantes...*, p. 160.

<sup>73</sup> M. A. Poutanen, « The Geography of Prostitution in an early Nineteenth-Century Urban Centre Montreal, 1810-1842 », *Power, Place and Identity, Historical Studies of Social and Legal Regulation in Quebec*, A publication of the Montreal History Group, 1998, p. 101. Et A. Lévesque, *La norme et les déviantes...*, p. 74.

<sup>74</sup> Journal *Le Progrès de l'Est*, 23 juin 1891, p. 3.

Les réformateurs ont par ailleurs essayé de comprendre ce qui peut pousser certaines femmes vers la prostitution. L'explication la plus courante renvoie aux conditions salariales des femmes : celles-ci ont des salaires trop modestes pour réussir à subvenir à leurs besoins<sup>75</sup>. Les prostituées se recrutent parmi les femmes qui sont dans la misère, celles qui ne se trouvent pas d'emplois, ou qui y sont attirées par des revenus supérieurs à ceux que peuvent procurer le travail de domestique, par exemple<sup>76</sup>. Comme le démontre Lori Rotenberg, plusieurs des femmes qui se prostituent se disent domestiques, un phénomène que nous retrouvons aussi dans nos sources.

Les contemporains considèrent la prostitution comme l'activité pécuniaire la plus dégradante pour les femmes. Mais pour certaines d'entre elles, le service domestique, avec ses conditions difficiles, n'est guère plus enviable que la prostitution. Pour les femmes qui ne se trouvent pas de situation dans une maison, le pas n'est pas grand à franchir pour se lancer dans la prostitution<sup>77</sup>. Aussi, les domestiques sont parfois victimes d'exploitation sexuelle de la part de l'employeur ou de ses fils. « Thus, the low prestige rating of domestic service, the nature of work itself, the fact that so many of the women employed in private homes were immigrants, and the possibility of sexual abuse, were all factors which encouraged unemployed domestics to work as prostitutes<sup>78</sup>. » Selon une étude faite par la « Social Survey Commission », en 1913, la pauvreté est la véritable cause de l'entrée en prostitution, car les salaires des femmes ne sont pas suffisants pour subvenir à leurs besoins. Au tournant du siècle dernier, les revenus des

---

<sup>75</sup> M. A. Poutanen, « The Homeless, the Whore... », p. 32.

<sup>76</sup> A. Lévesque, *La norme et les déviantes...*, p. 71.

<sup>77</sup> L. Rotenberg, « The Wayward Worker... », p. 39.

<sup>78</sup> L. Rotenberg, « The Wayward Worker... », p. 41.



femmes sont perçus comme un complément au salaire du mari ou de la famille. Les femmes qui vivent seules sont par conséquent dans la misère<sup>79</sup>. Finalement, malgré tous leurs efforts, « [a]bolitionnistes, réglementaristes et réformateurs doivent s'incliner devant le maintien d'un système que les pouvoirs publics ne veulent vraiment pas ébranler<sup>80</sup> ».

Évidemment, le milieu de la prostitution n'est pas facile. L'alcool et la violence y sont omniprésents. Voici un acte d'accusation émis le 10 avril 1876 contre une femme de Sherbrooke, pour avoir tenu une maison de débauche.

[...] in a certain house on Montreal street, in the city of Sherbrooke [illisible] house of illfame and [illisible] said house has been frequented by vagabonds, prostitutes and debauchees for the purpose of lust and that she the said J. E. did encourage the vice of impurity by letting her apartments to couples who went there to satisfy their animal passions and that persons who frequented the said house made immoderate use of intoxicating drinks and that persons entered said house at late hours of the night and thereby prevented neighboring families from [illisible] adjudged that the said J. E. for her said offence should be imprisoned on [sic] the common gaol six months<sup>81</sup>.

Cet acte d'accusation démontre bien le lien étroit qui peut exister entre la prostitution, les maisons de débauche et d'autres types de délits tels le vagabondage, l'ivresse et troubler l'ordre.

---

<sup>79</sup> L. Rotenberg, « The Wayward Worker... », p. 47. Et B. Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal...*, p. 290.

<sup>80</sup> A. Lévesque, « Éteindre le "Red Light"... », p. 199.

<sup>81</sup> ANQS, Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Mandats d'arrestation, 10 avril 1876, E91, S100, SS1, SSS2.

### 2.2.3 Les crimes graves

Les crimes graves commis par des femmes provoquent de vives réactions de scandale, d'horreur, d'incompréhension ou de pitié. Ces crimes graves sont de deux ordres : le meurtre ou la tentative de meurtre et l'infanticide ou l'abandon d'enfant. Bien sûr, ces crimes ne sont pas très fréquents, mais le fait qu'ils soient l'œuvre de femmes frappe l'imaginaire populaire. Au XIX<sup>e</sup> siècle et encore au XX<sup>e</sup> siècle, ces crimes sont jugés contraires à la « nature » féminine, surtout quand les enfants des accusées en sont les victimes<sup>82</sup>.

Dans le district judiciaire de Saint-François, de tels crimes ne sont pas nombreux. À l'intérieur des registres d'écrou, dix cas de meurtre (ou tentatives de meurtre) ont été compilés et douze cas d'infanticide (ou abandons d'enfant). Il faut toutefois noter qu'un des meurtres est en fait un infanticide. Nous l'avons classé dans la première catégorie puisqu'il a ainsi été répertorié dans les registres. Un autre cas de meurtre est quant à lui un assaut avec l'intention de commettre un meurtre, en complicité avec un homme. Les victimes de ces meurtres sont connues dans cinq cas. Il s'agit toujours, en excluant le bébé, du mari ou de l'amant de l'accusée. Les meurtrières sont âgées de 18, 20 (2 cas), 23, 25, 28, 34, 44, 46 et 50 ans. Cinq sont catholiques, deux, protestantes et trois, d'une autre religion. Parmi ces femmes, six sont mariées, trois sont célibataires et une est veuve (elle fait partie de celles qui ont tué leur mari). Elles sont toutes nées au Canada et n'abusent pas de l'alcool. La décennie 1880 à 1889 est celle où il y a le plus de meurtres. Quatre individus sont décédés durant ces dix années, à la suite d'un acte de violence commis par une femme.

---

<sup>82</sup> A. Lévesque, *La norme et les déviantes...*, p. 91.

Les femmes arrêtées pour le motif d'infanticide sont au nombre de neuf, pour douze entrées dans les registres. Comme nous l'avons vu précédemment dans ce chapitre, deux femmes, une fille et sa mère ont été emprisonnées deux fois pour le même crime. Une autre est revenue devant les tribunaux à deux reprises pour le crime d'infanticide à un an d'intervalle. Toutes les filles qui ont posé le geste de tuer ou qui ont laissé mourir leur enfant sont célibataires et jeunes (entre 19 et 25 ans)<sup>83</sup>. Leur occupation déclarée est domestique. Une seule est originaire de la Grande-Bretagne. La moitié d'entre elles sont catholiques, l'autre moitié sont protestantes. Ces femmes ne boivent pas d'alcool.

Les deux femmes qui ont abandonné leur enfant sont mariées, ont respectivement 23 et 26 ans et vivent à Sherbrooke. Elles sont catholiques et sont nées au Canada. La plus jeune mentionne qu'elle boit de l'alcool. Pour les cas d'infanticide, la décennie critique est celle qui va de 1890 à 1899, où quatre femmes sont emprisonnées pour avoir tué ou laissé mourir leur nouveau-né.

Les gestes criminels posés par les femmes, semblent avoir une origine commune : la pauvreté, la misère, le désespoir, la honte, mais aussi le refus de l'autorité, la vengeance et la jalousie. Ces éléments conduisent parfois à des crimes violents qui ont de graves conséquences. De tous les crimes, les meurtres et les infanticides sont peu nombreux, mais retiennent davantage l'attention de l'opinion publique. Nous ne venons de faire qu'un bref survol de ces crimes particuliers qui feront l'objet d'une analyse approfondie dans le troisième chapitre.

---

<sup>83</sup> En excluant toujours Mme L.



### ***Chapitre 3 La clémence ou la condamnation? Les meurtres et les infanticides dans la presse régionale***

Au tournant du siècle dernier, les crimes graves attirent généralement l'attention et tiennent une grande place dans les journaux. Le sensationnalisme caractérise bon nombre d'articles où les détails sordides ne manquent pas. Ce troisième chapitre est consacré à l'analyse des articles portant sur les meurtres et les infanticides perpétrés par les femmes dans le district judiciaire de Saint-François.

Les journaux utilisés pour cette étude sont les suivants : *The Stanstead Journal* (1845-date incertaine), *Le Pionnier* (1866-1902), *Le Progrès* (1874-1878), *Le Progrès de l'Est* (1883-1920), *L'Étoile de l'Est* (vers 1887 à 1897), *The Sherbrooke Daily Record* (1897-1910) et *La Tribune* (depuis 1910)<sup>1</sup>. Ils ont été choisis de façon à couvrir tout le district judiciaire de Saint-François et la période étudiée. Nous avons repéré les articles pertinents en dépouillant l'index nominatif des causes criminelles des journaux, à la Société d'histoire de Sherbrooke, ainsi qu'en parcourant les journaux pour les dates des procès et des arrestations pour meurtre et infanticide que nous avons relevées dans les archives judiciaires.

#### **3.1 La présentation des causes**

Les meurtres ou tentatives de meurtre que nous avons trouvés dans les journaux sont au nombre de huit. Parmi ceux-ci, nous excluons deux cas où les femmes ont été

---

<sup>1</sup> Les années de parution sont tirées de A. Beaulieu et J. Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1987, tomes 2, 3, 4 et 6.

disculpées rapidement des accusations de meurtre portées contre elles et pour lesquels les articles ne sont pas très détaillés.

Décrivons brièvement chacune des affaires qui sont analysés dans les pages qui suivent. La première prévenue est Emma J. Rogers Coats<sup>2</sup>, une jeune femme de 24 ans, qui est accusée d'avoir empoisonné son époux en 1883. Les analyses faites sur l'estomac de ce dernier ont décelé la présence de strychnine<sup>3</sup>. Le couple habite à Bulwer, n'a pas d'enfant et vit du négoce du mari à la gare de Bulwer. Emma est très active dans l'entreprise. Les époux appartiennent à deux familles aisées et très bien placées dans la région. En 1884, Melissa Lothrop Ward de Capelton doit quant à elle subir deux procès pour meurtre. Deux hommes de l'entourage de cette femme de 45 ans sont décédés. L'un d'eux, pensionnaire chez elle, est mort empoisonné au vert de Paris (arsenic), l'autre est son mari, mort dans des circonstances troubles. Melissa est accusée de l'avoir empoisonné lui aussi.

Une autre femme, Joséphine Bégin, 26 ans, de Sherbrooke, entre le 5 décembre 1894, dans le magasin de Joseph Hébert, revolver en main et tire sur lui. Hébert est son amant. Il meurt de ses blessures le même jour. Au début d'octobre 1906, Nita Dorais Sharpe rend visite à son oncle à Birchton. Un soir, elle tire avec une carabine en direction de jeunes hommes. Ces derniers passent et repassent en voiture devant la maison, tout en faisant du vacarme et en chantant des parodies injuriantes pour les cousines de Dorais. Celle-ci veut leur faire peur. Une balle atteint l'un d'eux qui succombe à ses blessures dix jours plus tard. Enfin, une autre femme, Mathilda

---

<sup>2</sup> Comme il s'agit d'articles de journaux qui sont accessibles à tous, nous avons gardé dans cette étude les noms réels des personnes en cause.

<sup>3</sup> Un composé très toxique fait à base de végétaux.

Ducharme Boisvert, est accusée d'homicide involontaire sur son mari à Sherbrooke, en février 1914. Son époux est décédé d'un empoisonnement du sang causé par une blessure infectée. Plusieurs témoins disent avoir vu Mathilda le frapper avec un bâton de métal et soutiennent que ce geste a causé cette blessure.

Tableau 3.1

**Renseignements généraux sur les femmes accusées de meurtre dans le district  
judiciaire de Saint-François, 1874-1928**

<u>Nom</u>	<u>État civil</u>	<u>Occupation/ Logement</u>	<u>Motifs/Circonstances</u>
Emma J. Rogers Coats 1883	Mariée	Travaille avec son mari à la gare de Bulwer/Ils ont une maison	Mariage malheureux, elle aurait un amant
Melissa Lothrop Ward 1884	Mariée/ Veuve	Tient une maison de pension/Vit dans sa maison	Les motifs du crime et ses circonstances ne sont pas précisées
Joséphine Bégin 1894	Célibataire	Travaille à la Paton/Vit avec son père	Pour la 2 <sup>e</sup> fois elle est enceinte de cet homme. Il ne veut pas tenir sa promesse de l'épouser
Rebecca Roy Lapierre 1897	Mariée	Tient sa maison	Les motifs du crime et ses circonstances ne sont pas précisées
Nita Dorais Sharpe 1907	Mariée	Inconnu	Elle voulait les effrayer
Mathilda Ducharme Boisvert 1914	Mariée	Travaille dans une manufacture/Vit avec des colocataires dans un appartement	Peut-être parce qu'il boit et qu'elle doit le faire vivre

**Sources :** Journal *Le Progrès de l'Est*, 8 septembre 1883, 13 octobre 1883, 7 octobre 1884, 6 mars 1885, 12 mars 1895, *L'Étoile de l'Est*, 7 décembre 1894, *Sherbrooke Daily Record*, 28-29-30 avril 1897, 11-12 octobre 1897, 16-17-18 octobre 1907, *La Tribune*, 7 octobre 1914.



Un cas est particulier, celui des Lapierre, accusés conjointement de tentative de meurtre. Ce cas fait le pont, en quelque sorte, entre les meurtres et les infanticides. En fait, c'est l'histoire d'une « Aurore » avant le temps. Le couple Lapierre habite St-George-de-Windsor en 1897. Le père de la petite victime, âgée d'une dizaine d'années, s'étant remarié, fait revenir sa fille, qui habite chez sa grand-mère depuis la mort de sa mère. La petite fait des tâches trop difficiles pour elle. Elle doit aller chercher de l'eau et du bois en plein hiver sans porter de bottes, sur ordre de sa belle-mère. La petite est aussi sous-alimentée. Elle dort à même le sol dans un grenier glacé et se fait maltraiter par un des fils de sa belle-mère (brûler et tirer la langue, se faire mettre des pois dans les narines) avec le consentement et parfois les encouragements de cette dernière. Au bout d'un certain temps, des voisins et le curé interviennent et préviennent le décès de la petite.

Nous avons par ailleurs retrouvé neuf cas d'infanticide dans les journaux. Notre définition de l'infanticide est la suivante. Il s'agit d'une femme qui cause la mort de son enfant, particulièrement un nouveau-né, par l'exposition, l'étranglement, la privation de nourriture, l'étouffement, l'empoisonnement ou avec l'usage d'une arme<sup>4</sup>. Parmi ces neuf cas, nous en éliminons un, qui c'est produit en 1912. Il s'agit de la découverte d'un bébé mort. L'affaire est relatée dans un article de journal. Aucun procès, aucune arrestation ne fait cependant suite à cette affaire. Il nous reste donc huit cas d'infanticide.

---

<sup>4</sup> W. L. Langer, « Infanticide : A Historical Survey », *History of Childhood Quarterly*, vol. 1, no 3, 1974, p. 353.

L'infanticide n'a pas toujours été un crime. C'est un des plus vieux moyens de contrôle des naissances<sup>5</sup>. L'infanticide a été pratiqué autant en Asie qu'en Grèce antique (pour des raisons eugéniques), ainsi que chez les Inuits (pour des raisons de survie). Chez certains peuples, des lois régissent même les infanticides<sup>6</sup>. Avec l'essor du christianisme, l'infanticide devient un crime. La Bible ne prône pas de limiter la population, mais au contraire elle affirme : « multipliez-vous »<sup>7</sup>. Le christianisme condamne d'autant plus l'infanticide, que les enfants morts sans avoir reçu le baptême ne peuvent connaître la plénitude des cieux<sup>8</sup>. Malgré tout, les infanticides continuent, œuvres de jeunes femmes seules ou de couples mariés qui couchent leur enfant dans leur lit et l'écrasent durant leur sommeil<sup>9</sup>. Flandrin affirme qu'en France, encore au XVII<sup>e</sup> siècle, l'infanticide est le principal moyen de contrôle des naissances<sup>10</sup>. Kellett, pour sa part, avance que les autorités ont cherché davantage à punir les relations sexuelles hors mariage et l'illégitimité des nouveau-nés que le crime en soit :

Moreover, societal and ecclesiastic attitudes together with the type of punishment meted out for infanticide had more to do with the act of extramarital fornication and the stigma of illegitimacy, than with the crime itself. This strong association between infanticide and illegitimacy has been present throughout history<sup>11</sup>.

---

<sup>5</sup> C. Backhouse, « Desperate Women and Compassionate Courts : Infanticide in Nineteenth-Century Canada », *University of Toronto Law Journal*, vol. 34, 1984, p. 447.

<sup>6</sup> R. J. Kellett, « Infanticide and Child Destruction-the Historical, Legal and Pathological Aspects », *Forensic Science International*, vol. 53, no 1, février 1992, p. 2.

<sup>7</sup> W. L. Langer, « Infanticide : A Historical... », p. 355.

<sup>8</sup> M.-A. Cliche, « L'infanticide dans la région de Québec (1660-1969) », *RHAF*, vol. 44, no 1, été 1990, p. 32.

<sup>9</sup> W. L. Langer, « Infanticide : A Historical... », p. 356.

<sup>10</sup> C. Backhouse, « Desperate Women... », p. 447.

<sup>11</sup> R. J. Kellett, « Infanticide and Child Destruction... », p. 2.



Tableau 3.2

**Lois visant à contrer l'infanticide, selon les époques et les lieux**

<u>Époques/Années</u>	<u>Lieu</u>	<u>Lois</u>
Sous Constantin (306-337)	Europe	Infanticide devient un acte criminel
Fin du IV <sup>e</sup> siècle	Europe	Infanticide punissable de mort
XV <sup>e</sup> siècle	France	Déclaration de grossesse
XVIII-XIX <sup>e</sup> siècles	Angleterre et colonies	Interdit de dissimuler une grossesse (article 272 du Code criminel canadien)
1812	Bas-Canada	Accusation de « Concealment » : cacher la naissance, peine 2 ans d'emprisonnement
Début XX <sup>e</sup> siècle	Provinces canadiennes	Enregistrement des naissances obligatoire

Sources : W. L. Langer, « Infanticide : A Historical Survey », *History of Childhood Quarterly*, vol. 1, no 3, 1974, p. 355. A. Lévesque, *La norme et les déviantes : des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerre*, Montréal, éd. du Remue-ménage, coll. « De mémoire de femmes », 1989, p. 114-115. M.-A. Cliche, « L'infanticide dans la région de Québec (1660-1969) », *RHAF*, vol. 44, no 1, été 1990, p. 48.

Dans le district judiciaire de Saint-François, le premier cas recensé concerne Ann Scott de Richmond qui est accusée d'infanticide, en 1875 : on a retrouvé son enfant dans la rivière. La jeune femme âgée d'environ 18 ans a avoué son crime après la découverte du petit. En juillet 1879, Jane Raney, arrivée récemment de l'Irlande du Nord, a un enfant, qui est retrouvé mort le lendemain dans le grenier de l'hôtel Magog, à Sherbrooke, où elle travaille. Le cas suivant se produit à Weedon, en 1891. Une jeune fille dont le nom n'est pas précisé est accusée d'infanticide, mais le verdict n'est pas mentionné dans les journaux. On sait que les preuves de circonstances sont assez fortes contre elle et qu'elle est de passage à Weedon, en provenance des États-Unis. En 1894, deux femmes comparaissent pour infanticide. Il s'agit de Zélia Tremblay, qui est



Tableau 3.3

**Renseignements généraux sur les femmes accusées d'infanticide dans le district  
judiciaire de Saint-François, 1874-1928**

<u>Nom</u>	<u>État civil</u>	<u>Père connu</u>	<u>Occupation/ Logement</u>	<u>Motifs/Circonstances</u>
Ann Scott 1875	Célibataire	Travaille sur le chemin de fer	Couturière/Vit chez ses parents	Pas précisé/Honte, désespoir, abandonnée par le père
Jane Raney 1879	Inconnu	Non	Travaille et loge à l'hôtel Magog	Pas précisé
Weedon 1891	Semble célibataire	Non	Pas précisé	Pas précisé
Marie l'Étoile 1894	Inconnu	Non	Pas précisé	Pas précisé
Zélia Tremblay 1894	Inconnu	Non	Pas précisé	Pas précisé
May Doherty 1910	Célibataire	Non	Serveuse depuis 14 jours au « Lennoxville Hotel », où elle habite	Elle voulait cacher sa faute, victime du remord et de la honte
Charlotte Long 1922	Célibataire	Un voisin	Pas de travail précisé, vit chez ses parents	Grossesse connue, le père ne voulait pas de l'enfant, sa mère lui disait de s'en débarasser
Evelyn Goodwin 1928	Mariée	Ne semble pas être son mari	Pas de travail précisé, vit chez ses parents adoptifs	Grossesse connue, les circonstances ne sont pas précisées

**Sources :** Journal *Le Progrès*, 27 mars 1875, *Le Pionnier*, 15 juillet 1879, 26 juin 1891, *Le Progrès de l'Est*, 12 juin 1891, 2 octobre 1894, *Sherbrooke Daily Record*, 3 octobre 1910, 8 juillet 1922, *La Tribune*, 4 octobre 1910, 22 novembre 1923, 23 mars 1928, 4 avril 1928.

acquittée, et de Marie L'Étoile, qui est rapidement libérée. Pour Zélia, cependant, l'acquittement à l'accusation d'infanticide ne signe pas la fin des procédures judiciaires. Elle doit en effet revenir devant les tribunaux, en 1895, pour une accusation de négligence à se procurer les soins d'un médecin lors de la naissance de son enfant.

Un autre cas est celui de May Doherty, âgée d'environ 18 ans et accusée d'infanticide en 1910. Un nouveau-né mort par strangulation est retrouvé dans sa valise dans la chambre qu'elle occupe au « Lennoxville Hotel » où elle sert aux tables. La veille de la macabre découverte, elle passe une bonne partie de la journée enfermée dans sa chambre disant qu'elle est malade. Autre cause : celle mettant en accusation en 1922-23 pour infanticide, Charlotte Long. Sa mère est accusée de complicité. Plusieurs personnes de l'entourage, ainsi qu'un médecin et une infirmière savent que Charlotte a accouché. L'enfant de quelques jours est retrouvé dans un lit entre le matelas et la paille. Il semble avoir été écrasé. Le dernier cas, enfin, est celui d'Evelyn Goodwin, 20 ans, de Barnston. En 1928, elle est accusée du meurtre de son enfant. Elle habite avec ses parents adoptifs et elle est mariée. Après l'accouchement, elle cache le bébé dans une valise pour ne pas que ses parents l'entendent. Quelques semaines plus tard, voulant s'en débarrasser, elle le dépose dans une voiture à Coaticook. En somme, les affaires de meurtre et d'infanticide dont nous avons retrouvé trace dans les journaux couvrent une période assez large, les années 1874 à 1928, et interviennent dans des circonstances assez diverses. Voyons maintenant quels ont été les verdicts lors des procès.

### 3.1.1 Le verdict et la sentence

Parmi les six affaires de meurtre ou de tentatives de meurtre, seulement une femme, Rebecca Roy Lapierre, est condamnée (tableau 3.4) peut-être parce que la victime est une enfant sans défense, qui a subi des mauvais traitements sur une longue période. Pour les infanticides (tableau 3.5), le taux de condamnation est plus élevé. Quatre jeunes femmes sur huit sont déclarées coupables, non pas d'infanticide, mais d'avoir caché la naissance de leur enfant ou de négligence. Comme ces accusations sont moins importantes que celle d'infanticide, les sentences sont moindres.

Tableau 3.4

**Les accusations et les verdicts des femmes accusées de meurtre dans le district  
judiciaire de Saint-François, 1874-1928**

<u>Nom</u>	<u>Accusation</u>	<u>Âge</u>	<u>Verdict</u>	<u>Prison</u>
Emma J. Rogers Coats	Meurtre	Env. 25 ans	Non coupable	_____
Melissa Lothrop Ward	Deux meurtres	45 ans	Non coupable	_____
Joséphine Bégin	Meurtre	27 ans	Non coupable	_____
Rebecca Roy Lapierre	Tentative de meurtre Négligence criminelle	Inconnu	Coupable recommandation de clémence	5 ans à St- Vincent-de- Paul
Nita Dorais Sharpe	Tentative de meurtre	Env. 25 ans	Non coupable	_____
Mathilda Ducharme Boisvert	Négligence criminelle (Manslaughter)	Inconnu	Non coupable	_____

**Sources :** Journal *The Stanstead Journal*, 18 octobre 1883, *Le Progrès de l'Est*, 20 octobre 1883, 7 octobre 1884, 6 mars 1885, 15 mars 1895, 18 octobre 1907, *Le Pionnier*, 15 mars 1895, *L'Étoile de l'Est*, 15 mars 1895, *Sherbrooke Daily Record*, 20 et 23 octobre 1897, *Sherbrooke Daily Record*, 18 octobre 1907, *La Tribune*, 8 octobre 1914.



Les magistrats de la région semblent être assez cléments. Les peines les plus longues données par le tribunal du district judiciaire de Saint-François sont d'un an, alors que dans le code de loi, la peine d'emprisonnement pour avoir caché une naissance est de deux ans<sup>12</sup>. Enfin, Mme J. Long, mère de Charlotte Long, est trouvée coupable de complicité après le fait, bien que sa fille soit acquittée.

Tableau 3.5

**Les accusations et les verdicts des femmes accusées d'infanticide dans le district  
judiciaire de Saint-François, 1874-1928**

<u>Nom</u>	<u>Accusation</u>	<u>Âge</u>	<u>Verdict</u>	<u>Prison</u>
Ann Scott	Cacher la naissance	Env. 18 ans	Coupable	10 mois
Jane Raney	Infanticide	Inconnu	Inconnu	_____
Weedon	Négligence coupable	Jeune fille	Coupable	1 an
Marie L'Étoile	Infanticide	Inconnu	Disculpée	_____
Zélia Tremblay	Infanticide et Négligence	Inconnu	Disculpée et non coupable	_____
May Doherty	Cacher la naissance	Env. 18-20 ans	Coupable	6 mois
Charlotte Long	Infanticide	Inconnu	Non coupable	_____
Mme J. Long	Infanticide	Inconnu	Coupable de complicité	Peine inconnue
Evelyn Goodwin	Causer la mort	20 ans ou plus	Coupable	1 an

Sources : Journal *Le Pionnier*, 8 octobre 1875, 11 octobre 1895, *The Stanstead Journal*, 14 octobre 1875, 11 octobre 1894, *Le Progrès de l'Est*, 12 juin 1891, 5 octobre 1894, 21 octobre 1910, *Sherbrooke Daily Record*, 21 octobre 1910, 23-24 novembre 1923, *La Tribune*, 23 novembre 1923, 10 décembre 1928.

<sup>12</sup> C. Backhouse, « Desperate Women... », p. 453, et C. Backhouse, *Petticoats and Prejudice : Women and Law in Nineteenth-Century Canada*, Toronto, Published for Osgoode Society by Women's Press, 1991, p. 133.

La justice semble être plutôt clémentine à l'égard des femmes qui comparaissent devant elle. Seul le cas du couple Lapierre est jugé avec plus de sévérité. Les deux époux se voient infliger une peine de 5 ans d'emprisonnement à la prison St-Vincent-de-Paul, située à Montréal. Cette clémence relative des jurés et des juges est-elle partagée par la presse? Comment l'opinion publique et, en premier lieu, les journaux jugent-ils les femmes criminelles?

### 3.1.2 L'assistance aux procès

Les procès qui sortent de l'ordinaire comme ceux-là attirent une foule considérable de curieux. Ils sont l'occasion d'un divertissement particulier et exercent une fascination dans la population. C'est l'occasion de découvrir la vie et les crimes de ses concitoyens. Dans les résumés des journaux, nous pouvons comprendre que plusieurs spectateurs sont présents dans les salles d'audience<sup>13</sup>. Dans le cas du couple Lapierre, la foule est si nombreuse à assister à ce procès que la cour doit être suspendue au début des procédures<sup>14</sup>. Peter Gossage a bien décrit la curiosité du public face à ce genre de crimes :

There is a well-known reaction to ghastly, wilful violence which combines moral outrage with a certain degree of morbid curiosity. Think of Jack the Ripper, the Boston Strangler, Son of Sam, and all the other criminals whose grisly deeds at various times have excited popular fear and fascination. [...] Furthermore, stories of violent crimes committed by women seem to be particularly fascinating<sup>15</sup>.

<sup>13</sup> Affaire Doherty, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 3 octobre 1910, p. 1, et 21 octobre 1910, p. 1. Et affaire Long, journal *La Tribune*, 22 novembre 1923, p. 1.

<sup>14</sup> Affaire Lapierre, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 28 avril 1897.

<sup>15</sup> P. Gossage, « *La marâtre* : Marie-Anne Houde and the Myth of the Wicked Stepmother in Québec », *CHR*, vol. 76, no 4, décembre 1995, p. 584.

Par contre, avant que les crimes ne soient commis, le public intervient très peu. En fait, le public a joué un rôle seulement dans le cas de la petite Lapierre (les voisins et le curé sont intervenus à temps). Généralement, les gens ne semblent pas se préoccuper des affaires des autres, mais lorsqu'ils peuvent apprendre des détails sur leur vie dans les procès, ils se précipitent pour tout connaître. Le public se tient au courant de ces causes en assistant aux procès, mais surtout en lisant les journaux. La presse estrienne présente-elle ces cas d'une façon particulière? Tente-elle de former l'opinion de ses lecteurs, ou ne prétend-elle qu'à informer?

### 3.2 Le traitement de l'information dans les journaux

L'utilisation des journaux est primordiale dans une démarche visant à préciser les représentations de tel ou tel événement ou fait social. Ils sont la principale source pour connaître la vision que les concitoyens ont des femmes criminelles. En fait, la façon dont ces publications rapportent les faits ou traitent d'une cause est le premier indice de la perception que la population, les jurés, les juges et surtout, les journalistes, ont de ces crimes.

#### 3.2.1 Le ton des articles

Les articles qui portent sur des meurtres et des infanticides sont généralement classés sous trois catégories, selon les différents journaux. Ils sont d'abord placés dans la catégorie des affaires judiciaires sous des rubriques telles que « Cour d'Assises<sup>16</sup> »,

---

<sup>16</sup> Journal *Le Pionnier* (1866-1902) et journal *Le Progrès* (1874-1878).



« Assises criminelles<sup>17</sup> », « Court of Queen's Bench<sup>18</sup> », « Court of King's Bench<sup>19</sup> » et « Cour du banc du roi<sup>20</sup> ». On les retrouve également dans « Notes locales<sup>21</sup> », « À travers la ville<sup>22</sup> » et « Nouvelles locales<sup>23</sup> ». Enfin, la dernière catégorie, mais aussi la plus riche en contenu, comprend les cas qui sont en manchettes, qui font les grands titres et les premières pages.

L'objectivité et/ou la subjectivité des articles va souvent de pair avec la catégorie. Habituellement, les causes qui font les manchettes font l'objet de textes plus longs, donc plus détaillés et subjectifs. Ceux qui apparaissent dans les nouvelles locales ou dans les affaires judiciaires sont plus courts et ne donnent bien souvent que les faits principaux. De même, les cas pour lesquels nous avons le plus de renseignements sont ceux qui paraissent en première page. Il est certain qu'au départ, tous les articles sont subjectifs, parce que le journaliste a fait un choix. Ici, nous utilisons les écrits qui montrent une implication marquée de l'auteur, que ce soit par des jugements de valeur ou des commentaires donnés par les acteurs.

Par exemple, dans les manchettes comme dans les textes plus élaborés, il n'est pas rare de croiser des paroles telles que « pauvre malheureuse<sup>24</sup> », « unfortunate girl<sup>25</sup> », et « malheureuse jeune fille<sup>26</sup> ». Il est certain que des qualificatifs moralisateurs

---

<sup>17</sup> Journal *Le Progrès de l'Est* (1883-1920).

<sup>18</sup> Journal *The Stanstead Journal* (1845-date incertaine).

<sup>19</sup> Journal *The Sherbrooke Daily Record* (1897-1910).

<sup>20</sup> Journal *Le Progrès de L'Est* (1883-1920).

<sup>21</sup> Journal *Le Progrès de L'Est* (1883-1920).

<sup>22</sup> Journal *Le Pionnier* (1866-1902).

<sup>23</sup> Journal *Le Pionnier* (1866-1902).

<sup>24</sup> Journal *Le Pionnier*, 26 juin 1891, p. 3.

<sup>25</sup> Journal *The Sherbrooke Daily Record*, 3 octobre 1910, p. 1.

<sup>26</sup> Journal *Le Progrès*, 27 mars 1875, p. 3, et journal *La Tribune*, 4 octobre 1910, p. 1.

comme ceux-là tendent à provoquer un sentiment de compassion chez le lecteur et qu'ils montrent déjà l'opinion du journaliste à l'égard de la prévenue.

Pour les six cas de meurtre<sup>27</sup>, nous avons relevé soixante articles, dont quatorze uniquement pour l'affaire de Mathilda Ducharme Boisvert, une des plus médiatisée avec celle du couple Lapierre. Tous les meurtres ont été couverts par des textes longs, donc détaillés. Pour les huit infanticides, nous avons quarante-trois articles, dont quatorze pour May Doherty. Presque tous ces cas nous ont permis de bien saisir les événements et les procès. Dans les infanticides, deux affaires nous apportent peu de détails, seulement les faits. Il s'agit des cas de Zélia Tremblay et de Marie L'Étoile. Il faut dire que tout ce qui les concerne se retrouve dans la rubrique « Assises criminelles », qui ne donne qu'un bref résumé des affaires qui ont été jugées. La longueur est un élément qui va habituellement de pair avec la subjectivité d'un article. Mais il arrive que des textes assez courts contiennent plusieurs éléments subjectifs ou des opinions sur les jugements.

### 3.2.2 Les titres

Le titre est un élément très subjectif. Il est souvent sensationnaliste et vise à attirer l'attention du lecteur. On retrouve des titres significatifs principalement dans les articles qui paraissent en première page et qui sont assez longs. Au sujet des journaux, il faut mentionner qu'à cette époque nous sommes dans une période de changements. Les journaux se transforment et passent de la feuille d'opinion de quatre pages, destinée davantage aux élites à des publications plus volumineuses de nouvelles et de faits divers

---

<sup>27</sup> En incluant l'histoire de la petite Lapierre, dont les parents ont été accusés de tentative de meurtre.

avec l'apparition de gros titres et d'illustrations, visant le grand public<sup>28</sup>. Ce nouveau style journalistique fait en sorte de mettre au premier plan des événements qui défient la norme et s'en écarte : « vol, meurtre, accident mortel, incendie désastreux [...] »<sup>29</sup>. C'est ce qui explique qu'au début de notre période nous avons moins d'articles détaillés sur des cas d'infanticide et de meurtre que vers le tournant du siècle dernier.

Parmi les soixante articles qui portent sur des meurtres, vingt-neuf ont des titres sensationnalistes, qui visent à capter l'intérêt des lecteurs. Les exemples suivants donnent une idée des titres coiffant les articles : « Le drame de Sherbrooke<sup>30</sup> », « Accused of Attempted Murder<sup>31</sup> », « The Birchton Shooting Case<sup>32</sup> » et « 'Tu vas mourir' aurait dit la femme Ducharme a [sic] son mari Noe Boisvert<sup>33</sup> ». Vingt-deux articles traitant d'infanticide ont quant à eux des titres. Ici encore, les journalistes désirent susciter l'intérêt du public pour ces causes particulières avec des titres tels que : « The Lennoxville Infanticide Case<sup>34</sup> » et « Une jeune femme de Barnston est accusée du meurtre de son enfant<sup>35</sup> ». Dans son étude sur le suicide dans le district judiciaire de Saint-François, André Lachance explique que les journaux « n'insistent sur l'affaire que si elle revêt un caractère rare ou spectaculaire. Alors, ils décrivent l'acte malheureux,

---

<sup>28</sup> J. de Bonville, *La presse québécoise de 1884 à 1914. Genèse d'un média de masse*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1988, p. 185, 220 à 227.

<sup>29</sup> J. de Bonville, *La presse québécoise...*, p. 227.

<sup>30</sup> Affaire Bégin, journal *L'Étoile de l'Est*, 15 mars 1895, p. 3.

<sup>31</sup> Affaire Lapierre, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 28 avril 1897, p. 3.

<sup>32</sup> Affaire Dorais Sharpe, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 16 octobre 1907, p. 1.

<sup>33</sup> Affaire Ducharme Boisvert, journal *La Tribune*, 2 mars 1914, p. 1.

<sup>34</sup> Affaire Doherty, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 4 octobre 1910, p. 1.

<sup>35</sup> Affaire Goodwin, journal *La Tribune*, 23 mars 1928, p. 1.



souvent en première page et avec moult détails, la plupart du temps<sup>36</sup> ». Le traitement des meurtres et des infanticides est exactement le même.

Ce traitement fait par les journaux est non seulement sensationnaliste, il est aussi moralisateur. *Le Progrès* qualifie le meurtre commis par Nita Dorais Sharpe de « drame déplorable<sup>37</sup> ». Au sujet d'un autre cas, celui de Rogers Coats, le journaliste écrit : « [t]out de même, cette affaire devra servir de leçon à beaucoup de monde<sup>38</sup> ». La moitié des procès, toutes causes confondues, ont des gros titres et sont subjectifs, dans le sens où le journaliste donne son opinion.

### 3.2.3 La description des crimes

De quelle manière cette presse sensationnaliste, à l'occasion moralisatrice, présente-elle les crimes? Comment la criminalité féminine y est-elle décrite? Généralement, les journaux présentent les faits avec le plus de détails possibles. Ils décrivent par exemple avec minutie l'état des corps des victimes ou des autopsies. Dans certains cas, le rapport d'autopsie du médecin est presque repris mot pour mot<sup>39</sup>. Les textes précisent les circonstances dans lesquelles les victimes de meurtre ou les enfants ont été retrouvés. Ils donnent les indices qui laissent supposer une mort non naturelle et rapportent les événements qui ont mené aux arrestations des accusées.

---

<sup>36</sup> A. Lachance, « Le suicide dans le district judiciaire de Saint-François, 1901-1950 », *RECE*, no 10, printemps 1997, p. 48.

<sup>37</sup> Affaire Dorais Sharpe, journal *Le Progrès de l'Est*, 18 octobre 1907, p. 2.

<sup>38</sup> Affaire Rogers Coats, journal *Le Progrès de l'Est*, 20 octobre 1883, p. 4.

<sup>39</sup> Nous avons fait des comparaisons avec les rapports médicaux des dossiers du coroner. Les informations sont presque identiques.

Lisons le témoignage du Dr. Ledoux qui a pratiqué l'autopsie de Noe Boisvert :

L'autopsie de la tête a été faite le 15 février, non à la demande du coroner, mais seulement dans le but de trouver la cause de la mort. [...] Nous avons constaté à l'examen externe une large ecchymose couvrant toute la région temporale droite et d'autres ecchymoses plus petites sur le front, aussi qu'une légère écorchure à la peau dans la région frontale à une distance d'environ 1-2 pcs de celle déjà mentionnée. À l'incision de la grande ecchymose, un liquide saigneux et purulent en quantité considérable s'est échappé. Toute la surface de la région temporale et occipitale du même côté; toutes les couches recouvrant cette surface : peau et tissus adipeux étaient décollés jusqu'au périost [membrane de tissus qui entoure les os]. Il n'y avait pas fracture du crâne et, à l'ouverture de la boîte crânienne nous avons constaté qu'à part le cerveau qui était légèrement congestionné, le reste du contenu de la boîte crânienne était sain<sup>40</sup>.

Le Dr. Colquhoun, lui, raconte comment il a trouvé le bébé de Charlotte Long :

« Le cadavre fut trouvé couché sur le côté droit, presque au bord du lit et une forte pression a dû être dirigée sur lui parce que l'oreille droite était repliée sur elle-même et presque collée au crâne. » Puis, à l'autopsie, il a constaté que « [...] le cerveau et les poumons du cadavre étaient intensément congestionnés et donnaient tous les signes de l'asphyxie<sup>41</sup> ».

Le curé de St-Georges-de-Windsor a, quant à lui, qualifié la petite Céline Lapierre de « A living skeleton<sup>42</sup>! » La femme qui recueille Céline chez elle, suite à la découverte des mauvais traitements et du manque de soins dont elle est victime, la trouve si maigre et malade qu'elle croit que Céline va mourir<sup>43</sup>.

Parfois, les journalistes insistent sur le fait qu'il n'y a pas d'intention de tuer. En effet, ils ont tendance à vouloir amoindrir les crimes commis par les femmes. Les

---

<sup>40</sup> Affaire Ducharme Boisvert, journal *La Tribune*, 2 mars 1914, p. 1.

<sup>41</sup> Affaire Long, journal *La Tribune*, 22 novembre 1923, p. 3.

<sup>42</sup> Affaire Lapierre, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 20 octobre 1897, p. 2.

<sup>43</sup> Affaire Lapierre, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 13 octobre 1897, p. 2.



articles laissent en effet entendre que les femmes accusées n'ont pas perpétré volontairement le crime. Certains donnent à penser que le geste a été posé de manière inconsciente. D'autres suggèrent qu'il a été provoqué par une série d'événements malheureux. Cette dernière interprétation est notamment perceptible dans les articles traitant d'infanticide. En fait aucun des articles n'affirme que l'accusée a posé ce geste d'une façon lucide<sup>44</sup>. Comme l'explique Peter Gossage dans son article sur Marie-Anne Houde, la société trouve anormal qu'une femme ait un rôle actif dans les mauvais traitements ou la mort d'un enfant. Parce que c'est : « an inversion of the “ natural ” order of things, an order in which mothers were sources of comfort and security for children, the trustees of their health and safety, not their executioners<sup>45</sup> ». Pour les meurtres, c'est un peu différent, on cherche moins d'explications.

Les journalistes font des commentaires et donnent leurs opinions sur les accusées, les victimes, les témoignages et même sur le verdict et les plaidoiries des avocats. Aussi, ils rapportent rarement des témoignages de dégoût ou d'effroi de la part des témoins qui ont découvert la victime ou le petit cadavre. En fait, un seul article mentionne que ceux qui ont trouvé le bébé ont été choqués par leur découverte<sup>46</sup>. Il faut dire que la réaction des gens face à la découverte d'un bambin décédé a put être différente, il y a un siècle. Dans un contexte où la mortalité infantile se retrouve dans plusieurs familles, côtoyer ce genre de phénomène est loin d'être exceptionnel<sup>47</sup>. Mais

---

<sup>44</sup> Pour les quatre articles où nous retrouvons des renseignements à ce propos. Dans les quatre autres cas, les articles ne sont pas détaillés et les journaux ne parlent pas des intentions.

<sup>45</sup> P. Gossage, « *La marâtre...* », p. 594.

<sup>46</sup> Affaire Doherty, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 3 octobre 1910, p. 1.

<sup>47</sup> J.-P. Kesteman *et al.*, *Histoire des Cantons de l'Est*, Québec, IQRC, coll. Les régions du Québec, 1998, p. 262. Et C. Backhouse, « Involuntary Motherhood : Abortion, Birth Control and the Law in Nineteenth-



selon la couverture médiatique suscitée par ces causes, on considère ces gestes (meurtres et infanticides) comme étant inadmissibles, ou du moins incompréhensibles. Parfois les journalistes décrivent les réactions de la population pour le crime d'infanticide. Dans l'affaire d'Ann Scott, l'un d'eux précise que « [l]a population de Richmond, P.Q., est en émoi[...] »<sup>48</sup>. Pour celle de May Doherty, le journal affirme : « [c]omme on peut se l'imaginer cette affaire a causé beaucoup d'émoi dans tout le village [Lennoxville] et même en ville [Sherbrooke] »<sup>49</sup>. Toujours dans cette cause, un journaliste anglophone affirme que ce crime est un des pires à avoir été commis dans le district.

Pour la cause de Charlotte Long et sa mère, en 1922-23, *La Tribune* dit que ce sont les deux procès les plus importants de cette session de la cour et qu'ils seront suivis avec grand intérêt<sup>50</sup>. Finalement, dans le meurtre perpétré par Emma J. Rogers Coats, le journal précise que : « [a] similar charge of murder, that of a husband by a wife, had not been laid in this District during the 25 years [...] »<sup>51</sup>. Cet énoncé montre le caractère exceptionnel de ce genre de crime, qui pourtant, par la suite, va se reproduire à quelques occasions. Quatre femmes sont accusées d'assassinat sur leurs époux ou amants en l'espace de trente-et-un ans. Les cas de mauvais traitements pouvant mener à la mort semblent encore plus rares. L'histoire de la petite Lapierre le démontre bien. Le *Sherbrooke Daily Record* qualifie les événements d'inhumains : « Inhuman acts of a father and step-mother »<sup>52</sup>.

---

Century Canada », *Windsor Yearbook of Access to Justice*, III, 1983, p. 109. Dans cet article, l'auteure mentionne qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, la mort d'un enfant était un événement considéré comme peu important.

<sup>48</sup> Affaire Scott, journal *Le Progrès*, 27 mars 1875, p. 3.

<sup>49</sup> Affaire Doherty, journal *La Tribune*, 4 octobre 1910, p. 1.

<sup>50</sup> Affaire Long, journal *La Tribune*, 21 novembre 1923, p. 3.

<sup>51</sup> Affaire Rogers Coats, journal *The Stanstead Journal*, 11 octobre 1883, p. 2.

<sup>52</sup> Affaire Lapierre, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 28 avril 1897.

En terminant, pour l'infanticide de Weedon, *Le Pionnier* écrit : « [c]omme la preuve paraît faible, et dans l'espérance que l'affaire n'aura pas de suite, nous omettons les détails<sup>53</sup> ». Le journaliste donne franchement son opinion et il semble qu'il souhaite que la cause ne se continue pas pour éviter les conséquences sur la jeune fille.

En somme, les journalistes des Cantons de l'Est traitent des crimes d'infanticide et de meurtre de façon à éveiller la curiosité du lecteur et de susciter de l'intérêt pour ces histoires où il se dégage une « sensation morbide ». Mais qu'en est-il des accusées? La presse dépeint-elle ces femmes accusées de crimes aussi graves, d'une manière particulière? Les journaux en font-ils des harpies, des hystériques, des folles, des déchaînées, comme l'a remarqué Shapiro pour la France du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>54</sup>?

### 3.3 La présentation des femmes accusées de meurtre, d'infanticide et de mauvais traitements

En plus de présenter les faits, les journaux parlent beaucoup des acteurs reliés aux crimes. Les femmes, leurs conditions, leurs comportements et parfois les circonstances qui les mènent au crime y sont décrits en détails.

#### 3.3.1 L'état psychologique et physique des femmes

Les femmes ne sont pas présentées psychologiquement et physiquement dans tous les articles de journaux. Dans les articles où elles le sont, les journalistes apportent parfois des jugements de valeur, comme nous l'avons vu plus haut, ou font leurs propres

---

<sup>53</sup> Affaire Weedon, journal *Le Pionnier*, 12 juin 1891, p. 3.

<sup>54</sup> A.-L. Shapiro, « L'amour aux assises : la femme criminelle et le discours judiciaire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », *Amour et Société*, Paris, coll. Romantisme, v. 68, 1990, p. 61.

constatations. Cette façon d'écrire qui cherche à émouvoir est surtout perceptible dans les causes d'infanticide. Dans presque tous les textes, les journalistes soulignent le jeune âge des accusées.

Le fait que les femmes accusées d'infanticide soient jeunes et inexpérimentées les rend plus sympathiques aux yeux du public. Ann Scott par exemple, est décrite comme « assez jolie ». Elle « a fort bonne mine<sup>55</sup> ». Au moment du procès, elle « a en partie recouvré sa santé, ainsi que son ancienne gaieté<sup>56</sup> ». L'infanticide a fait l'objet de plusieurs études où l'on a cherché à comprendre l'attitude des femmes qui l'ont commis. Certains auteurs pensent que les jeunes femmes refusent de faire face à la réalité, qu'elles ne veulent pas croire qu'elles sont enceintes, qu'elles vivent une maladie dont l'aboutissement sera l'accouchement et qu'après celui-ci, elles se débarrasseront de ce corps étranger<sup>57</sup>.

La jeune femme impliquée dans l'infanticide de Weedon, a sûrement eu l'intention de cacher la naissance et de se débarrasser du bébé. « La jeune fille en question a été vue en février dernier entrant dans cette maison inhabitée, alors qu'elle était dans un état de grossesse avancée, au dire de plusieurs témoins, personne ne l'en a vu sortir, mais peu de temps après elle quittait Weedon<sup>58</sup> ».

Le cas de May Doherty semble se rapprocher de la théorie du refus. Cette jeune femme est dans une situation où il peut être assez difficile d'accoucher et de cacher un bébé sans attirer l'attention. Elle travaille et habite au « Lennoxville Hotel », et elle

---

<sup>55</sup> Affaire Scott, journal *Le Progrès*, 27 mars 1875, p. 3.

<sup>56</sup> Affaire Scott, journal *Le Progrès*, 16 octobre 1875, p. 2.

<sup>57</sup> M.-A. Cliche, « L'infanticide dans la région... », p. 43.

<sup>58</sup> Affaire Weedon, journal *Le Progrès de l'Est*, 12 juin 1891, p. 2.



partage sa chambre avec une cuisinière. Le jour de l'accouchement, May prétend être malade et reste dans la chambre où elle accouche et cache l'enfant dans sa malle, tout cela malgré la visite de celle qui partage sa chambre qui s'inquiète de son état. Si au cours de la soirée, elle n'était pas partie précipitamment, ce qui c'est produit ce jour-là n'aurait peut-être jamais été découvert. Le *Sherbrooke Daily Record* rapporte que cette jeune femme est calme à son arrestation, mais qu'au cours des procédures, cette attitude change : « The accused, for the first time during the trial, seemed to feel her position, and broke down when the jury entered the room. She sobbed piteously during the whole proceedings<sup>59</sup> ». Elle comprend, à ce moment, peut-être mieux la gravité des gestes qu'elle a posés et les conséquences qui peuvent en découler.

Pour ce qui est de Charlotte Long, sa réaction est décrite au moment du verdict. Elle ne semble pas affectée par la décision. « Elle est restée impassible, comme pendant le procès d'ailleurs<sup>60</sup> », comme si elle n'avait pas de sentiments, ni de remords. Depuis la naissance de l'enfant, Charlotte et sa mère parlent de se débarrasser du bébé. Dans ces circonstances, Charlotte ne s'est sans doute pas attachée à son enfant. Il faut noter qu'après leur arrestation, Charlotte et sa mère ont été conduites à l'asile de Beauport, où elles ont été déclarées suffisamment saines pour reconnaître le bien et le mal. Le père de Charlotte, qui témoigne lors de ce procès, signifie à la cour que sa fille a un caractère violent et qu'elle est facilement impressionnable. Il y a aussi des antécédents de folie du côté de la famille de sa mère, ce qui est confirmé par d'autres témoins<sup>61</sup>. Par ce

---

<sup>59</sup> Affaire Doherty, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 19 octobre 1910, p. 1.

<sup>60</sup> Affaire Long, journal *La Tribune*, 23 novembre 1923, p. 1.

<sup>61</sup> Affaire Long, journal *La Tribune*, 22 novembre 1923, p. 1 et 3.

témoignage, M. Long, le père de l'accusée, semble vouloir dégager sa fille de toute responsabilité pour le meurtre de son enfant.

Le dernier cas d'infanticide est celui d'Evelyn Goodwin. Les journaux la décrivent comme étant mariée, mais ne vivant plus avec son mari depuis deux ans. Elle dit qu'elle est âgée de 20 ans, mais elle paraît beaucoup plus âgée. Elle ne semble pas affectée par la gravité de la situation, mais au moment où elle apprend qu'elle doit subir un procès pour meurtre, elle « pâlit et chancela<sup>62</sup> ». Ce cas est un bon exemple de l'attitude de négation de la mère face au nouveau-né. Cette jeune femme a déposé son enfant dans une valise. Elle ne veut pas que « ses vagissements [soient] entendus par [ses] parents adoptifs<sup>63</sup> ». Au niveau psychologique, il semble que la raison d'étouffer les cris ne vise pas uniquement à empêcher les proches de se rendre compte de la naissance. En effet, les cris du nouveau-né prouvent à la jeune mère une réalité que bien souvent elle a niée « [...] psychologiquement et parfois même biologiquement<sup>64</sup> ». L'entourage connaît l'état de grossesse d'Evelyn<sup>65</sup>, mais nous ne savons pas comment ses proches apprennent qu'elle est enceinte. Est-ce à cause de son état physique ou parce que c'est connu publiquement? Quoiqu'il en soit, quelques temps après l'accouchement, devant l'interrogation d'un voisin qui cherche à savoir où elle a mis son enfant, « [e]lle [lui] répondit qu'elle n'avait pas eu d'enfant<sup>66</sup> ».

---

<sup>62</sup> Affaire Goodwin, journal *La Tribune*, 5 avril 1928, p. 1.

<sup>63</sup> Affaire Goodwin, journal *La Tribune*, 23 mars 1928, p. 1.

<sup>64</sup> D. Vallaud, « Infanticide et folie au XIX<sup>e</sup> siècle », *Penelope*, cahier no 8, printemps 1983, p. 53.

<sup>65</sup> À ce sujet voir D. Riet, « Infanticide et société au XVIII<sup>e</sup> siècle. Bruits publics et rumeurs dans la communauté », *Ethnologie Française*, vol. 16, no 4, 1986, p. 401-406.

<sup>66</sup> Affaire Goodwin, journal *La Tribune*, 4 avril 1928, p. 1.



Les femmes accusées de meurtre sont présentées sensiblement de la même façon. Les journaux disent d'Emma J. Rogers Coats qu'elle vient d'une famille bien placée qu'elle est « fort jolie femme et elle jouit de la réputation d'être une coquette avancée<sup>67</sup> ». Durant les procédures judiciaires elle garde un sang froid glacial, « pas une larme<sup>68</sup> ! » Elle est calme et impassible<sup>69</sup>, elle ne semble avoir aucun regret, ni culpabilité. Dans le cas de Melissa Lothrop Ward, cette accusée est décrite comme étant :

[...] grande et fort maigre. Ses joues creuses et décharnées dénotent que le chagrin ne l'a guère épargnée depuis plusieurs mois. Elle est vêtue de noir et en grand deuil. L'opinion publique est fortement prévenue contre elle. Elle appartient à une famille respectable, mais il semble qu'elle ait causé beaucoup de peine à ses parents<sup>70</sup>.

Les journalistes affirment qu'elle a une maladie grave et qu'elle est en prison depuis près d'un an. Elle a eu un enfant peu de temps avant son emprisonnement. On dit aussi qu'elle a subi de rudes épreuves<sup>71</sup>.

Dans le cas de Joséphine Bégin, les journalistes ne se gênent pas pour dire qu'elle est une femme de « douteuse réputation » et qu'elle est « sous l'influence de la boisson » lors de la commission de son crime. Elle est enceinte et ne semble pas « réaliser la gravité de sa position<sup>72</sup> ». Elle a tiré sur Hébert et ne semble pas avoir de remords. En fait, elle se soucie davantage de son père, qui se retrouvera sans ressources si elle est condamnée. La presse n'écrit pratiquement aucun commentaire sur Rebecca

<sup>67</sup> Affaire Rogers Coats, journal *Le Progrès de l'Est*, 8 septembre 1883, p. 8.

<sup>68</sup> Affaire Rogers Coats, journal *Le Progrès de l'Est*, 15 septembre 1883, p. 8.

<sup>69</sup> Affaire Rogers Coats, journal *Le Progrès de l'Est*, 13 octobre 1883, p. 1.

<sup>70</sup> Affaire Lothrop Ward, journal *Le Progrès de l'Est*, 7 octobre 1884, p. 3.

<sup>71</sup> Affaire Lothrop Ward, journal *Le Progrès de l'Est*, 6 mars 1885, p. 2.

<sup>72</sup> Affaire Bégin, journal *L'Étoile de l'Est*, 7 décembre 1894, p. 3.



Roy Lapierre, excepté qu'elle pleure durant le procès<sup>73</sup>. Nita Dorais Sharpe a deux enfants, est frêle, délicate, extrêmement séduisante, d'apparence raffinée<sup>74</sup>, mais peu avant l'annonce du verdict, elle « tombe en attaque de nerf<sup>75</sup> ». La dernière accusée de meurtre, Mathilda Ducharme Boisvert, est habillée de noir. Elle paraît énervée au début, mais semble finalement prendre sa situation calmement<sup>76</sup>.

Les journaux présentent les femmes physiquement et psychologiquement de façon à créer une image d'elles qui entraîne généralement de la sympathie. Il est certain que les lecteurs sont plus ou moins sympathiques aux femmes, selon les descriptions qui les touchent. Dans certains cas, les qualificatifs employés suscitent des sentiments de pitié, alors que pour d'autres cas, ils provoquent des sentiments de méfiance.

### 3.3.2 Les motifs qui poussent à commettre de tels actes

Les motifs qui poussent les femmes à commettre des meurtres ou des infanticides sont assez variables. Chacune des accusées a ses raisons de poser l'acte qui la mène devant la cour. Les circonstances atténuantes sont signalées par les journalistes qui semblent ainsi vouloir attirer la pitié des lecteurs, surtout dans les cas d'infanticide où des explications susceptibles de faire comprendre le geste sont fournies par la presse. Une première raison qui est souvent implicite dans les textes, mais qui s'applique généralement à la plupart des infanticides, c'est qu'on se débarrasse de l'enfant pour éviter la honte et le déshonneur. « Nul n'ignor[e] la honte qui accabl[e] la mère

<sup>73</sup> Affaire Lapierre, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 30 avril 1897.

<sup>74</sup> Affaire Dorais Sharpe, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 18 octobre 1907, p. 1.

<sup>75</sup> Affaire Dorais Sharpe, journal *Le Progrès de l'Est*, 18 octobre 1907, p. 2.

<sup>76</sup> Affaire Ducharme Boisvert, journal *La Tribune*, 26 février 1914, p. 1 et journal *The Sherbrooke Daily Record*, 6 octobre 1914, p. 6.

célibataire et les difficultés de subvenir aux besoins de l'enfant à naître. On reconna[ît] qu'une femme enceinte et sans mari puisse recourir aux moyens les plus extrêmes pour effacer sa faute et ses suites<sup>77</sup>. »

Cesare Beccaria, dans son traité *Des délits et des peines* (1764), propose une nouvelle façon de comprendre l'infanticide et d'en atténuer les conséquences, parce qu'il est contre la peine de mort et la torture. Ses idées ont été débattues au cours du XIX<sup>e</sup> et même du XX<sup>e</sup> siècle. Il a trois opinions à ce sujet. Marie-Aimée Cliche les résume ainsi :

D'abord il présente les mères infanticides comme des infortunées, victimes de leur faiblesse ou de la violence masculine. Ensuite, il souligne les contraintes sociales qui poussent ces femmes au crime : la crainte de la honte et de la misère. Enfin, il minimise quelque peu l'importance de la mort de l'enfant en présentant celui-ci comme "un être incapable de sentir la perte de la vie"<sup>78</sup>.

D'autres raisons, qui rejoignent celles avancées par Beccaria, sont communes à la majorité des femmes concernées ici : il s'agit de la pauvreté dans laquelle elles se trouvent, du manque de ressources, et du fait d'avoir été abandonnées par leurs séducteurs. Un seul cas traité par la presse estrienne, celui de Charlotte Long et de sa mère, invoque explicitement l'état de pauvreté dans lequel se trouvent les femmes accusées. *La Tribune* soutient que « les deux femmes et leur famille [sont] dans la plus grande indigence<sup>79</sup> ». Dans les autres cas, l'état de pauvreté n'est pas indiqué, mais on

---

<sup>77</sup> A. Lévesque, *La norme et les déviantes : des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*, Montréal, éd. du Remue-ménage, coll. « De mémoire de femmes », 1989, p. 113-114.

<sup>78</sup> M.-A. Cliche, « L'infanticide dans la région... », p. 47.

<sup>79</sup> Affaire Long, journal *La Tribune*, 21 novembre 1923, p. 3.

peut comprendre que ces jeunes femmes qui demeurent chez leurs parents<sup>80</sup>, qui doivent travailler<sup>81</sup>, ou qui sont loin de chez elles<sup>82</sup>, n'ont pas les ressources pour faire vivre l'enfant. Paul A. Gilje a d'ailleurs remarqué qu'aux États-Unis, du moins, les infanticides augmentent en période de récession économique<sup>83</sup>. Dans le cadre de ce mémoire, vu le nombre restreint de cas, nous ne pouvons confirmer de telles hypothèses. De plus, il semble que les motifs d'un geste comme celui-là, pour les femmes du district, soient vraiment ceux que nous venons d'énumérer et ne soient pas liés à une crise ou à une récession.

Les meurtres, eux, ont chacun leur raison et leur explication d'après la presse régionale. Dans le cas d'Emma J. Rogers Coats, les journaux font ressortir le fait que le mariage n'a pas été heureux et qu'Emma semble avoir un amant<sup>84</sup>. Joséphine Bégin est enceinte pour la deuxième fois de son amant. Ce dernier veut qu'elle se débarrasse du bébé comme la première fois et il ne veut pas tenir sa promesse de l'épouser<sup>85</sup>. L'après-midi du meurtre, elle achète un revolver, à la quincaillerie Codère, et se fait montrer comment charger l'arme. Quelques instants auparavant, elle s'est querellée avec la victime. Ils se sont menacés mutuellement, elle lui a dit qu'elle irait acheter un pistolet et

---

<sup>80</sup> Affaire Scott, journal *Le Progrès*, 27 mars 1875, p. 3., affaire Long, journal *La Tribune*, 22 novembre 1923, p. 1 et 3, affaire Goodwin, journal *La Tribune*, 23 mars 1928, p. 1.

<sup>81</sup> Affaire Doherty, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 15 octobre 1910, p. 1 et 4.

<sup>82</sup> Affaire Weedon, journal *Le Pionnier*, 26 juin 1891, p. 3.

<sup>83</sup> P. A. Gilje, « Infant Abandonment in Early Nineteenth Century New York City : Three Cases », *Sings*, vol. 8, no 3, printemps 1983, p. 583.

<sup>84</sup> Affaire Rogers Coats, journal *Le Progrès de l'Est*, 8 septembre 1883, p. 8.

<sup>85</sup> Affaire Bégin, journal *L'Étoile de l'Est*, 7 décembre 1894, p. 3 et journal *Le Progrès de l'Est*, 12 mars 1895, p. 2.



ce dernier lui aurait même suggéré quel calibre choisir<sup>86</sup>. Elle a affirmé qu'elle n'a pas voulu le tuer, seulement lui faire peur afin qu'il tienne sa promesse.

Pour la cause du couple Lapierre, il n'y a pas de motifs connus. On sait qu'ils sont très pauvres<sup>87</sup> et que Rebecca vient d'accoucher. La violence à l'égard des enfants obéit à des motifs complexes et dans ce cas-ci, nous n'avons aucun renseignement qui peut nous mener sur une piste d'explication. Dans l'affaire Nita Dorais Sharpe, le journaliste écrit qu'elle a seulement voulu effrayer les jeunes hommes pour qu'ils arrêtent leurs parodies et leur vacarme<sup>88</sup>. Finalement, dans la cause de Mathilda Ducharme Boisvert, les journaux donnent peu de renseignements sur les motifs probables du crime. Mais nous savons que son mari boit de l'alcool, qu'il est malade et qu'elle doit le faire vivre. Un témoin raconte que Mathilda lui a dit qu'elle voulait s'en débarrasser<sup>89</sup>. Les journaux présentent habituellement les femmes sous un jour assez « normal », vu les circonstances. Elles sont présentées comme étant désemparées dans certains cas, peut-être un peu folle dans le cas de Charlotte Long, mais ces descriptions sont loin des harpies et des hystériques que Shapiro a rencontré dans ses sources<sup>90</sup>.

### 3.4 Les réactions au verdict et à la sentence

Les articles portant sur les meurtres sont généralement avares de commentaires sur les attitudes des juges et jurés au moment de l'annonce du verdict. Par contre, dans

---

<sup>86</sup> Affaire Bégin, journal *Le Progrès de l'Est*, 12 mars 1895, p. 2.

<sup>87</sup> Affaire Lapierre, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 11 octobre 1897.

<sup>88</sup> Affaire Dorais Sharpe, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 17 octobre 1907, p. 1.

<sup>89</sup> Affaire Ducharme Boisvert, journal *La Tribune*, 7 octobre 1914, p. 1 et 6.

<sup>90</sup> À ce sujet voir la page 95 de ce chapitre. A.-L. Shapiro, « L'amour aux assises... », p. 61.

certains cas, les journalistes ne se gênent pas pour donner leurs opinions et souligner leurs désaccords avec le verdict rendu. Mais d'abord, constatons les réactions du public.

#### 3.4.1 Le public

Pour les meurtres, les réactions du public sont connues dans cinq cas. Emma J. Rogers Coats reçoit quelques applaudissements. Ils sont, précise *le Progrès de l'Est*, de la part de ces « petits désœuvrés qu'on rencontre dans toutes les villes »<sup>91</sup>. *Le Pionnier* souligne quant à lui que « l'opinion publique s'était généralement prononcée d'une manière défavorable à l'accusée »<sup>92</sup>. Joséphine Bégin reçoit également des applaudissements au tribunal, ainsi qu'à son lieu de travail<sup>93</sup>. Elle a les sympathies des jurés et du public<sup>94</sup>. Le procès de Nita Dorais Sharpe « a eu un vif retentissement dans tout le district et une foule nombreuse remplissait le parquet de la salle d'audience. » Puis au moment du verdict d'acquittement « spontanément, le public fit entendre un chaleureux applaudissement »<sup>95</sup>. Le *Sherbrooke Daily Record* rapporte sensiblement les mêmes événements en écrivant qu'on a applaudi, que le public espère l'acquittement et que ce fut un malheureux accident<sup>96</sup>. Lors du dernier procès pour meurtre, celui de Mathilda Ducharme Boisvert, la salle est « plus remplie que jamais de spectateurs attirés par la sensation morbide qui se dégage de cette affaire »<sup>97</sup>. Lors du verdict de non

---

<sup>91</sup> Affaire Rogers Coats, journal *Le Progrès de l'Est*, 20 octobre 1883, p. 4.

<sup>92</sup> Affaire Rogers Coats, journal *Le Pionnier*, 18 octobre 1883, p. 2.

<sup>93</sup> Affaire Bégin, journal *Le Progrès*, 15 mars 1895, p. 2.

<sup>94</sup> Affaire Bégin, journal *Le Pionnier*, 15 mars 1895, p. 2.

<sup>95</sup> Affaire Dorais Sharpe, journal *Le Progrès de l'Est*, 18 octobre 1907, p. 2.

<sup>96</sup> Affaire Dorais Sharpe, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 18 octobre 1907, p. 1.

<sup>97</sup> Affaire Ducharme Boisvert, journal *La Tribune*, 2 mars 1914, p. 1.

culpabilité un sentiment de soulagement s'est manifesté dans la salle<sup>98</sup>. Dans l'affaire Rebecca Roy, accusée de mauvais traitements sur la petite Lapierre, le journal rapporte qu'il est déplorable de voir qu'un grand nombre de femmes assistent aux procédures. La salle est remplie<sup>99</sup>, mais cette fois-ci, la compassion est pour la petite victime<sup>100</sup>.

Des réactions du public sont connues dans seulement deux cas d'infanticide. D'abord, à l'annonce du crime dont Ann Scott est soupçonnée, la population est en émoi<sup>101</sup>. Mais lors du procès, « [u]ne pétition pour la recommander à la clémence de la Cour a été présentée en son nom, pour l[a] mitigation de sa sentence<sup>102</sup> ». Puis dans la cause de May Doherty, *La Tribune* souligne que le « [...] public sera cependant heureux d'apprendre que ce que les premières nouvelles nous rapportaient comme un crime atroce se réduit maintenant à un homicide involontaire<sup>103</sup> ». La population sympathise avec l'infortunée et favorise une légère sentence<sup>104</sup>.

### 3.4.2 L'appareil judiciaire et les journalistes

Trois affaires traitées dans les journaux présentent des éléments se rapportant aux attitudes ou réactions de la part des juges, des membres du jury ou des journalistes. Il s'agit des procès d'Emma J. Rogers Coats, de Melissa Lothrop Ward et de Joséphine Bégin. Dans le premier cas, le verdict d'acquittement décidé par le jury est en opposition avec le point de vue du juge et de la presse. Le juge, dans son adresse aux membres du

<sup>98</sup> Affaire Ducharme Boisvert, journal *La Tribune*, 8 octobre 1914, p. 5.

<sup>99</sup> Affaire Lapierre, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 28 avril 1897, p. 3.

<sup>100</sup> Affaire Lapierre, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 12 octobre 1897, p. 2.

<sup>101</sup> Affaire Scott, journal *Le Progrès*, 27 mars 1875, p. 3.

<sup>102</sup> Affaire Scott, journal *Le Progrès*, 16 octobre 1875, p. 2.

<sup>103</sup> Affaire Doherty, journal *La Tribune*, 4 octobre 1910, p. 1.

<sup>104</sup> Affaire Doherty, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 21 octobre 1910, p. 1.



jury, est contre la prévenue<sup>105</sup>, mais les jurés en ont décidé autrement, même si les preuves sont très fortes contre elle. L'enquête a révélé qu'elle a acheté de la strychnine et que c'est de ce poison que son époux est décédé, une semaine plus tard.

À la suite du verdict, ce même journal publie des réactions de journaux anglophones. Le *Witness* écrit : « D'après la preuve qui nous est parvenue et l'adresse du juge Brooks au jury, le verdict d'acquittement était inattendu. Il est pour le moins difficile de s'expliquer les applaudissements qui l'ont suivi [...] ». Le *Progrès de l'Est* ajoute : « Disons, pour l'information de notre confrère et du public, que les applaudissements n'ont pas été aussi généraux qu'on serait porté à le croire. [...] C'était le fait de ces petits désœuvrés qu'on rencontre dans toutes les villes ». Aussi : « Elle peut remercier sa bonne étoile d'avoir été jugée par un jury à la conscience facile et qui ne croit pas à la preuve conjecturale. C'est bien à elle que le juge eût pu dire : Prévenue, vous êtes acquittée, allez, mais ne péchez plus<sup>106</sup> ! » Le jury composé d'hommes n'a peut-être pas voulu condamner une belle jeune femme venant d'une famille aisée. Le 27 octobre, le journal rapporte que le *Guardian* est scandalisé du verdict et demande même l'abolition du petit jury<sup>107</sup>, puisque c'est ce dernier qui a décidé de l'acquittement. Est-ce que la femme serait « non punissable » comme l'affirme Alain Vlamynck, reprenant les propos de Michelet ? Dans son étude sur la délinquance au féminin dans le Nord de la France (1880-1913), il remarque qu'au niveau législatif et social on est indulgent face à ces femmes et que cette attitude « en dit long sur les degrés de tolérance sociale des

---

<sup>105</sup> Affaire Rogers Coats, journal *Le Progrès de l'Est*, 20 octobre 1883, p. 1.

<sup>106</sup> Affaire Rogers Coats, journal *Le Progrès de l'Est*, 20 octobre 1883, p. 4.

<sup>107</sup> Affaire Rogers Coats, journal *Le Progrès de l'Est*, 27 octobre 1883, p. 10.

déviances féminines<sup>108</sup> ». Il ajoute : « Le sexe féminin constitue “une cause de mitigation (adoucissement) de certaines peines”<sup>109</sup> ».

Dans la cause Lothrop, *Le Progrès de l'Est* écrit :

Nul doute que Rothwell a été empoisonné; mais par qui? Point de preuves satisfaisante[s] sur ce point. Il manquait un anneau dans la chaîne de la preuve : le motif qui aurait pu porter l'accusée à commettre ce grand crime. [Bien qu'au début de l'affaire, les journaux aient parlé du vol d'une somme d'argent.] Elle a eu l'opportunité; a-t-elle versé le poison à la victime? Sur ce point capital, la savant magistrat a constaté la faiblesse de la preuve. On pressentait que le jury serait effrayé par cette lacune<sup>110</sup>.

Les membres du jury, en effet, sont hésitants à condamner une accusée, lorsqu'un doute subsiste. Pourtant, c'est Melissa Lothrop qui a préparé les repas de Rothwell. De plus, son mari est décédé dans des circonstances semblables. Dans le même article, il est encore écrit : « mais on est guère porté à envoyer une [...] femme à l'échafaud sur une preuve conjecturale imparfaite<sup>111</sup> ».

Finalement dans la cause de Joséphine Bégin qui a tiré sur son amant, nous avons les opinions des journalistes. *Le Pionnier* commente :

Théoriquement parlant, nous devons approuver leur jugement. [...] Plusieurs penseront que les jurés ont dépassé la note juste, en accordant à l'accusée le bénéfice des circonstances atténuantes jusqu'au point de l'acquitter purement et simplement. [...] il est permis de regretter que le crime commis par la fille Bégin ait été excusé d'une manière aussi absolue. C'est créer un précédent dangereux et encourager peut-être la répétition de pareils actes [c'est-à-dire que les femmes se fassent justice elles-mêmes]<sup>112</sup>.

<sup>108</sup> A. Vlamynck, « La délinquance au féminin : crimes et répression dans le Nord, 1880-1913 », *Revue du Nord*, vol. 63, no 250 (juillet-septembre 1981), p. 695.

<sup>109</sup> A. Vlamynck, « La délinquance au féminin... », p. 696.

<sup>110</sup> Affaire Lothrop Ward, journal *Le Progrès de l'Est*, 6 mars 1885, p. 2.

<sup>111</sup> Affaire Lothrop Ward, journal *Le Progrès de l'Est*, 6 mars 1885, p. 2.

<sup>112</sup> Affaire Bégin, journal *Le Pionnier*, 15 mars 1895, p. 2.



Il est normal que ce verdict ait suscité cette remarque, puisque Joséphine a bel et bien tiré sur Hébert. C'est un fait indéniable. Il semble donc illogique de la déclarer non coupable. Le fait qu'elle soit enceinte a sûrement eu un impact sur la décision d'acquittement. D'ailleurs, son avocat a bien utilisé cet argument en cour<sup>113</sup>. L'état de grossesse peut, aux yeux de la loi, expliquer des comportements dérangés et des crimes. Tout comme les menstruations et la ménopause qui peuvent entraîner des troubles physiques et psychologiques. Croire que ces « états » féminins peuvent être à l'origine des gestes meurtriers posés par les femmes n'est pas propre qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Déjà au Moyen Âge, ils sont associés à la sorcellerie<sup>114</sup>. Ce qui est différent aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, c'est qu'on a commencé à les utiliser en cour pour amoindrir les peines et les sentences<sup>115</sup>. En somme, dans ces cas, les journalistes trouvent les jurys trop cléments et ces derniers sont sans doute hésitants à déclarer une femme coupable, sachant que la sentence est la pendaison.

Rebbeca Roy Lapierre est celle qui, parmi toutes les accusées, a eu la plus grande sentence. Malheureusement, les journaux ne rapportent aucune réaction à ce sujet et ils ne font pas de commentaires non plus. Il est surprenant que cette femme, qui a fait subir des mauvais traitements à sa belle-fille (qui n'en est pas morte), ait eu une peine de prison aussi importante comparativement aux femmes accusées d'infanticide et de meurtre. Ce fait, nous donne l'impression que pour les juges il est plus grave de maltraiter un enfant de 10 ans, que de tuer un nouveau-né qui n'a pas conscience de

---

<sup>113</sup> Affaire Bégin, journal *Le Progrès de l'Est*, 12 mars 1895, p. 2.

<sup>114</sup> P. Snyder, *Représentations de la femme et chasse aux sorcières, XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles*, Fides, 2000, p. 93.

<sup>115</sup> A. Vlamynck, « La délinquance au féminin... », p. 685 et P. Gossage, « *La marâtre...* », p. 569.

L'avocat de M.-A. Houde tente d'imputer ses faits et gestes au fait qu'elle est enceinte, donc « Insane ».



vivre, ou qu'un homme qui l'a peut-être cherché et qui peut se défendre contre une femme.

Pour les infanticides, nous avons les attitudes et réactions de l'appareil judiciaire pour trois cas, ceux d'Ann Scott, de May Doherty et d'Evelyn Goodwin. Mais encore une fois, nous n'avons aucune réaction des journalistes à ce sujet. Ils sont beaucoup plus réticents à donner leur opinion sur les infanticides que sur les meurtres. Dans l'affaire d'Ann Scott, quelques membres du jury pensent que la preuve ne justifie pas un procès pour infanticide, même si le nouveau-né a été retrouvé avec un mouchoir sur sa bouche l'empêchant de respirer<sup>116</sup>. La cause de May Doherty apporte des réactions des jurés, du juge, des avocats et même des policiers qui ont été choqués de trouver un bébé mort. À la suite de cette découverte, les autorités gardent le crime sous silence<sup>117</sup>. Lors du procès, le juge propose au jury trois possibilités de verdict : meurtre, homicide involontaire et cacher la naissance ou négligence<sup>118</sup>. Il affirme aussi qu'il ne faut pas donner l'impression de juger un crime tel que celui-là, comme si de rien n'était, qu'il faut montrer l'exemple. L'avocat, lui, veut que soient pris en considération la jeunesse de l'accusée, le fait qu'elle n'habite pas chez ses parents et qu'elle a été abandonnée par un homme<sup>119</sup>. Elle est inexpérimentée et « ne savait pas ce qui lui arrivait », elle a fait une « crise nerveuse lorsqu'elle a vu son enfant mort » et n'a pu prévoir les conséquences de ses gestes<sup>120</sup>. L'avocat de May Doherty la déresponsabilise des actes qu'elle a pu poser.

---

<sup>116</sup> Affaire Scott, journal *Le Progrès*, 27 mars 1875, p. 3.

<sup>117</sup> Affaire Doherty, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 3 octobre 1910, p. 1.

<sup>118</sup> Affaire Doherty, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 19 octobre 1910, p. 1.

<sup>119</sup> Affaire Doherty, journal *The Sherbrooke Daily Record*, 21 octobre 1910, p. 1.

<sup>120</sup> Affaire Doherty, journal *La Tribune*, 4 octobre 1910, p. 1.

Dans la dernière cause, celle d'Evelyn Goodwin, son inexpérience ou ignorance (ou volonté de négation) est mise en évidence alors qu'elle dit que « le bébé semblait bien dormir » et quelques semaines plus tard qu'« il semblait toujours dormir<sup>121</sup> ». *La Tribune* rapporte aussi les propos du juge lors de l'énoncé du verdict :

La preuve, Dame Goodwin, a établi que vous avez été la cause de la mort de votre enfant bien que vous n'aviez probablement pas eu l'intention de le tuer vu l'état de surexcitation dans lequel vous vous trouviez. D'ailleurs, la vie ne vous a pas été clémente, heureuse. Vous avez été mal mariée, à un méchant jeune homme, aussi mariée trop jeune. En prenant toutes ces choses en considération, je ne vous condamne qu'à un an de prison<sup>122</sup>.

Evelyn Goodwin ne fit, en fait, que trois mois en prison après le prononcé de sa sentence. Elle a été en détention pendant neuf mois avant son procès. Le silence des journalistes sur ces infanticides indique probablement qu'ils sont en accord avec les verdicts prononcés. Eux aussi doivent considérer les femmes qui tuent leur nouveau-né comme des malheureuses victimes. Ce silence fait contraste avec les cas de meurtre, où certains journalistes crient haut et fort leur mécontentement face au verdict.

L'acte de tuer ou laisser mourir son enfant est un geste que l'on considère très grave. Malgré tout, celles qui sont trouvées coupables n'obtiennent pas de longues sentences, encore moins la peine de mort. « Le jury s'était ému, elles [les accusées] ne présentaient pas un danger public, elles n'empiétaient pas sur une autre profession. Elles s'étaient accidentellement trouvées enceintes et confrontées à une situation inacceptable<sup>123</sup>. » Dans la société victorienne, il est généralement admis qu'une femme

---

<sup>121</sup> Affaire Goodwin, journal *La Tribune*, 23 mars 1928, p. 1.

<sup>122</sup> Affaire Goodwin, journal *La Tribune*, 10 décembre 1928, p. 3.

<sup>123</sup> A. Lévesque, *La norme et les déviantes...*, p. 116.



désemparée puisse en arriver à prendre des moyens extrêmes<sup>124</sup>. Les membres des jury, par exemple, sont moins cléments avec les suspects pour vol, qu'avec celles qui tuent leurs bébés<sup>125</sup> parce qu'ils voient les femmes qui commettent l'infanticide comme des victimes malheureuses et non comme des coupables<sup>126</sup>.

L'attitude de la justice est assez ambiguë. En effet, elle est plus sympathique aux meurtrières qu'aux femmes qui portent plainte pour une agression sexuelle, ce qui suppose que les femmes qui dénoncent les crimes des hommes font face à de plus grands risques que celles qui les tuent ou tuent leur progéniture<sup>127</sup>. Encore une fois, c'est la moralité des femmes qui est l'enjeu principal. La pression sociale est trop forte contre les « filles-mères ». Le crime est préférable au déshonneur.

L'appareil judiciaire du district judiciaire de Saint-François est compréhensif envers ces jeunes femmes et comprend la situation dans laquelle elles sont. Comme l'a si bien écrit André Lachance :

Le geste désespéré de ces jeunes femmes, désemparées devant cette naissance hors mariage et victimes du remords et de la honte, fut bien compris par les juges du district de Saint-François. Ceux-ci ont tenu compte, dans leur sentence, de la situation difficile dans laquelle elles se trouvaient. Ils prirent conscience que derrière un discours social intransigeant et malgré les « pieuses » déclarations sur la chasteté et la virginité, la société en général était tolérante à l'égard de celles qui, mises en présence d'une naissance inévitable, passèrent au fatal rejet de leur fruit<sup>128</sup>.

<sup>124</sup> C. Backhouse, « Involuntary Motherhood... », p. 110.

<sup>125</sup> R. Leboutte, « L'infanticide dans l'est de la Belgique aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle : une réalité », *Annales de Démographie Historique*, Paris, 1983, p. 187.

<sup>126</sup> A. Vlamynck, « La délinquance au féminin... », p. 698.

<sup>127</sup> C. Strange, *Toronto's Girl Problem : The Perils and Pleasures of the City, 1880-1930*, University of Toronto Press, 1995, p. 88.

<sup>128</sup> A. Lachance, « *La vie est si fragile...* » *Étude sur la mort violente dans les Cantons de l'Est, 1900-1950*, Sherbrooke, éd. GGC, 2002, p. 61.



Malgré des preuves parfois accablantes contre les prévenues de meurtre et d'infanticide, la cour d'assises du district judiciaire de Saint-François a démontré une très grande clémence envers les femmes criminelles, surtout avec les meurtrières. Les hommes qui ont perpétré ces mêmes crimes dans la région ne s'en sortent pas aussi facilement. Les dernières pendaisons à Sherbrooke ont eu lieu en 1931 et 1932<sup>129</sup>. Alors qu'aucune femme, durant notre période, n'est montée sur la potence, quelques hommes ont eu la corde au cou, pour avoir commis des meurtres. La justice tend à déresponsabiliser les femmes pour des gestes aussi violents. D'après ce que nous en savons, une partie de l'opinion publique embrasse cette façon de penser. À travers les journaux, une autre attitude, plus sévère celle-là est toutefois perceptible, surtout en ce qui concerne les meurtrières. En effet, des journalistes ont tendance à condamner ces femmes. La position d'observateurs extérieurs aux procès et aux conséquences qui en découlent, leur permettent sans doute d'être critiques face aux verdicts rendus et d'agir avec plus de sévérité.

---

<sup>129</sup> G. Bessette, *Histoire du district de Saint-François*, Sherbrooke, 1987, p. 200 à 202.

## *Conclusion*

Du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (1866) au milieu du XX<sup>e</sup> siècle (1940), l'histoire des femmes a connu une période charnière. Au niveau législatif, les lois se sont succédées. Les lois les plus infantilisantes ont tranquillement laissé place, à force de luttes et de démarches auprès des autorités concernées, à la réappropriation des biens des femmes et au droit de vote. Un tel contexte social et législatif ne peut qu'influencer le milieu juridique criminel. Dans une époque où les femmes mariées sont mineures aux yeux de la loi, conséquence des législations paternalistes, les criminelles reçoivent un traitement semblable.

Les femmes qui dévient de la norme sociale établie, particulièrement celles qui s'éloignent du « double standard sexuel » prescrit par l'idéal victorien, se voient prises en charge par des institutions vouées à la réforme et à la réhabilitation de ces « pauvres pêcheresses ». La mise en place d'asiles et d'hospices de toutes sortes contribue au développement d'un sentiment de déresponsabilisation des déviants. Des établissements tels les hôpitaux de la Miséricorde et les orphelinats, déresponsabilisent les pères d'enfants illégitimes, qui n'ont plus à payer de pension pour leur enfant (comme c'est le cas sous le Régime français) et tentent d'inculquer de « bonnes » valeurs aux « filles-mères ». L'idée de réhabilitation est présente dans tous les milieux, tant ouvriers que bourgeois. La société tend vers un idéal de pureté, les déviants, les marginaux, les fous doivent être enfermés, cachés pour ne pas troubler l'ordre et la productivité des nouvelles villes industrielles. Dans un tel contexte, le pas n'est pas grand à franchir pour basculer du mauvais côté.

La région des Cantons de l'Est n'échappe pas à cette idéologie. Le district judiciaire de Saint-François est établi à la demande même des citoyens qui veulent voir l'ordre et la morale régner sur leur territoire. Parmi les 1 206 femmes arrêtées, le plus grand nombre le sont pour des délits reliés à l'alcool et aux mœurs. Il semble important pour les autorités du district de surveiller étroitement la moralité des jeunes filles et des femmes. Une majorité de crimes est commis par des jeunes femmes catholiques et originaires du Canada. Les femmes mariées représentent un peu plus de la moitié du corpus des incarcérées, cette réalité est spécifique au district judiciaire de Saint-François. Bien sûr, d'autres crimes sont commis par les femmes, des crimes qui sont malheureux pour leurs concitoyens (tels vol, incendie, agression, meurtre) et des crimes dictés par la pression sociale trop forte, comme l'infanticide.

Les crimes graves qui ont entraîné la mort d'un homme ou d'un enfant ne sont pas nombreux, mais ils ont suscité plusieurs réactions. Entre les années 1874 et 1928, six meurtres et huit d'infanticides sont jugés au palais de justice de Sherbrooke et font les manchettes dans les journaux. Une seule femme est condamnée pour tentative de meurtre (5 ans de pénitencier). Le taux de condamnation est plus élevé pour les infanticides : quatre jeunes femmes sont déclarées coupables, non pas d'infanticide, mais d'avoir caché la naissance de leur enfant ou de négligence. Ces chefs d'accusation ont pour conséquence d'alléger la sentence. D'ailleurs, les magistrats du district semblent être assez cléments à ce sujet. Dans la loi, la peine d'emprisonnement pour avoir caché la naissance est de deux ans, alors qu'ici les peines les plus longues attribuées pour ce crime sont d'un an. Un cas est particulier, celui des Long. La grand-mère du nouveau-né décédé est accusée de complicité après le fait, alors que sa fille est acquittée de



l'accusation d'infanticide pour cause de folie, bien que des médecins de l'asile de Beauport l'aient déclaré saine d'esprit.

Le public est à l'affût de ces nouvelles judiciaires et criminelles. Généralement, il accueille favorablement le verdict et compatit avec l'accusée. La presse estrienne, par contre, se montre plus critique face à certains cas, particulièrement les meurtres. Des journalistes ne se gênent pas pour dénoncer vertement les verdicts, allant jusqu'à affirmer que l'appareil judiciaire, en ne condamnant pas ces présumées meurtrières, encourage les femmes à se faire justice elles-mêmes!

Notre hypothèse de départ est donc confirmée. L'appareil judiciaire du district de Saint-François fait preuve de clémence envers les femmes qui commettent des crimes graves. Des sentences de moins d'un an pour un infanticide ou l'acquittement pour un meurtre ne sont pas sévères si on les compare à des sentences de deux ou trois ans pour des vols, de la prostitution ou pour l'usage de faux. D'ailleurs, une étude comparative pourrait être menée au sujet de ces délits moins graves (vols, vente d'alcool sans permis, vagabondage), en utilisant toujours les registres d'écrou comme principale source. Une comparaison entre la durée des sentences des hommes et celles des femmes permettrait de constater si la clémence des tribunaux du district judiciaire de Saint-François était conséquente envers les femmes ou, si elle ne se traduisait qu'en présence de crimes plus importants (meurtres, infanticides)

Ces représentations des femmes criminelles du district judiciaire de Saint-François endossent celles qu'a déjà étudiée, entre autres, Marie-Aimée Cliche. L'opinion des hommes de loi, on l'a vu, n'est pas toujours partagée par les journalistes. L'arme ou le moyen utilisé pour commettre le crime ne semble pas frapper l'imaginaire collectif,

même lorsqu'il s'agit d'une arme à feu. Du moins, il n'y a pas de témoignages en ce sens dans les journaux. Les contextes de crise n'ont pas d'incidence marquée sur le comportement délictuel féminin. Rien n'est invoqué pour tenter d'expliquer cette criminalité, mais parfois un désir de l'excuser est perceptible, puisque des circonstances atténuantes sont présentées dans le but de minimiser son impact. Les femmes sont ainsi déresponsabilisées face à leurs crimes. Elles sont considérées mineures par le système législatif (Code civil) et elles sont jugées comme telles. Elles ont commis des crimes qui sont passibles de pendaison par la loi, mais elles sont innocentées malgré des preuves parfois accablantes contre elles.

Michelet l'a déjà remarqué, et les sources journalistiques nous le confirment, l'état féminin et, ici, le type de crime soulèvent des sentiments paternalistes qui ont pour conséquence une réduction des verdicts de culpabilité. Dans le district judiciaire de Saint-François, au tournant du siècle dernier, la criminalité des femmes -en particulier les meurtres et les infanticides- est beaucoup plus tolérée que celle des hommes.

**Annexe 1****Tableau 1****Grille d'analyse utilisée pour les sources journalistiques**

<b>Journal</b>	
<b>Titre de l'affaire</b>	
<b>Aspect légal</b>	
<b>Description physique de la femme</b>	
<b>Description de l'état de la femme (psychologique)</b>	
<b>Description du crime</b>	
<b>Compassion</b>	
<b>Sensationnalisme</b>	
<b>Subjectivité de l'article (jugement de valeur, opinion)</b>	
<b>Réaction de la foule</b>	
<b>Témoignages</b>	
<b>Faits uniquement</b>	
<b>Verdict/Sentence</b>	
<b>Détails</b>	



## **Bibliographie**

### **Sources**

#### **A) Sources manuscrites**

Archives nationales du Québec à Sherbrooke

Registre d'écrou « Monthly ». Document no 1, 1894-1907. Document no 2, 1915-1926. Document no 3, 1927-1936.

Registre d'écrou « Général ». Document no 4, 1882-1891. Document no 5, 1892-1902. Document no 6, 1903-1908. Document no 7, 1908-1910. Document no 8, 1911-1915. Document no 9, 1916-1923. Document no 10, 1924-1927. Document no 11, 1927-1930.

Fonds cour du Banc de la Reine/Roi, Greffe de Sherbrooke, Matières criminelles, Procédures et jugements 1867-1891, 1891-1906, 1904-1919, 1920-1923.

Fonds cour du Banc de la Reine/Roi, Greffe de Sherbrooke, Matières criminelles, Plumitif 1917-1920, 1921-1926.

Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Mandats d'arrestation 1874-1884, E91, S100, SS1, SSS2.

Fonds de l'établissement de détention de Sherbrooke, Dossiers Magistrat, TL227, S1, SS1.

#### **B) Sources imprimées**

##### **Journaux portant sur les meurtres**

EMMA J. ROGERS COATS

*Le Progrès de l'Est*, 8 et 15 septembre 1883; 13, 20 et 27 octobre 1883

*The Stanstead Journal*, 11 et 18 octobre 1883

*Le Pionnier*, 11 et 18 octobre 1883

MELISSA LOTHROP WARD

*Le Pionnier*, 7 février 1884

*Le Progrès de l'Est*, 7, 10 et 14 octobre 1884; 3 et 6 mars 1885

*The Stanstead Journal*, 9 et 16 octobre 1884

**JOSÉPHINE BÉGIN**

*L'Étoile de l'Est*, 7 décembre 1894; 15 mars 1895

*Le Progrès de l'Est*, 8, 12, 15 et 19 mars 1895

*Le Pionnier*, 15 mars 1895

*The Stanstead Journal*, 4 avril 1895

**REBBECA ROY LAPIERRE**

*The Sherbrooke Daily Record*, 28, 29 et 30 avril 1897; 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 20, 22 et 23 octobre 1897

*L'Étoile de l'Est*, 9 novembre 1897

**NITA DORAIS SHARPE**

*Le Progrès de l'Est*, 15 et 18 octobre 1907

*The Sherbrooke Daily Record*, 16, 17 et 18 octobre 1907

**MATHILDA DUCHARME BOISVERT**

*La Tribune*, 20, 22 et 26 février 1914; 2 et 3 mars 1914; 5, 6, 7 et 8 octobre 1914

*The Sherbrooke Daily Record*, 23, 26 et 27 février 1914; 6 et 7 octobre 1914

**Journaux portant sur les infanticides****ANN SCOTT**

*Le Pionnier*, 26 mars 1875; 8 octobre 1875

*Le Progrès*, 27 mars 1875; 16 octobre 1875, p. 2

*The Stanstead Journal*, 14 octobre 1875

**JANE RANEY**

*Le Pionnier*, 15 juillet 1879

**WEEDON**

*Le Progrès de l'Est*, 12 juin 1891

*Le Pionnier*, 12 et 26 juin 1891

**ZÉLIA TREMBLAY et MARIE L'ÉTOILE**

*Le Progrès de l'Est*, 2 et 5 octobre 1894; 1 et 22 mars 1895; 8 octobre 1895

*The Stanstead Journal*, 11 octobre 1894

*Le Pionnier*, 11 octobre 1895

**MAY DOHERTY**

*The Sherbrooke Daily Record*, 3, 4, 13, 14, 15, 17, 19 et 21 octobre 1910

*La Tribune*, 3 et 4 octobre 1910

*Le Progrès de l'Est*, 4, 7, 19 et 21 octobre 1910

CHARLOTTE LONG et MME. J. LONG

*The Sherbrooke Daily Record*, 8 juillet; 22, 23 et 24 novembre 1923

*La Tribune*, 21, 22, 23 et 24 novembre 1923

EVELYN GOODWIN

*La Tribune*, 23 et 29 mars 1928; 4 et 5 avril 1928; 10 décembre 1928

*The Sherbrooke Daily Record*, 5 avril 1928

### **Outils de recherche**

KOLISH, Evelyn. *Guide des archives judiciaires*. Archives nationales du Québec, décembre 2000, 102 p.

KESTEMAN, Jean-Pierre. *Documents sur l'histoire des Cantons de l'Est (1871-1880)*. Sherbrooke, Département d'histoire, Université de Sherbrooke, 1976, 36 p.

LAPERRIÈRE, Guy. *Bibliographie d'histoire des Cantons de l'Est/History of the Eastern Townships: A Bibliography*. 2<sup>e</sup> éd., Sherbrooke, Département d'histoire, Université de Sherbrooke, 1986, 210 p.

LAPERRIÈRE, Guy. *Dix ans de production historique sur les Cantons de l'Est, 1975-1984*. Sherbrooke, Département d'histoire, Université de Sherbrooke, 1985, coll. Bulletin de recherche (Université de Sherbrooke, département d'histoire), no 2, 21 p.

LEMIEUX, Denise et Louise MERCIER. *La recherche sur les femmes au Québec: bilan et bibliographie*. Québec, IQRC, 1982, coll. Instruments de travail no 5, 336 p.

MARCHAND, Suzanne. *Femmes et histoire: bilan de la production universitaire québécoise (1970-1993)*. Québec: Groupe de recherche et d'échange multidisciplinaire féministe, Université Laval, 1994, coll. Cahiers de recherche du GREMF, cahier 63, 100 p.

O'BREADY, Maurice. *Les Journaux publiés dans les Cantons de l'Est depuis 150 ans*. Sherbrooke, 1965, 9 f.

ROUILLARD, Jacques, et al. *Guide d'histoire du Québec: du Régime français à nos jours: bibliographie commentée*. Montréal, Méridien, 1991, 367 p.



- KESTEMAN, Jean-Pierre. « La condition urbaine vue sous l'angle de la conjoncture économique : Sherbrooke 1875 à 1914 », *Urban History Review*. Vol. XII, no1, juin 1983, p. 11 à 28.
- KESTEMAN, Jean-Pierre. « *Le Progrès* » (1874-1878). *Étude d'un journal de Sherbrooke*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1977, 204 p.
- KESTEMAN, Jean-Pierre. *Une bourgeoisie et son espace: industrialisation et développement du capitalisme dans le district de Saint-François (Québec) 1823-1879*. Thèse de doctorat (histoire), UQAM, 1985, 3 volumes.
- LACHANCE, André. « *La vie est si fragile...* » *Étude sur la mort violente dans les Cantons de l'Est, 1900-1950*. Sherbrooke, éd. GGC, 2002, 209 p.
- LACHANCE, André. « Le suicide dans le district judiciaire de Saint-François, 1901-1950 », *RECE*. No 10, printemps 1997, p. 19 à 53.
- LECLAIR, Louise. « *Le Pionnier* » de Sherbrooke et Louis-Charles Bélanger (1866-1874). Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1977, 142 p.
- LITTLE, John Irvine. *State and Society in Transition, The Politics of Institutional Reform in the Eastern Townships, 1838-1852*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1997, 320 p.
- LITTLE, John Irvine. « Watching the Frontier Disappear: English-Speaking Reaction to French-Canadian Colonisation in the Eastern Townships, 1844-90 », *Journal of Canadian Studies*. Vol. 15, no. 4, hiver 80-81, p. 93 à 111.
- NOOTENS, Thierry. *To Be Quiet, Orderly, Obedient and Industrious: la normalité dans le district judiciaire de Saint-François entre 1880 et 1920 d'après l'interdiction des « malades mentaux »*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1997, 159 p.
- RIOUX, Denise. *La grippe espagnole à Sherbrooke et dans les Cantons de l'Est*. Sherbrooke, Études supérieures en histoire, Université de Sherbrooke, coll. Histoire des Cantons de l'Est, 1993, 132 p.
- ROSS, Aileen D. « The Cultural Effects of Population Changes in the Eastern Townships », *The Canadian Journal of Economics and Political Science*. Toronto, vol. 9, no. 4, novembre 1943, p. 447 à 462.
- ROUSSEAU, Pierre. *Le commerce de l'alcool à Sherbrooke, 1880-1921*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1984, 132 p.

SHARPE, Michel. *La mort violente à Sherbrooke de 1901 à 1930. L'accident mortel, le suicide et l'homicide*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1993, 195 p.

### **Histoire de la famille**

BRADBURY, Bettina. *Familles ouvrières à Montréal. Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*. Montréal, Boréal, 1994, 368 p.

CLICHE, Marie-Aimée. « Filles-mères, famille et société sous le Régime français », *Histoire sociale/Social History*. Vol. 24, no 41, mai 1988, p. 39 à 69.

CLICHE, Marie-Aimée. « Les filles-mères devant les tribunaux de Québec, 1850-1969 », *Recherches sociographiques*. Vol. XXXII, no 1, 1991, p. 9 à 42.

CLICHE, Marie-Aimée. « Morale chrétienne et "double standard sexuel". Les filles-mères à l'hôpital de la Miséricorde à Québec, 1874-1972 », *Histoire sociale/Social History*. Vol. XXIV, no 47, mai 1991, p. 85 à 125.

GOSSAGE, Peter. « Les enfants abandonnés à Montréal au 19<sup>e</sup> siècle : La crèche d'Youville des sœurs grises, 1820-1871 », *RHAF*. Vol. 40, no 4, printemps 1987, p. 537 à 559.

### **Histoire des femmes**

BACKHOUSE, Constance. *Petticoats and Prejudice: Women and Law in Nineteenth-Century Canada*. Toronto, Published for Osgoode Society, Women's Press, 1991, 467 p.

BRADBURY, Bettina. « Devenir majeure. La lente conquête des droits », *Cap-aux-Diamants*. No 21, printemps 1990, p. 35 à 38.

BRADBURY, Bettina, Peter GOSSAGE, Evelyn KOLISH et Allan STEWART. « Property and Marriage. The Law and the Practice in Early Nineteenth-Century Montreal », *Histoire sociale/Social History*. Vol. XXVI, no 51, mai 1993, p. 9 à 39.

CLIO, Le Collectif. *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal, Le Jour éditeur, 1992 (1982), 646 p.

DUBY, Georges et Michelle PERROT. *Histoire des femmes en Occident*. Paris, Plon, 1991-1992, Le XIX<sup>e</sup> siècle, sous la direction de Geneviève Fraisse, volume 4.



EHRENREICH, Barbara et Deirdre ENGLISH. *Des experts et des femmes. 150 ans de conseils prodigués aux femmes*. Montréal, éd. du Remue-ménage, 1982, 347 p.

JURATIC, S. et al. « Femme et violence dans le temps », *Pénélope pour l'histoire des femmes*. Paris, Université de Paris VII, Groupe d'études féministes, École des hautes études en sciences sociales, Centre de recherches historiques, cahier no 6, printemps 1982, p. 104 à 118.

SCOTT, Joan W. et Louise TILLY. « Women's Work and the Family in Nineteenth Century Europe », *Comparative Studies in Society and History*. Cambridge University Press, vol. XVII, 1975, p. 36 à 64.

SNYDER, Patrick. *Représentations de la femme et chasse aux sorcières, XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles*. Fides, 2000, 123 p.

### **Histoire de la folie et de la déviance (incluant celle des femmes)**

BERTRAND, Marie-Andrée. *La femme et le crime*. Montréal, éd. l'Univers, 1979, L'Aurore, 224 p.

BIZIER, Hélène-Andrée. *La petite histoire du crime au Québec. Crimes et châtiments*. Montréal, Québec, Stanké, 1981 et 1985, 2 volumes.

BOISCLAIR, Guy. *La perception de la folie au Québec au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1989, 183 p.

BOYER, Raymond. *Les crimes et châtiments au Canada français du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*. Montréal, Cercle du livre de France, 1966, coll. L'encyclopédie du Canada français, 51, 542 p.

CELLARD, André. *Histoire de la folie au Québec de 1600 à 1850. Le désordre*. Montréal, Boréal, 1991, 280 p.

DUBINSKY, Karen et Franca IACOVETTA. « Murder, Womanly Virtue, and Motherhood: The Case of Angelina Napolitano, 1911-1922 », *CHR*. Vol. 72, no 4, 1991, p. 505 à 531.

FECTEAU, Jean-Marie. *La pauvreté, le crime, l'état. Essai sur l'économie politique du contrôle social au Québec 1791-1840*. Thèse de doctorat (histoire), Université de Paris VII, 1983, 480 p.

FORSYTHE, Bill. « Women Prisoners and Women Penals Officials 1840-1921 », *British Journal of Criminology*. Vol. 33, no 4, 1993, p. 525 à 540.



- FOUCAULT, Michel. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris, NRF Gallimard, 1975, 318 p.
- GOSSAGE, Peter. « *La marâtre : Marie-Anne Houde and the Myth of the Wicked Stepmother in Quebec* », *CHR*. Vol. 76, no 4, décembre 1995, p. 563 à 597.
- HURTEAU, Pierre. « L'homosexualité masculine et les discours sur le sexe en contexte montréalais de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à la Révolution tranquille », *Histoire sociale/Social History*. Vol. XXVI, no 51, mai 1993, p. 41 à 66.
- KEATING, Peter. *La science du mal. L'institution de la psychiatrie au Québec, 1800-1914*. Montréal, Boréal, 1993, 208 p.
- LACHANCE, André (sous la direction de). *Les marginaux, les exclus et l'autre au Canada aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*. Montréal, Fides, 1996, 327 p.
- LÉVESQUE, Andrée. *La norme et les déviantes: des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*. Montréal, éd. du Remue-ménage, 1989, coll. De mémoire de femmes, 232 p.
- LÉVESQUE, Andrée. *Résistance et transgression: études en histoire des femmes au Québec*. Montréal, éd. du Remue-ménage, 1995, 157 p.
- MYERS, Tamara. *Criminal Women and Bad Girls : Regulation and Punishment in Montreal, 1890-1930*. Thèse de doctorat (histoire), Université McGill (Montréal), 1996, 315 p.
- MYERS, Tamara. « The Voluntary Delinquent : Parents, Daughters, and the Montreal Juvenile Delinquents' Court in 1918 », *CHR*. Vol. 80, no 2, juin 1999, p. 242 à 268.
- NOOTENS, Thierry. « Famille, communauté et folie au tournant du siècle », *RHAF*. Vol. 53, no 1, été 1999, p. 93 à 119.
- PERROT, Michelle. *L'impossible prison. Recherches sur le système pénitentiaire au XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, L'Univers Historique, Seuil, 1980, 318 p.
- POUTANEN, Mary Ann. « Images du danger dans les archives judiciaires. Comprendre la violence et le vagabondage dans un centre urbain du début du XIX<sup>e</sup> siècle, Montréal (1810-1842) », *RHAF*. Vol. 55, no 3, hiver 2002, p. 381 à 405.
- POUTANEN, Mary Ann. « The Homeless, the Whore, the Drunkard, and the Disorderly : Contours of Female Vagrancy in the Montreal Courts, 1810-1842 », dans *Gendered Pasts : Historical Essays in Femininity and Masculinity in Canada*. Toronto, Oxford University Press, 1999, p. 29 à 47.

- SANGSTER, Joan. « 'Pardon Tales' From Magistrate's Court : Women, Crime, and the Court in Peterborough County, 1920-50 », *CHR*. Vol. LXXIV, no 2, 1993, p. 161 à 197.
- SHAPIRO, Ann-Louise. « L'amour aux assises: la femme criminelle et le discours judiciaire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », *Amour et société*. Paris, C.D.U.-SEDES, 1990, *Romantisme*, v. 68, p. 61 à 74.
- STRANGE, Carolyn. *Toronto's Girl Problem : The Perils and the Pleasures of the City, 1880-1930*. University of Toronto Press, 1995, 299 p.
- THIFAUT, Marie-Claude. *Folie et déviance des femmes au Québec : 1901-1913*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1994, 165 p.
- WIESNER, Henry G. « Witchcraft », *Women and Gender in Early Modern Europe*. Cambridge, CUP, 1993, p. 218 à 238.

### Prostitution

- ALLAIN, J. « La prostitution », *Bulletin d'actualité* 82-2f. Canada, Bibliothèque du Parlement, Division du droit et du gouvernement, Service de Recherche, 1996, p. 7.
- BACKHOUSE, Constance. « Nineteenth-Century Canadian Prostitution Law: Reflection of a discriminating Society », *History sociale/Social History*. Vol. XVIII, no 36, novembre 1985, p. 387 à 423.
- LÉVESQUE, Andrée. « Éteindre le "Red Light" : les réformateurs et la prostitution à Montréal entre 1865 et 1925 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*. Vol. XVII, no 3, février 1989, p. 191 à 201.
- POUTANEN, Mary Ann. « The Geography of Prostitution in an early Nineteenth-Century Urban Centre Montreal, 1810-1842 », *Power, Place and Identity, Historical Studies of Social and Legal Regulation in Quebec*. A publication of the Montreal History Group, 1998, p. 101 à 128.
- ROBERTS, Nickie. *Whores in History: Prostitution in Western Society*. London, Harper Collins, 1993, 380 p.
- ROTENBERG, Lori. « The Wayward Worker: Toronto's Prostitute at the Turn of the Century », *Women at Work, Ontario 1850-1930*. Toronto, Women's Press, p. 33 à 70.
- WALKOWITZ, Judith R. *Prostitution and Victorian Society: Women, Class and the State*. Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1980, 347 p.



## **Infanticide**

- BACKHOUSE, Constance. « Desperate Women and Compassionate Courts: Infanticide in Nineteenth-Century Canada », *University of Toronto Law Journal*. Vol. 34, 1984, p. 447 à 478.
- BACKHOUSE, Constance. « Involuntary Motherhood: Abortion, Birth Control and the Law in Nineteenth-Century Canada », *Windsor Yearbook of Access to Justice*. III, 1983, p. 61 à 130.
- BEAHEN, William. « Abortion and Infanticide in Western Canada, 1874 to 1916: A Criminal Case Study », *Société Canadienne d'histoire de l'Église Catholique*. No 53, 1986, p. 53 à 70.
- BOSWELL, John. *Au bon coeur des inconnus. Les enfants abandonnés de l'Antiquité à la Renaissance*. Paris, Gallimard, Bibliothèques des histoires, 1993, 516 p.
- BOUTON, René. *L'infanticide. Étude morale et juridique*. Paris, Société d'édition scientifique, 1897, 74 p.
- CARLONI, G. et NOBILI, D. *La mauvaise mère, phénoménologie et anthropologie de l'infanticide*. Éd. Petite Bibliothèque Payot, coll. Science de l'homme, 1977, 266 p.
- CHASSAIGNE, Phillipe. « L'infanticide à Londres à l'époque victorienne: essai d'approche quantitative », *Annales de Démographie Historique*. 1990, p. 227 à 237.
- CLICHE, Marie-Aimée. « L'infanticide dans la région de Québec (1660-1969) », *RHAF*. Vol. 44, no 1, été 1990, p. 31 à 59.
- FORBES, T. R. « Deadly Parents: Child Homicide in Eighteenth-and Nineteenth-Century England », *Journal of History of Medicine and Allied Sciences*. Vol. 41, no 2, 1986, p. 175 à 199.
- GELIS, Jacques. « Le refus du nouveau-né », *L'arbre et le fruit. La naissance dans l'Occident moderne (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*. Paris, Fayard, 1984, p. 404 à 433.
- GILJE, Paul A. « Infant Abandonment in Early Nineteenth Century New York City: Three Cases », *Sings*. Vol. 8, no 3, printemps 1983, p. 580 à 590.
- KELLETT, R. J. « Infanticide and Child Destruction-the Historical, Legal and Pathological Aspects », *Forensic Science International*. Vol. 53, no 1, février 1992, p. 1 à 28.



- LANGER, William L. « Infanticide: A Historical Survey », *History of Childhood Quarterly*. Vol. 1, no 3, 1974, p. 353 à 366.
- LEBOUTTE, René. « L'infanticide dans l'Est de la Belgique aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles: une réalité », *Annales de Démographie Historique*. Paris, éd. de l'école des hautes études en sciences sociales, 1983, p. 163 à 192.
- McLAREN, Angus et Arlene TIGAR McLAREN. *The Bedroom and the State. The Changing Practice of Contraception and Abortion in Canada, 1880-1980*. Toronto, McClelland & Stewart, 1986, 186 p.
- RIET, Didier. « Infanticide et société au XVIII<sup>e</sup> siècle. Bruits publics et rumeurs dans la communauté », *Ethnologie Françaises*. Vol. 16, no 4, 1986, p. 401 à 406.
- SAUER, R. « Infanticide and Abortion in Nineteenth-Century Britain », *Population Studies*. Vol. 32, no 1, mars 1978, p. 81 à 93.
- VALLAUD, Dominique. « Infanticide et folie au XIX<sup>e</sup> siècle », *Pénélope pour l'histoire des femmes*. Paris, Université de Paris VII, Groupe d'études féministes, École des hautes études en sciences sociales, Centre de recherches historiques, cahier no 8, printemps 1983, p. 51 à 53.
- VLAMYNCK, Alain. « La délinquance au féminin: crimes et répression dans le Nord, 1880-1913 », *Revue du Nord*. Vol. 63, no 250, juillet-septembre 1981, p. 675 à 702.
- VOUILLOZ BURNIER, Marie-France. « L'infanticide entre médecins et magistrats: une histoire des femmes valaisannes au XIX<sup>e</sup> siècle », dans CHAUVAUD, Frédéric et Jacques G. PETIT, *L'histoire contemporaine et les usages des archives judiciaires (1800-1939)*. Paris, H. Champion, 1998, 490 pages.
- WARD, W. Peter. « Unwed Motherhood in Nineteenth-Century English Canada », *Communications historiques*. Société historique du Canada, 1981, p. 34 à 56.

### **Histoire de la presse**

- BEAULIEU, A. et Jean HAMELIN. *La presse québécoise des origines à nos jours*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1987, tomes 2, 3, 4 et 6.
- BONVILLE, Jean de. *La presse québécoise de 1884 à 1914. Genèse d'un média de masse*. Québec, Les presses de l'Université Laval, 1988, 416 p.